



ENTREPRENDRE AU CAMBODGE

2023-2024



CAMBODIA AIRPORTS

THE KINGDOM'S GATEWAYS

YOUR JOURNEY STARTS AT OUR AIRPORTS



Since 1995, Cambodia Airports develops and operates the network of international airports, connecting Phnom Penh, Siem Reap, and Sihanoukville with direct flights to more than 60 destinations across Asia and the Gulf region. As a leading player in positive mobility, it contributes to the Kingdom's growth and takes part in fostering its rich millennial culture.

Cambodia Airports is a member of VINCI Airports network, the world's leading private airport operator and the first one to commit to a global environmental strategy.


**CAMBODIA
AIRPORTS**
Powered by


VINCI
AIRPORTS

Soreasmev Ke Bin

Président de la CCI France Cambodge



ÉDITO

Au nom de l'équipe de la Chambre de Commerce et d'Industrie France-Cambodge (CCIFC), je suis honoré de vous présenter la nouvelle édition 2023-2024 d'« Entreprendre au Cambodge », un guide que nous voulons pratique et clair pour les nouveaux entrants sur le marché cambodgien.

Ceux qui vivent ici le savent : le Cambodge sort grandi de la pandémie, tout d'abord parce que le pays est parmi ceux qui ont le mieux géré la crise, à la fois d'un point de vue sanitaire mais aussi économique, mais aussi parce qu'il a réussi sa réouverture. Les prévisions de croissance pour cette année et l'année à venir le prouvent, classant le Cambodge premier parmi les autres nations d'Asie du Sud-Est. Reste désormais à faire connaître cette réussite et le marché cambodgien. Si vous lisez ces lignes c'est que vous avez, vous aussi, perçu les opportunités de ce Royaume situé au cœur de l'ASEAN, l'une des régions les plus dynamiques au monde.

Bien sûr et vous le verrez dans ce guide, il reste encore de nouveaux défis à relever. C'est pourquoi nous souhaitons vous apporter un premier éclairage utile au démarrage de votre projet entrepreneurial au Cambodge. De nombreuses entreprises françaises et franco-cambodgiennes sont déjà présentes et ce pour certaines depuis plusieurs décennies. Il s'agit de filiales de grands groupes comme Vinci, Total, Accor, la BRED, Decathlon, Newrest ou encore Pernod Ricard. D'autres sont actifs via des distributeurs, dans l'alimentaire bien sûr, mais nous sommes aussi heureux de voir des voitures et scooters Peugeot sur les routes de Phnom Penh. Enfin, il ne faut pas oublier le tissu des

EFE, ces sociétés créées par des Français ou des Franco-cambodgiens et qui sont souvent des exemples à la fois en développement commercial et en responsabilité sociale dans leurs secteurs respectifs.

Cet écosystème français du Cambodge est le premier atout pour l'implantation de nouvelles sociétés sur ce marché. Notre communauté d'affaires est ouverte et réunie au sein de la CCI France Cambodge. Notre mission est d'assurer la promotion des échanges commerciaux et des investissements entre la France et le Cambodge, renforcer les liens entre les différentes communautés d'affaires et apporter son soutien aux entrepreneurs et industriels français souhaitant accéder au marché cambodgien. La CCIFC multiplie les initiatives, les rencontres et les commissions thématiques afin de continuellement informer, accompagner et favoriser les rencontres entre les membres de notre communauté.

C'est avec l'appui d'acteurs institutionnels, comme le service économique de l'ambassade de France et la section Cambodge des Conseillers du commerce extérieur, que nous avons à cœur de vous livrer l'information la plus juste. Pour suivre les évolutions rapides du Cambodge, nous mettons régulièrement à jour ce guide.

Il me reste à vous souhaiter une bonne lecture et si besoin est, vous rappeler que la CCIFC et ses membres, se tiennent à votre disposition, afin de répondre à vos besoins et vous permettre de réussir au mieux votre aventure entrepreneuriale au Cambodge et ainsi rejoindre notre communauté d'affaires franco-cambodgienne.

Fondée en 1998, la Chambre de Commerce et d'Industrie France Cambodge (CCIFC) et ses 170 membres vous accompagnent tout au long de votre projet professionnel au Cambodge. Acteur incontournable des petites et moyennes entreprises intéressées par le Cambodge et la France, la CCIFC possède une connaissance approfondie du marché cambodgien et a noué des relations privilégiées avec les principaux acteurs économiques publics et privés.

Explorez les opportunités liées à l'adhésion sur notre site internet ou en contactant notre équipe (directeur@ccifcambodge.org).

Entreprendre au Cambodge
Imprimé en Juillet 2023 à Phnom Penh

Chef de projet : Estelle LEFEBVRE

Rédacteur : Sacha VERDOT

Design : Phare Creative Studio

La CCIFC souhaite adresser ses chaleureux remerciements à toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce guide.

 092 493 852

 ccifcambodge.org

 ccifc@ccifcambodge.org

SOMMAIRE

ACRONYMES	6
CHAPITRE I : A PROPOS DU CAMBODGE	10
CHAPITRE II : PREMIERS PAS AU CAMBODGE	16
CHAPITRE III : ECHANGES INTERNATIONAUX & INVESTISSEMENTS	22
Relations internationales & Accords commerciaux	23
Commerce international	26
Échanges commerciaux France-Cambodge	28
Investissements directs à l'étranger	30
CHAPITRE IV : SECTEURS D'OPPORTUNITÉS POUR L'OFFRE FRANÇAISE	32
Agriculture	33
Industrie textile	38
Industrie automobile	40
Infrastructures & logistique	43
Banques & finance	47
Numérique & start-up	50
Immobilier & construction	53
Santé	56
Environnement & énergie	60
Tourisme	65
CHAPITRE V : CONSEILS AUX ENTREPRENEURS	70
Identifier les besoins	71
Lancer son activité	73
Rencontrer sa clientèle	76
Communiquer efficacement	78
CHAPITRE VI : CADRE JURIDIQUE	80
Droits des sociétés et enregistrement	82
Fiscalité	88
Droit du travail et conformité des entreprises	100
Réglementation douanières	105
Régime foncier et immobilier	108

ACRONYMES

A

ACFTA

ASEAN China Free Trade Area

ACSEP

Agriculture Value Chain Competitiveness and Safety Enhancement

AEC

Asean Economic Community

AFE

Accord sur la Facilitation des Échanges

AFD

Agence française de développement

AGT

Automated Guideway Transit

AFTA

ASEAN Free Trade Area

AIIB

Asian Infrastructure Investment Bank

AJCEP

ASEAN Japan Comprehensive Economic Partnership

ALE

Accord de Libre-Échange

ALECC

Accord de Libre-Echange Cambodge-Chine

APSARA

Autorité pour la protection du site et la gestion de la région d'Angkor

ASEAN

Association of Southeast Asian Nations

ARISE

ASEAN Regional Integration Support

ATIGA

ASEAN Trade in Goods Agreement

B

BAD

Banque asiatique de développement

BNC

Banque Nationale du Cambodge

C

CAIF

Fédération de l'Industrie automobile au Cambodge
Cambodia Automotive Industry Federation

CATA

Association des agents de voyage du Cambodge

CCCA

Alliance sur les changements climatiques au Cambodge

CDC

Conseil pour le développement du Cambodge

CDD

Contrat à Durée Déterminée

CDI

Contrat à Durée Indéterminée

CE

Commission Européenne

CEPT

Common Effective Preferential Tariff
Tarif Préférentiel Effectif Commun

CCIFC

Chambre de Commerce et d'Industrie France Cambodge

CIC-Angkor

Comité international de coordination pour la sauvegarde et le développement du site historique d'Angkor

CIR

Cadre Intégré Renforcé

CM2H

Programme de résidence par investissement, connu sous le nom "My Second Home"

CNUCED

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

COSOP

Programme d'options stratégiques pour le pays

E

EDC

Electricité du Cambodge

EDF

Fonds de Développement de l'Entrepreneuriat

EuroCham

Chambre de Commerce européenne

EVP

Equivalent Vingt Pieds

F

FIDA

Fonds international de développement agricole

FMI

Fonds Monétaire International

G

GAFI

Groupe d'action financière

GDCE

Département général des douanes et de la régie

GRC

Gouvernement Royal du Cambodge

GDT

General Department of taxation
Département général des taxes

I

IDE

Investissement Direct Etranger

IG

Indication Géographique

IGP

Indication Géographique Protégée

IMF

Institution de Microfinance

IRD

Institut de Recherche pour le Développement

ITC

Institut Technologique du Cambodge

J

JICA

Agence japonaise de coopération internationale (Japan International Cooperation Agency)

K

KfW

Banque allemande de développement

KHR

Riel

KICPAA

Institut des experts comptables et des commissaires aux comptes du Kampuchéa

KOICA

Korea International Cooperation Agency

L

LBC/FT

Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

LCE

Law on Commercial Enterprises

LOT

Law on Taxation

M

M

Million

MAFF

Ministère de l'Agriculture, des Forêts et Pêches

MCFA

Ministère de la Culture et des Beaux-Arts

Md

Milliard

Mds

Milliards

MIDL

Cadre national de compétences en matière de médias, d'information et de culture numérique Media, Information and Digital Literacy

MLVT

Ministère du Travail

MOC

Ministère du Commerce

MPTC

Ministère de la Poste et des Télécommunications

MPWT

Ministère des Travaux publics et des Transports

N

NIPTIC

Institut National du ministère des Postes et des télécommunications

NSSF

Fonds national de sécurité sociale
National Social Security Fund

O

OIT

Organisation Internationale du Travail

OMC

Organisation Mondiale du Commerce

OMPI

Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

ONG

Organisation Non Gouvernementale

ONU

Organisation des Nations Unies

ORC

Cotisation pour les risques professionnels
Occupational Risks Contribution

P

PIB

Produit Intérieur Brut

PME

Petites et Moyennes
Entreprises

PMA

Pays les Moins Avancés

PNUD

Programme des Nations
Unies pour le
Développement

PPC

Parti du Peuple Cambodgien

Q

QIP

Projet d'Investissement
Qualifié
Qualified Investment Project

R

RCEP

Partenariat économique
global régional (Regional
Comprehensive Economic
Partnership)

RID4CAM

Rural Infrastructure
Development for Cambodia

S

SADIF

Smart Axiata Digital
Innovation Fund

SARL

Société à Responsabilité
Limitée

SIDA

Agence suédoise de
coopération internationale au
développement

T

TRT

The Rice Trade

TSA

Tout Sauf les Armes

TVA

Taxe sur la Valeur Ajoutée

U

UE

Union Européenne

UUE

Union Economique
Eurasiatique

UNESCO

Organisation des Nations
Unies pour l'Education, la
Science et la Culture

USAID

United States Agency for
International Development

USD

United States Dolla

V

VIE

Volontariat international en
Entreprise

VSI

Volontariat de solidarité
internationale

W

WHT

Withholding Tax

Z

ZES

Zone Economique Spéciale

CHAPITRE I

À PROPOS DU CAMBODGE



Nom officiel	Royaume du Cambodge
Nature du régime politique	Monarchie constitutionnelle
Population	16,689 millions d'habitants (2021)
Superficie	181 035 km ² (équivalent à 28% de la superficie de la France)
Densité	96,4 habitants/km ²
Capitale administrative et économique	Phnom Penh (2,2 M)
Villes principales	Siem Reap (245 000), Sihanoukville (200 000), Battambang (250 000)
Langue officielle (écrite et parlée)	Khmer
Monnaies	Riel (KHR) et dollars américains (économie dollarisée à 80%)
Religion principale	Bouddhisme theravāda
Moyenne d'âge	70% de la population à moins de 30 ans
Présence française	Environ 10 000 français

Histoire

Autrefois au cœur d'un grand empire d'Asie du Sud-Est, le Cambodge était le royaume le plus riche et prospère de la région, comme en témoignent Angkor et la culture cambodgienne. Cependant, le pays a traversé des périodes tragiques, de la fin des années 1960 à la signature des Accords de Paris en 1991 : guerre civile, régime des Khmers rouges, instabilité politique. Ces événements ont profondément marqué la population et retardé le développement du pays par rapport à ses voisins. Malgré les séquelles encore visibles, le Cambodge se tourne maintenant vers l'avenir après le dernier procès des dirigeants khmers rouges en septembre 2022. Afin de se rétablir, le pays se concentre sur la reconstruction de ses infrastructures, le développement de son industrie et l'amélioration de la consommation des ménages.



1953

INDÉPENDANCE DU CAMBODGE

De juillet 1863 à 1953, le Cambodge est placé sous le protectorat français. Le 9 novembre 1953, le Roi Norodom Sihanouk négocie directement avec la France et obtient l'indépendance complète du Royaume du Cambodge, marquant ainsi le retour du pays en tant qu'État souverain. Sous le Gouvernement du Roi Norodom Sihanouk, le Cambodge connaît une période de modernisation et de progrès appelée le Sangkum.

1970

COUP D'ÉTAT MILITAIRE

Coup d'État par le général Lon Nol, bombardements américains et création du mouvement des khmers rouges.

1975-79

RÉGIME DE POL POT

Le 17 avril 1975, les Khmers rouges, dirigés par Pol Pot et Khieu Samphan, s'emparent du pouvoir et instaurent la République démocratique du Kampuchea. Cette période est marquée par un génocide brutal de la population khmère, avec plus de 2 millions de victimes sur une population totale de 8 millions de personnes.

1979

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU CAMBODGE

Création de la République Populaire du Cambodge (1979-1989) sous l'occupation vietnamienne. Conflits persistants entre nationalistes, khmers rouges et partisans de Norodom Sihanouk.

1985

HUN SEN, PREMIER MINISTRE

Hun Sen, Président du Parti du Peuple Cambodgien (PPC), est élu Premier Ministre du Royaume du Cambodge.

1991

ACCORDS DE PAIX DE PARIS

Le 23 octobre 1991, les forces politiques cambodgiennes signent les Accords de Paris sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies. Ces accords ont pour objectif de mettre fin à la guerre civile entre l'État cambodgien et une coalition composée des khmers rouges (Kampuchéa démocratique), des royalistes (FUNCINPEC) et des républicains (FNLPK). Ils marquent un tournant vers la paix dans la région.

Politique intérieure

Le Cambodge est une monarchie constitutionnelle et la présence de l'institution monarchique est cruciale pour la stabilité du pays depuis les Accords de Paris en 1991. Le Roi Norodom Sihamoni, qui a accédé au trône en 2004, joue un rôle conforme à la Constitution, qui stipule que « le Roi règne mais ne gouverne pas ».

Le 23 juillet 2023, Hun Manet succède à Hun Sen après 38 ans à la tête du Parti du Peuple Cambodgien et remporte la totalité des sièges de l'Assemblée Nationale à plus de 82% des voix.



1993

NOUVELLE CONSTITUTION

Une coalition est formée entre le parti royaliste (FUNCINPEC) dirigé par le Prince Norodom Ranariddh et le Parti du Peuple Cambodgien dirigé par Hun Sen. Le 21 septembre 1993, une nouvelle constitution est adoptée, rétablissant la monarchie constitutionnelle. Trois jours plus tard, le prince Sihanouk est officiellement nommé roi du Cambodge.

1997-99

CRISE CAMBODGIENNE

Le Prince Norodom Ranariddh est évincé. Hun Sen et le PPC remportent une nouvelle fois les élections législatives.

2004

NORODOM SIHAMONI, ROI DU CAMBODGE

Norodom Sihamoni devient Roi du Cambodge suite à l'abdication de son père, Norodom Sihanouk. Fervent francophone, il a vécu en France pendant 20 ans.

2018

ELECTIONS LÉGISLATIVES

Le 29 juillet 2018, le parti du Premier Ministre Hun Sen, le PPC remporte les élections législatives en obtenant plus de 76% des voix et avec, la totalité des 125 sièges de l'Assemblée nationale.

2023

ELECTIONS LÉGISLATIVES

Hun Manet succède à Hun Sen après 38 ans à la tête du Parti du Peuple Cambodgien et remporte la totalité des sièges de l'Assemblée Nationale à plus de 82% des voix.

Données macroéconomiques

PIB
(FMI) 26,2 Mds USD (2021)

PIB par habitant
(FMI) 1 770 USD (2022)

Taux de croissance
(ministère de l'Économie et des Finances) 5,4% (2022)
6,6% (2023)

Secteurs principaux

- Agriculture
- Industrie (textile majoritairement)
- Tourisme
- Immobilier

Importations
(ministère de l'Économie et des Finances) 25,3 Mds USD (2022)

Principales marchandises importées au
Cambodge en 2021 – 2022
(ministère de l'Économie et des Finances)

- Intrants textiles : 23%
- Hydrocarbures (pétrole et charbon) et électricité : 15%
- Équipements électriques / électroniques et produits mécaniques : 12%
- Véhicules et matériels de transport : 10%
- Métaux (fer, aluminium, cuivre) : 9%
- Produits chimiques (pharmaceutiques, engrais, peinture...) : 8%

Exportations
(ministère de l'Économie et des Finances) 22,2 Mds USD (2022)

Principales marchandises exportées au
Cambodge en 2021 - 2022
(Ministère de l'Économie et des Finances)

- Vêtements : 42 %
- Équipements électriques / électroniques, produits mécaniques : 10%
- Articles de voyage et sacs : 9%
- Chaussures : 8%
- Riz : 5%

Investissements directs étrangers
(Ministère de l'Économie et des Finances, CNUCED) 41,025 Mds USD (stock 2021)
3,484 Mds USD (flux 2021)



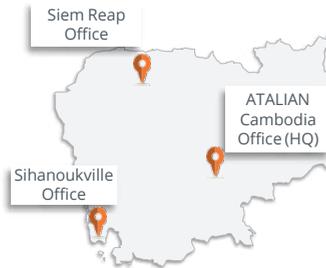
ATALIAN
GLOBAL SERVICES

ATALIAN Global Services Cambodia

ATALIAN Global Services Cambodia has a team of 1000 people delivering solutions covering all major locations as one of the largest operators in the country. We provide multi-business expertise in the private and public sectors including manufacturing, aviation, retail, healthcare, hospitality, real estate, education and financial.

ATALIAN is one of the world leaders in Facility Management. An independent company established in across 4 continents, Atalian supports companies and organisations in the outsourcing of services for buildings and occupants by providing customised solutions that add value.

77 Years Experience
36 Countries
131k Employees
32k Clients



SECTORS

- > Corporate
- > Retail
- > Manufacturing
- > Sport, Leisure and Tourism
- > Healthcare
- > Banking Services
- > Construction
- > Education
- > Media
- > Public Sector
- > Transport
- > Insurance Services
- > Consulate
- > Warehouse
- > Real Estate



Facility Management



Nettoyage des façades extérieures



Energy Management



Service de désinfection.



Sécurité



Espaces verts



Propreté



Maintenance Technique



Dératissage, Désinsectisation, Désinfection

Connect with us

+ 855 17 997 111
contact.kh@atalianworld.com

atalian.com.kh
#AtalianCambodia



CHAPITRE II

PREMIERS PAS AU CAMBODGE



L'innovateur culinaire du Cambodge

Au coeur de Phnom Penh se trouve un havre culinaire qui participe à l'émancipation de l'industrie alimentaire du pays depuis presque trois décennies. Le groupe Thalias Hospitality, fondé par Arnaud Darc, entrepreneur français et ancien VSNE à Phnom Penh, est une entreprise pionnière qui définit les normes pour un service exceptionnel, une cuisine innovante ainsi que le développement de ses employés. Aujourd'hui, le groupe possède un vaste portefeuille de restaurants, de services de restauration et d'hôtels : Topaz, Malis, Khéma, Cambodge Mag, Arunreas, Go, Siena, Nham Eylov, Almond Hotel, Sevenssea, Uy Kuyteav, World Dining, Yi Sang.

Culture d'entreprise

L'un des principaux facteurs de succès de Thalias est son engagement envers le développement de ses employés. Les programmes de formation et de développement du groupe sont conçus pour aider chaque employé à monter en compétences, à progresser dans leur carrière et atteindre leur plein potentiel. Stages, cours de langues, programmes de leadership : Thalias investit massivement dans ses employés, créant une culture d'excellence et d'innovation.

Savoir-faire

Mais l'engagement de Thalias envers l'excellence ne s'arrête pas là. Les restaurants du groupe sont renommés pour leur cuisine exceptionnelle mélangeant les saveurs traditionnelles cambodgiennes aux techniques culinaires modernes. Du chic et sophistiqué restaurant Topaz au café décontracté et dynamique Khéma, Thalias offre une gamme diversifiée d'expériences culinaires qui répondent à tous les goûts et budgets.

L'approche innovante de Thalias en matière de cuisine n'est pas passée inaperçue. Le groupe a remporté de nombreux prix et distinctions au fil des années, dont le prestigieux prix "Meilleur restaurant du Cambodge" aux World Luxury Restaurant

Awards Asia Top 50 en 2022. "Notre objectif est de fournir une expérience culinaire exceptionnelle qui dépasse les attentes de nos clients. Nous voulons que nos clients quittent nos restaurants en se sentant satisfaits, inspirés et impatientes de revenir.", déclare Arnaud Darc.

Croissance du groupe

Alors que Thalias continue de croître et de s'étendre, Arnaud Darc reste attaché à sa vision de créer une entreprise d'hospitalité de classe mondiale enracinée dans la culture et les valeurs cambodgiennes. "Nous sommes fiers de faire partie de l'industrie alimentaire vibrante et dynamique du Cambodge. Notre objectif est de continuer à innover, inspirer et créer des expériences culinaires exceptionnelles qui mettent en valeur le meilleur de la cuisine et de la culture cambodgienne.", affirme Arnaud Darc.

Le groupe Thalias Hospitality est un véritable innovateur culinaire qui a laissé une marque indélébile sur l'industrie de la restauration au Cambodge. Avec son engagement envers un service exceptionnel, une cuisine innovante et le développement des employés, Thalias est un exemple éclatant de ce qui peut être réalisé lorsque la passion, la vision et le travail acharné se conjuguent.



Visa

L'entrée au Cambodge requiert un visa, qui peut être obtenu à l'avance auprès de l'ambassade du Cambodge dans le pays de résidence ou sous forme électronique.

Fiscalité des particuliers

Toute personne ayant son domicile ou sa résidence principale au Cambodge ou ayant passé plus de 182 jours dans l'année sur le territoire cambodgien, est considérée comme un résident fiscal cambodgien. Au Cambodge, les particuliers ne sont pas tenus de soumettre une déclaration d'impôts. C'est à l'employeur qu'il incombe de déposer, au nom du particulier, l'impôt sur son salaire sur une base mensuelle dans le cadre de la déclaration d'impôts mensuelle.

Usages et coutumes

Les relations d'affaires au Cambodge reposent essentiellement sur les liens personnels et la confiance. Pour établir de telles relations, il est préférable d'être présenté par un contact commun. Bien que non obligatoires, les cadeaux, les invitations à déjeuner ou dîner sont appréciés. Les voyageurs d'affaires devraient apporter des cartes

de visite, car elles formalisent la rencontre et sont échangées avec les deux mains en signe de respect. Il est important de prendre quelques secondes pour examiner attentivement la carte reçue, surtout lorsqu'il s'agit d'hommes d'affaires sino-khmers occupant souvent des postes importants.

Au Cambodge, la salutation traditionnelle est le « sampeah », qui consiste à joindre les deux paumes de main devant la poitrine, doigts tendus. Ce geste est utilisé lors des rencontres, des remerciements et des au revoir, en particulier lors des réunions avec le Gouvernement ou la royauté. Cependant, il est de plus en plus courant de serrer la main. Les étrangers peuvent serrer la main des hommes et des femmes, mais il est préférable d'attendre que la femme tende la main en premier. Toucher la tête de quelqu'un, montrer la plante des pieds ou pointer du doigt le visage sont des gestes considérés comme grossiers et offensants. Porter un chapeau à l'intérieur d'une maison ou d'un temple est considéré comme impoli.

Bien que la tenue d'affaires formelle occidentale puisse ne pas être confortable au Cambodge, il est conseillé aux hommes de porter un costume et en fonction du niveau de la rencontre, une cravate, tandis que les femmes peuvent porter une robe ou un tailleur lors de réunions formelles. Pour un cadre moins formel, une tenue professionnelle plus décontractée peut être appropriée.



Lors des relations entre étrangers et Cambodgiens, il est important de tenir compte des particularités culturelles du pays afin d'éviter les faux-pas. Voici quelques points clés à retenir :

- Le respect de la hiérarchie et des aînés est très important au Cambodge. Les informations sont partagées de manière hiérarchisée avec une personne désignée comme référente en raison de son statut dans l'entreprise.

- Les conflits ou confrontations directes en public doivent être évités. Les critiques négatives doivent être exprimées en privé et de manière indirecte. Il est crucial de ne pas faire perdre la face à ses interlocuteurs locaux en les amenant à admettre une faute ou un doute.

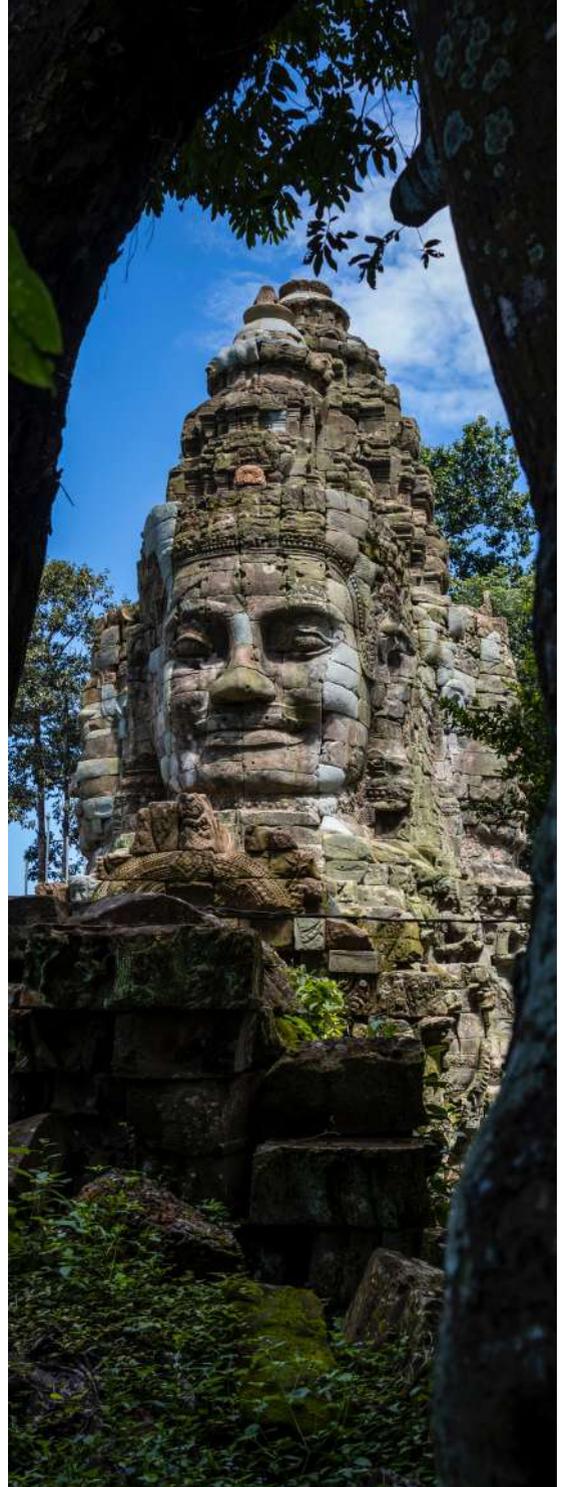
Santé

En plus des vaccins obligatoires en France, l'Institut Pasteur recommande la vaccination contre l'hépatite A. Selon les modalités de séjour, d'autres vaccins peuvent également être recommandés, notamment l'encéphalite japonaise, l'hépatite B, la rage et la typhoïde. Il convient de noter que le risque de paludisme est présent tout au long de l'année dans les provinces rurales forestières, mais est inexistant à Phnom Penh et dans les environs du Tonlé Sap, tels que Siem Reap et les temples d'Angkor.

L'Ambassade de France au Cambodge met une liste de notoriété médicale consultable sur leur site internet.

Langue

Le khmer est la langue officielle du Cambodge, mais l'anglais est couramment utilisé lors de réunions d'affaires. Le français est également utilisé parmi la population éduquée. Pendant les réunions officielles, certains hauts fonctionnaires du Gouvernement préfèrent parler en khmer.



Communication

Les télécommunications, y compris les téléphones fixes et portables, le fax et l'internet, sont facilement accessibles au Cambodge, avec l'indicatif international du pays étant le 855. Pour appeler le Cambodge depuis l'étranger, composez simplement 00 855 ou +855, suivi du numéro de téléphone sans le 0 initial. Pour une connectivité internet sans interruption, l'achat d'une carte SIM à l'arrivée est recommandé, avec les opérateurs de téléphonie mobile Smart, Cellcard et Metfone étant les principaux fournisseurs dans le pays. Les tarifs internationaux des appels sont raisonnables, tandis que la couverture 3G et 4G est largement disponible. Il est à noter qu'un passeport sera exigé pour les formalités administratives. Bien que les services internet s'améliorent rapidement en termes de coûts et de qualité, la connexion haut débit illimitée reste relativement onéreuse. Le wifi est couramment disponible dans les hôtels, les restaurants et les cafés.

Déplacements

Pour vos déplacements dans le pays et la ville, il est recommandé d'utiliser des applications de transport locales telles que Grab, Passap ou Wego, qui offrent un gain de temps et d'argent considérable en vous mettant rapidement en relation avec un chauffeur à proximité. L'utilisation de ces applications nécessite l'achat d'une carte SIM locale. Les véhicules disponibles incluent des voitures et des tuk tuk. Il est conseillé de rester vigilant et de surveiller vos affaires et de prendre garde aux vols à l'arrachée. Nous vous recommandons d'acheter un sac ou une sacoche pour ranger votre portefeuille, votre téléphone portable et votre passeport. Pour les déplacements entre les grandes villes et les différentes provinces, nous recommandons l'avion, le taxi ou le mini van.

Espaces de travail

Plusieurs options sont disponibles pour l'espace de travail au Cambodge, notamment les incubateurs et les centres d'affaires tels que celui d'EuroCham, qui proposent des espaces de travail partagés et de coworking. La location d'un espace dans ces bureaux partagés peut être un bon moyen de rencontrer les nombreux entrepreneurs actifs au Cambodge et d'élargir votre réseau professionnel. Les tours de bureaux offrent également des espaces et des services de bureau complets, tels que le ménage et la maintenance. Enfin, la location d'un appartement ou d'une villa pour y installer son entreprise est envisageable, sous réserve du consentement du propriétaire et d'un accord préalable des autorités du quartier.

Transparence et corruption

Il est crucial pour toute entreprise d'être consciente des implications directes que peut avoir la corruption sur sa gestion. Les managers doivent établir une ligne claire entre les pratiques commerciales raisonnables du commerce international et celles qui relèvent de la corruption. Les pots-de-vin peuvent entraîner des performances de mauvaise qualité et une perte de repères moraux parmi le personnel de l'entreprise et conduire à la propagation de pratiques commerciales contraires à l'éthique.

La Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, adoptée en décembre 1997, établit des normes juridiques contraignantes qui qualifient d'infraction pénale la corruption d'agents étrangers dans les transactions commerciales internationales. Le Cambodge a adopté une législation spécifique en 2010 et 2012 qui instaure un dispositif contraignant contre les pratiques de corruption. La CCIFC soutient les principes de cette convention et invite les lecteurs à prendre connaissance du décret n° 2000-948 du 28 septembre 2000 portant sur cette convention. Le Gouvernement cambodgien a également mis en place un comité de lutte contre la corruption (Anti-Corruption Unit).

Des bureaux verts

En vrai
mes bureaux sont
juste là !



au centre de Phnom Penh.



AQUATION

CHAPITRE III

ÉCHANGES INTERNATIONAUX & INVESTISSEMENTS



Relations internationales & accords commerciaux

Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)

L'ASEAN est une organisation régionale visant la coopération entre ses membres dans les domaines économique, social, culturel, technique, éducatif et sécuritaire. Elle promeut également la paix et la stabilité régionales. Actuellement, l'ASEAN compte 10 États membres : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande (pays fondateurs), Brunei Darussalam, Vietnam, Birmanie, Laos et Cambodge (adhésion en 1999). Le Timor-Leste a officiellement demandé à rejoindre l'ASEAN et est devenu observateur en 2015. Il espère devenir le 11e membre de l'ASEAN en 2023.

ASEAN Economic Community (AEC)

Le 31 décembre 2015, l'ASEAN a lancé la communauté économique de l'AEC dans le but d'intégrer économiquement la région et de créer un marché unique similaire à celui de l'Union européenne. L'AEC vise à garantir la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des travailleurs entre les membres de l'ASEAN. Pour concrétiser ce projet, il est nécessaire de réduire les barrières non-tarifaires, d'améliorer les infrastructures de transport et d'adopter une politique plus stricte pour les membres qui ne respectent pas leurs engagements. L'ASEAN a élaboré un premier plan directeur

jusqu'en 2015 et un second plan jusqu'en 2025 pour guider l'établissement de l'AEC. Ce nouveau plan vise à approfondir l'intégration économique, à créer une communauté économique plus solide et à renforcer la connectivité et la coopération au sein de la région ASEAN.

Common Effective Preferential Tariffs (CEPT)

Le Cambodge s'est engagé, au sein du CEPT de l'AFTA, à éliminer les droits de douane sur les importations de marchandises provenant des autres pays membres de l'ASEAN. Toutefois, des exemptions ont été accordées au Cambodge jusqu'en 2018.

ASEAN Regional Integration Support (ARISE)

En janvier 2018, l'ASEAN a lancé le programme ARISE Plus 2017-2022 en prenant le relais sur le programme ARISE de 2013-2016. Ce programme vise à renforcer la coopération entre l'UE et l'ASEAN pour faciliter les échanges. Il soutient l'intégration économique au sein de l'ASEAN en mettant en œuvre le plan directeur de l'AEC pour 2025 et en renforçant les capacités institutionnelles du secrétariat de l'ASEAN et de ses organes sectoriels. Il contribue indirectement à une croissance économique durable dans la région.



Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP)

Le 15 novembre 2020, le Cambodge a signé le Partenariat économique global régional (RCEP), un vaste accord commercial régional de libre-échange. Ce partenariat lie les 10 pays membres de l'ASEAN à cinq autres pays (Chine, Corée, Japon, Australie et Nouvelle-Zélande). Il est entré en vigueur pour le Cambodge le 1er janvier 2022.

C'est le plus grand accord de libre-échange au monde en termes de PIB de ses membres. Depuis son entrée en vigueur, les exportations du Cambodge vers le marché international ont considérablement augmenté.

Préférences tarifaires « Tout sauf les armes » (TSA)

En raison de graves violations systématiques des droits de l'homme, la Commission européenne a partiellement suspendu les préférences tarifaires accordées au Cambodge dans le cadre du système généralisé de préférences de l'UE le 12 février 2020. Le régime tarifaire supprime les droits de douane et les contingents pour les importations de biens en provenance des pays les moins avancés, à l'exception des armes et des munitions. Les préférences commerciales ont été retirées et remplacées par les tarifs standards de l'UE à partir du 12 août 2020.

Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Le Cambodge, depuis son adhésion à l'OMC le 13 octobre 2004, a bénéficié d'un programme de désarmement tarifaire et d'un plan d'action en douze points visant à améliorer l'environnement d'investissement et faciliter le commerce. En outre, le Cambodge a ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC en février 2016. Cet accord, en vigueur depuis le 22 février 2017, comprend des mesures pour accélérer les procédures de mouvement, de dédouanement et de libération des marchandises, y compris celles en transit. Il favorise également une coopération efficace entre les douanes et d'autres autorités compétentes en matière de facilitation des échanges et de respect des procédures douanières.

Accords de libre-échange (ALE)

En 2022, le Cambodge a signé des accords de libre-échange avec la Chine et la Corée du Sud, renforçant l'exportation de produits cambodgiens vers ces deux pays.

Lors du sommet de l'ASEAN à Phnom Penh en novembre 2022, le président américain Joe Biden a évoqué l'établissement d'un partenariat stratégique global entre les États-Unis et l'ASEAN.

En décembre 2022, la rencontre entre le président français Emmanuel Macron et le Premier ministre Hun Sen à Paris a renforcé les liens historiques entre les deux pays. En janvier 2023, le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger, Olivier Becht, a effectué une visite officielle au Cambodge, renforçant la coopération économique entre la France et le Cambodge. Cette visite a inclus des discussions sur des projets dans les domaines des transports, de l'énergie, de la construction et de la finance. Le Premier ministre a souligné l'importance de la coopération au sein de l'ASEAN pour maintenir la région attrayante sur le plan de l'investissement et en faire un acteur clé de la chaîne d'approvisionnement mondiale.

De nombreux projets entre la France et le Cambodge ont été évoqués, qui pourraient mobiliser l'expertise d'entreprises françaises dans les transports, l'énergie, la construction et la finance.

**MELON
ROUGE
AGENCY**

Design. Strategy. Communication.



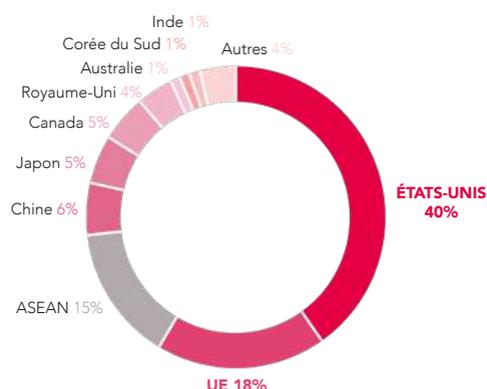
Commerce international

La croissance du commerce extérieur cambodgien entamée en 2021 s'est poursuivie en 2022 et s'est établie à 47,5 Md USD (+14%). Ces échanges sont composés de 22,2 Md USD d'exportations (+16 %) et de 25,3 Md USD d'importations (+11 %). Le déficit commercial s'est donc réduit, passant de 3,55 Md USD en 2021 à 3,05 Md USD en 2022. Les échanges, concentrés sur un faible nombre de partenaires, fragilisent en partie la croissance économique du pays, d'autant plus que les importations ont fortement été affectées par la hausse des prix. La diversification industrielle, que le Gouvernement cherche à mettre en place depuis plusieurs années, commence à avoir des effets visibles sur les exportations.

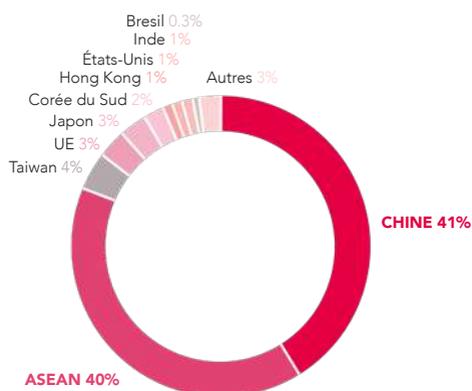
Les exportations cambodgiennes, largement composées de produits textiles, restent principalement destinées aux États-Unis et à l'Union européenne. Les ventes de vêtements sont toujours de très loin le premier poste d'exportation du pays (9,3 Md USD, 42 % du total), mais leur croissance, de 12 % en un an, a été inférieure à la croissance totale. La reprise de ce secteur suite à la pandémie n'a pas été aussi dynamique que pour d'autres. En conséquence, la part relative de leur vente dans les exportations totales est en baisse constante depuis 2020.

Avec une hausse de 72 %, les exportations d'équipements électriques, électroniques et mécaniques deviennent le 2ème poste du pays (2,2 Md USD, 10 % des exportations). La hausse de ce secteur est sans doute en partie le résultat de la politique de développement industriel menée par le pays, visant à diversifier davantage la production industrielle. Les États-Unis sont la destination de 60 % de ces ventes. On note également une progression inégale des exportations d'articles de voyage et de sac à main (2 Md USD) et de chaussures (1,8 Md USD), en 3e et 4e positions, respectivement de -1 % et 23 %. Les exportations de riz sont en légère baisse (-4 %) et représentent le 5e poste d'exportation du pays (1,2 Md USD, 5 % du total).

Globalement, les autres principaux postes d'exportations sont en hausse, avec, par ordre de valeur, les fruits et légumes, les bicyclettes, les meubles et matelas et les produits en caoutchouc et en plastique. Les États-Unis, toujours premier client du Cambodge, absorbent 40 % des exportations du pays (8,9 Md USD, +20 %). L'Union européenne, en 2e position, est la destination de 4 Md USD (+25 %) d'exportations cambodgiennes.



EXPORTATIONS DU CAMBODGE
PAR PAYS EN 2022



IMPORTATIONS DU CAMBODGE
PAR PAYS EN 2022

Selon la douane cambodgienne, la France est le 12ème client du royaume (420 M USD) et le 5ème à l'échelle européenne. Il faut néanmoins noter que le chiffre français fourni par la DGDDI, de 1,4 Md USD, est vraisemblablement plus proche de la réalité. La France serait donc plus certainement le 2ème importateur de l'UE, derrière l'Allemagne.

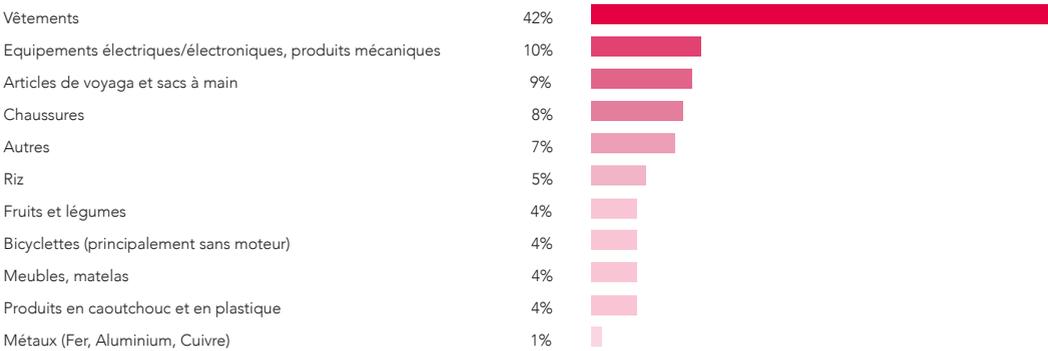
Les intrants textiles, les hydrocarbures et les véhicules sont les produits les plus importés au Cambodge. Les autres principaux produits importés au Cambodge sont les métaux, les produits chimiques, les produits en caoutchouc et en plastique, les produits agroalimentaires, les

pâtes en bois et produits en papier et les produits intermédiaires pour articles de voyage et sacs. Les principaux fournisseurs du Cambodge se trouvent en Asie avec en 1ère position la Chine qui représente 41 % des importations du pays.

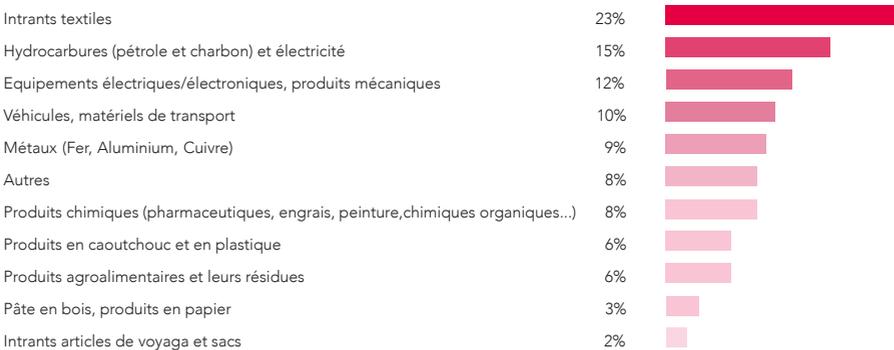
La France est le 16ème pays d'origine des importations cambodgiennes (120 MUSD). Les importations en provenance de la France ont augmenté de 19 % en 2022.

Le Cambodge, classé PRITI (pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure) depuis 2015, devrait perdre son statut de PMA en 2024.

10 PREMIERS PRODUITS D'EXPORTATIONS DU CAMBODGE EN 2022



10 PREMIERS PRODUITS D'IMPORTATIONS DU CAMBODGE EN 2022



Échanges commerciaux

France-Cambodge

Selon les statistiques de la Douane française, le commerce bilatéral franco-cambodgien s'est établi à 1,48 Md€ en 2022, en augmentation de 20 % par rapport à l'année précédente. Les exportations françaises vers le Cambodge ont baissé de 41 %, en raison notamment de l'absence des ventes d'aéronefs. En parallèle, les importations françaises en provenance du Cambodge, presque exclusivement concentrées sur les produits textiles et agroalimentaires, ont connu une forte hausse (+36 %). Le déficit commercial français s'est donc creusé à nouveau, après le léger redressement observé en 2021.

En 2022, le Cambodge a été le 112ème client de la France (90ème en 2021) et son 59ème fournisseur (55ème en 2021). Avec 1,44 Md€ d'échanges bilatéraux de biens, le Cambodge est notre 69ème partenaire commercial.

Au premier rang, les exportations françaises de produits pharmaceutiques ont augmenté de 30 %, s'établissant à 45 M€ (35 % du total des exportations). Ce secteur bénéficie des réseaux de distribution bien implantés au Cambodge (SANOFI, Servier et Pierre Fabre notamment), permettant à la France d'être le 2ème fournisseur du pays, derrière l'Inde.

Les exportations de produits agroalimentaires, qui représentent 32 % du total, ont légèrement

baissé (-4 %) pour atteindre 42 M€, dont 16 M€ de vins. La France est ainsi devenue le premier fournisseur de vin et spiritueux du royaume. Ces ventes s'appuient sur le dynamisme du secteur de la distribution, porté par l'élévation générale du niveau de vie et la multiplication des circuits de distribution modernes dans les centres urbains.

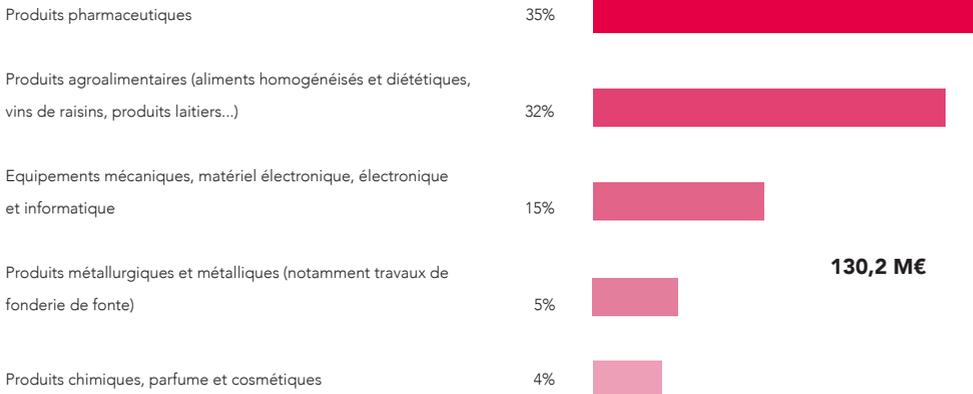
En troisième position, les ventes d'équipements mécaniques, de matériels électriques, électroniques et informatiques (15 % du total) ont doublé en 2022 pour atteindre 19 M€. Cette hausse est la conséquence de la progression des ventes françaises de produits informatiques, électroniques et optiques (+145 %), de machines industrielles et agricoles (+134 %) et d'autres équipements électriques et ménagers (+38 %).

Les importations françaises depuis le Cambodge ont fortement progressé pour atteindre 1,3 Md€ (+33 %) en 2022, dépassant ainsi largement le niveau le plus élevé connu jusqu'alors, en 2019 (1,07 Md€).

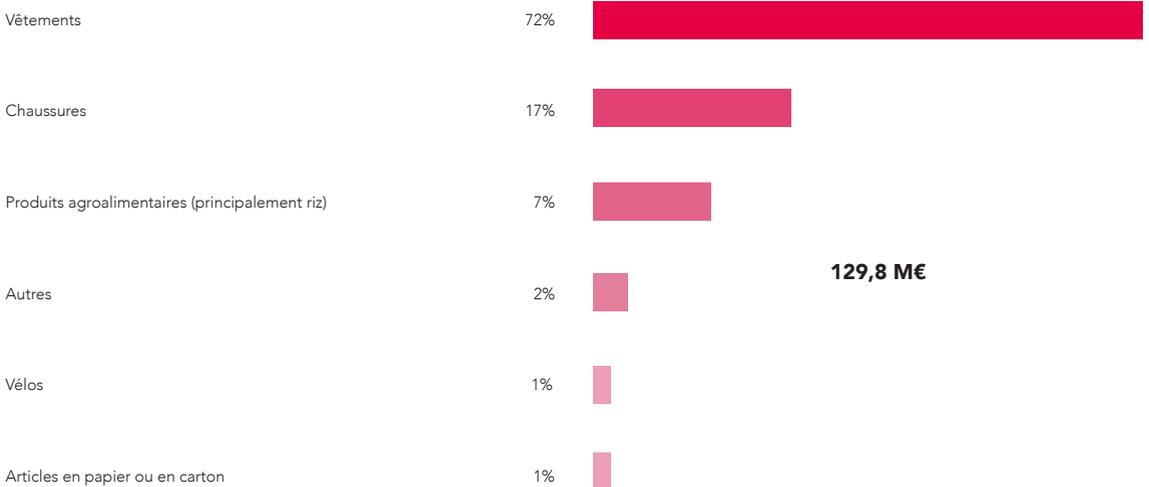
Les plus gros postes d'importations françaises sont les produits textiles/habillement avec 72 % du total, progressant de 31 % pour atteindre 930 M€. Suivent ensuite les chaussures, les produits agroalimentaires, les articles de voyages, les matériaux de transport.



STRUCTURES DES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS LE CAMBODGE EN 2022



STRUCTURES DES IMPORTATIONS FRANÇAISES DEPUIS LE CAMBODGE EN 2022



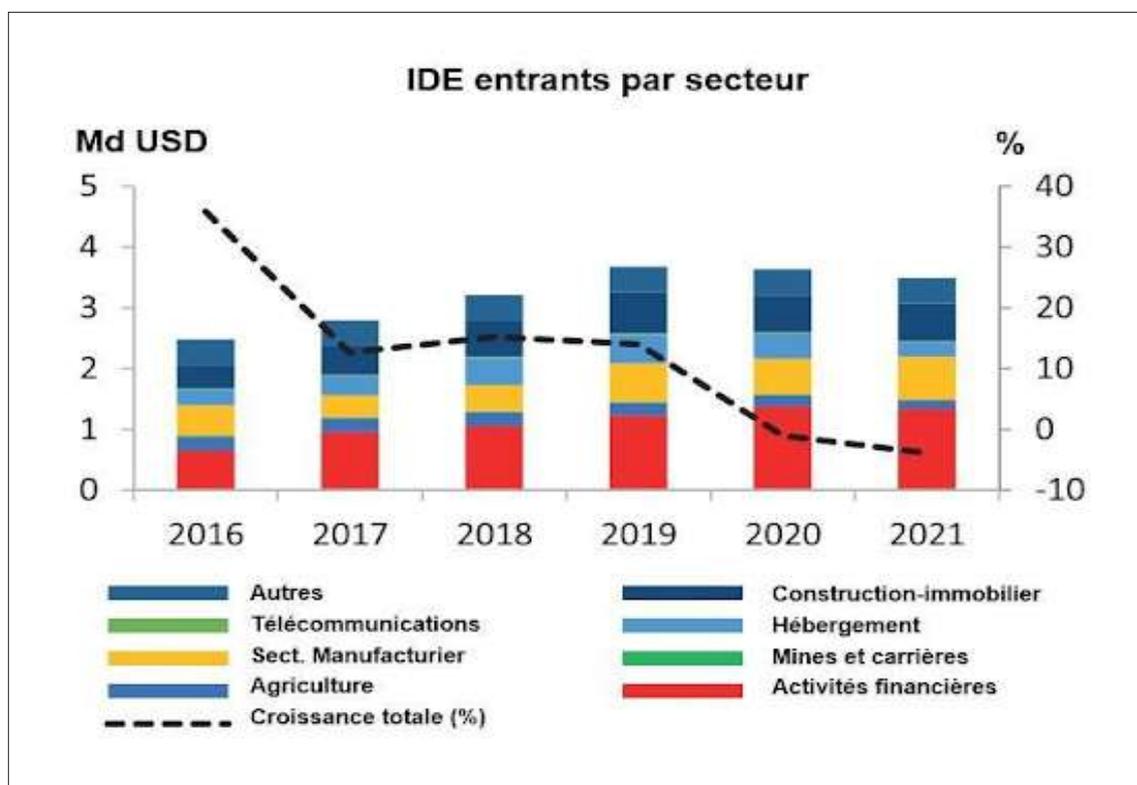
Investissements directs à l'étranger

En 2021, les flux d'IDE entrants ont atteint 3,4 Mds USD, soit une baisse de 5,5% par rapport à 2020. Les investissements au Cambodge ont largement augmenté ces 20 dernières années, passant de 1,5 Md USD de stock en 2000 à 3,6 Mds USD en 2020, selon la CNUCED.

Evolution des flux d'investissements vers le Cambodge (en M USD)

Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Flux d'IDE	1 853	1 823	2 476	2 786	3 208	3 662	3 625	3 484

Origine des flux d'investissements vers le Cambodge (en % du total)



Les IDE français au Cambodge

Après une constante progression depuis plusieurs années, le flux d'IDE français vers le Cambodge a fortement diminué à partir de 2019 (81 M EUR) et stagne à 19 M EUR fin 2021, soit le plus faible montant depuis 2013. Le stock d'IDE français est lui en constante augmentation et a même quadruplé depuis 2013 (159 M EUR), pour atteindre 685 M EUR fin 2021.

Evolution des IDE français vers le Cambodge (M€)

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Flux	19	35	60	55	66	90	81	19	19
Stock	159	221	303	376	342	353	656	633	685

Parmi les entreprises françaises ayant investi au Cambodge, on retrouve Vinci Airports qui gère la concession des trois aéroports internationaux du pays, Vinci Construction Grands Projets qui a développé les infrastructures de traitement et de distribution d'eau à Phnom Penh, Total qui distribue le quart des carburants du pays, Peugeot dont les véhicules sont disponibles à la vente depuis 2018, Accor qui gère plusieurs hôtels à Phnom Penh et Siem Reap, Schneider Electric, Legrand et Saint Gobain qui bénéficient de la forte croissance de la construction, Sanofi qui promeut ses spécialités pharmaceutiques, Danone spécialisé dans la distribution de produits pour enfants en bas âge, le groupe Newrest dans la restauration industrielle, Pernod Ricard qui a ouvert sa première filiale au Cambodge en 2017, ainsi que Michelin qui se développe en association avec le groupe local Worldbridge.

Dans le secteur pharmaceutique, d'autres grands laboratoires français sont également implantés, comme Servier, Sanofi et Pierre Fabre.

L'implantation récente d'autres grands groupes français témoigne de la diversification des investissements français au Cambodge comme la BRED, unique banque européenne présente dans le pays, qui a inauguré une filiale au Cambodge en 2017 ou encore Decathlon, qui quant à lui, a ouvert son premier magasin dans le centre commercial Aeon 2 à Phnom Penh en août 2018 et a récemment ouvert une grande surface dans le centre commercial Aeon 3 de Phnom Penh en février 2023.

Le développement du secteur touristique au Cambodge est soutenu par plusieurs investissements français. Par exemple, le groupe Zanier est présent avec des établissements hôteliers haut de gamme à Siem Reap. Citystar, de son côté, participe au développement d'un complexe hôtelier sur une île au large de Sihanoukville. En plus de ces investissements, la présence économique française au Cambodge est également marquée par un réseau d'entrepreneurs français qui ont fondé ou dirigent des petites et moyennes entreprises (PME) de droit cambodgien. Le consulat estime leur nombre à plus de 400.

CHAPITRE IV

SECTEURS D'OPPORTUNITÉS POUR L'OFFRE FRANÇAISE



Agriculture



Avec 79% de la population vivant en milieu rural, l'agriculture est le principal employeur au Cambodge, représentant 35% des emplois et contribuant à 22,8% du PIB en 2022. Le pays compte environ 1,7 million de ménages agricoles, soit 6,8 millions (40% de la population) de personnes travaillant dans le secteur, dont 23,5% sont dirigés par des femmes.

Selon l'Institut national de la statistique, environ 75% des agriculteurs sont de petits exploitants individuels possédant des terres d'un à deux hectares et presque tous (98%) en sont propriétaires.

En 2019, 61% des exploitations consommaient leur propre production, tandis que 39% la vendaient. L'élevage de bétail/volaillerie et l'aquaculture contribuent respectivement aux revenus de 75% et 16% des exploitations (CIAS 2019). En 2022, environ 30% des fruits et légumes consommés au Cambodge sont importés.

Le budget du Ministère de l'Agriculture, des Forêts et Pêches (MAFF) est passé de 115 à 154 M USD

(+33,6%) de 2019 à 2020, témoignant de l'importance accordée par le Gouvernement cambodgien au développement du secteur. Pour cela, de nombreux programmes ont été mis en place par le Gouvernement et divers organismes, parmi lesquels figurent :

ASPIRE

Le Gouvernement royal du Cambodge (GRC) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont collaboré pour mettre en place le programme ASPIRE (Agriculture Services Programme for Innovation, Resilience, and Extension), avec pour objectif de réduire la pauvreté et d'augmenter la résilience de 144 000 petits exploitants agricoles individuels au Cambodge. Le programme a eu un budget d'environ 86 millions de dollars et a encouragé le dialogue politique entre les producteurs, le secteur privé et les décideurs, en utilisant diverses approches telles que l'agriculture contractuelle et le développement de groupements d'entreprises. ASPIRE a pris fin le 31 décembre 2022.

En février 2023, le GRC, le FIDA et l'agence de développement rural des Nations Unies ont signé un accord de financement de 194 millions de dollars US pour un nouveau projet, ASPIRE-AT (Programme de services agricoles pour une économie rurale et un commerce agricole inclusifs), ayant pour but de promouvoir une croissance agricole durable et inclusive dans les zones rurales du Cambodge. Le projet se concentrera sur l'élimination des obstacles auxquels les petits exploitants agricoles sont confrontés pour accroître leur productivité et leurs revenus, en particulier grâce aux chaînes de valeur prioritaires pour l'exportation et le marché intérieur.

Agence française de développement

La production agricole est actuellement très fragmentée en raison de l'absence de structuration des filières, ce qui a conduit à un grand nombre d'exploitations de petite taille pour la plupart des cultures. Bien que des progrès aient été réalisés en matière de systèmes d'irrigation et de traitement des productions grâce au soutien de l'Agence française de développement (AFD) et de la Banque asiatique de développement (BAD), l'agriculture demeure vulnérable aux variations climatiques. Pour remédier à cette situation, l'AFD s'est engagée à hauteur de 75 M EUR pour deux projets en faveur du développement de l'agriculture en décembre 2020.

- Le premier projet, «Rural Infrastructure Development for Cambodia » (RID4CAM), vise à améliorer l'accès aux services de base des populations rurales et à désenclaver les zones les plus reculées.
- Le second projet, "Agriculture Value Chain Competitiveness and Safety Enhancement" (ACSEP), soutient cinq filières avec du potentiel (cajou, mangue, manioc, volaille et maraîchage) pour favoriser la diversification du secteur agricole.

En plus de ces projets, l'AFD a mis en place d'autres programmes pour développer et soutenir le secteur agricole, tels qu'un programme d'intensification agroécologique et de diversification de l'agriculture visant à améliorer des petites exploitations familiales par la promotion d'une agriculture

durable et résiliente aux risques climatiques et économiques. L'agence a également développé un programme sur l'agriculture durable et le développement territorial à Siem Reap (IADA 3), qui contribue à la transition agroécologique dans la Province de Siem Reap en appuyant l'évolution des systèmes de production, le développement de services agricoles et la transition vers des systèmes alimentaires territoriaux.

FIDA

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a mis en place le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) pour la période 2022-2027. Ce programme soutient la stratégie de relèvement post-pandémique et de développement agricole du Royaume du Cambodge. Il vise à stimuler une croissance agricole inclusive grâce à des filières prioritaires pour l'exportation ou le marché intérieur, avec une cible de 250 000 ménages ruraux (l'équivalent de 1 250 000 personnes), dont 50% de femmes, 20% de jeunes et 1,5% de membres de peuples autochtones. Les objectifs du COSOP consistent à augmenter les capacités productives et les revenus de ces ménages, ainsi qu'à renforcer la durabilité environnementale et la résilience climatique de leurs activités économiques. Ces travaux contribuent ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable 1 (pas de pauvreté) et 2 (faim zéro), tout en favorisant une transformation rurale inclusive et durable au Cambodge.

En novembre 2022, le ministre cambodgien de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, Son Excellence Dith Tina, a exprimé son souhait d'une coopération agricole plus étroite avec la Chine pour des avantages mutuels. De 2019 à juin 2022, le Cambodge a exporté 2,4 millions de tonnes de produits agricoles d'une valeur totale de 1,94 milliard de dollars vers la Chine.

Le ministre a souligné les avantages potentiels du RCEP et de l'ALECC pour le développement agricole du Cambodge, en déclarant que ces accords de libre-échange ouvrent mutuellement le marché de tous les pays, contribuant ainsi à la croissance du secteur agricole et au bien-être des agriculteurs.

Le secteur agricole cambodgien est confronté à des difficultés telles que le manque de fidélité



des réseaux de distribution alimentaire le taux élevé de rotation des employés et la concurrence vietnamienne, principalement due à l'importation de produits de contrebande via les frontières vietnamienne et thaïlandaise. En outre, le manque d'infrastructures logistiques, en particulier en zone rurale, entrave la croissance du secteur, qui exige une bonne maîtrise des chaînes de distribution et des coûts de logistique bas.

Bien que la qualité du réseau électrique se soit améliorée au cours des quatre dernières années, les agriculteurs continuent de faire face à des problèmes de qualité et de couverture. Les coûts élevés, la fiabilité insuffisante et la couverture inégale du réseau constituent des obstacles

majeurs à la compétitivité du secteur. Toutefois, des progrès ont été réalisés grâce à la mise en place de nouvelles lignes de transmission et de distribution par l'AFD et Électricité du Cambodge (EDC) dans les villes de Koh Kong, Kampong Cham et Kratie en mai 2022. Le Gouvernement s'est engagé à connecter 100% des ménages au réseau national d'ici 2030.

La dépendance presque systématique à l'importation de matières premières telles que les alevins et les graines, ainsi que l'exportation de produits non transformés, affaiblit la chaîne de valeur du secteur agricole cambodgien. La rareté des usines de transformation, des pépinières et des centres de reproduction d'alevins contribue également à ce problème.

Le Cambodge est également fortement affecté par le changement climatique et la saison des pluies est plus longue qu'avant.

Le riz est le principal produit agricole du Cambodge, représentant 95% des cultures céréalières et contribuant à 50% du PIB agricole. En 2022, les exportations de riz usiné ont augmenté de 3,2% pour atteindre 637 004 tonnes, générant des revenus de 414,29 millions de dollars selon la Fédération cambodgienne du riz (CRF). La Chine est le plus gros acheteur de riz cambodgien, représentant 45% des exportations totales, suivie de 25 pays européens (35%) et de quatre États membres de l'ASEAN (10%). Le riz cambodgien a remporté plusieurs prix, dont celui de meilleur riz du monde lors de la Conférence mondiale sur le riz 2022 organisée par The Rice Trade à Phuket, en Thaïlande.

L'agriculture cambodgienne ne se limite pas à la culture du riz, mais comprend également la production de fruits et légumes, de caoutchouc, de poivre, de manioc, de noix de cajou, d'élevage de volailles et de porcs, ainsi que l'exploitation du palmier à sucre. Le Gouvernement a identifié ces secteurs comme des opportunités de développement économique, notamment pour les noix de cajou, les mangues, le maïs, les légumes à feuilles et l'élevage de volailles et de porcs.

Des investissements importants, notamment de la part de sociétés françaises telles que Fair Farms, Pepper Bay et La Plantation, ont vu le jour autour du poivre de Kampot, qui bénéficie d'une IGP reconnue en Europe.

Selon le ministère de l'Agriculture, les exportations cambodgiennes de produits agricoles, en dehors du riz, ont atteint 5,18 millions de tonnes en 2021, ce qui représente une augmentation de 48,14 % par rapport à l'année précédente. Selon un rapport du Département général des douanes et de la régie, les exportations de produits agricoles ont augmenté de 39 % pour atteindre 2,817 milliards de dollars USD. Plus précisément, les exportations de riz décortiqué ont connu une baisse de 16 % pour atteindre 424 millions de dollars USD, tandis que celles de riz paddy ont augmenté de 77 % pour atteindre 826 millions de dollars USD.

La production de poisson est cruciale pour les Cambodgiens, étant leur principale source de protéines. Pour répondre à cette demande, le Gouvernement a fixé un objectif ambitieux d'augmenter annuellement la production d'aquaculture de 20%. Toutefois, le secteur de la pisciculture souffre d'un manque d'intrants de qualité, tels que des alevins et des aliments pour animaux, qui doivent être importés des pays voisins, en particulier du Vietnam. Les éleveurs dépendent souvent de la saison des pluies pour commencer leur production, car la quantité limitée d'eau pendant la saison sèche est un problème courant. Par conséquent, la pénurie et la mauvaise qualité de l'eau obligent les éleveurs à vendre leurs poissons prématurément, entraînant une perte de profits.

En réponse à ces défis, l'Agence française de développement (AFD) a lancé en 2018 le projet « CaPFish Aquaculture » pour encourager une croissance durable et inclusive de l'aquaculture. L'objectif de ce projet est de promouvoir une croissance plus durable et résiliente au changement climatique tout en contribuant à la diversification et à l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations rurales.

En outre, le Cambodge a subi une perte de 1 milliard d'euros sur ses exportations annuelles vers l'Union européenne depuis la suppression des préférences tarifaires du programme "Tout sauf les armes" (TSA). Cette suppression a eu un impact de 20% sur les exportations annuelles du Cambodge vers l'UE.

Le Gouvernement cambodgien a encouragé le renforcement des exportations agricoles vers la Chine et le Vietnam pour pallier la baisse de la demande européenne. Bien que la suppression

de la préférence tarifaire TSA ne concerne pas tous les produits cambodgiens, la Commission européenne a reconnu la nécessité de soutenir le développement économique du pays et la diversification de ses exportations, notamment dans les secteurs industriels émergents.

La demande croissante de produits agricoles sains et contrôlés a incité les projets d'agriculture maîtrisée et transparente à ouvrir des magasins spécialisés dans la capitale cambodgienne. Plusieurs certifications de qualité, telles que "Agriculture Biologique", "Sustainable Rice Platform" et "Commerce Équitable", sont utilisées pour relever les défis de la compétitivité et des enjeux sociaux et environnementaux. Ces certifications ont des retombées positives tangibles, telles que la filière "Riz Bio" à Preah Vihear qui gagne 1/3 de valeur ajoutée supplémentaire grâce à la certification "Agriculture Biologique".

Le poivre de Kampot et le sucre de palme de Kampong Speu sont les premières indications géographiques (IG) enregistrées au Cambodge en 2010. Après un programme mené par l'AFD, ces IG ont obtenu leur enregistrement en tant qu'Indications Géographiques Protégées (IGP) au sein de l'Union européenne. Le miel de Mondolkiri jouit également du statut d'IG et sera enregistré en tant qu'IGP en mars 2023. Le sel marin de Kampot devrait également être enregistré en tant qu'IG - dans un proche avenir.

L'utilisation d'une appellation de qualité est un levier important pour valoriser les produits et générer des opportunités d'investissement et d'exportation vers l'Union européenne. Cet intérêt pour les labels de qualité contribue à l'émergence d'une filière de certification, incluant des laboratoires de test. Par ailleurs, l'évolution des attentes des consommateurs cambodgiens en matière de sécurité alimentaire et la croissance du secteur touristique favorisent la montée en gamme de la production agricole.

Le secteur agricole a dû s'adapter à la diminution de l'offre de main-d'œuvre agricole, qui est passée de 80% en 1993 à 32% aujourd'hui, en mécanisant sa production et en adoptant des pratiques de mutualisation ou de location des moyens. Le Gouvernement s'efforce d'augmenter la productivité de la main-d'œuvre agricole, en visant une production annuelle par travailleur agricole de 4 625 USD d'ici

2030, contre 1 839 USD en 2019. Cependant, l'accès au financement et la fragmentation importante des parcelles agricoles freinent encore le développement de l'utilisation du machinisme agricole.

Ces dix dernières années, les investissements dans l'agro-industrie ont connu une forte augmentation, contribuant ainsi au rattrapage du Cambodge par rapport à ses voisins. Toutefois, seulement 10% des produits agricoles exportés sont transformés dans le pays, selon EuroCham Cambodia. En 2018, le marché de l'industrie agroalimentaire au Cambodge a été estimé à 589,83 millions de dollars, représentant 2,4% du PIB du pays, une part sous-développée par rapport au potentiel du secteur. Dans le cadre de sa politique de développement industriel, le Gouvernement cambodgien vise à augmenter la part des exportations officielles de produits agricoles transformés de 7% à 15% d'ici 2030.

Depuis janvier 2020, le Gouvernement a adopté plusieurs mesures pour encourager l'essor de l'agro-industrie, notamment en offrant une réduction des coûts d'électricité aux usines situées dans six provinces qui exportent vers le Vietnam. Ces usines de transformation contribuent également au développement d'activités économiques annexes, telles que l'emballage, la vente au détail, la commercialisation et le transport de marchandises.

La crise sanitaire liée à la Covid-19 a entraîné un recentrage sur le secteur agricole, révélant les risques liés à la dépendance du pays vis-à-vis des produits agricoles des pays voisins et de leurs usines de transformation pour les produits bruts cambodgiens.

La CCIFC tient à remercier East-West Seed et son directeur pays pour son aide pour la rédaction de ce chapitre.



Malongo®

Un solution café pour chaque besoin, professionnel ou particulier. Cafés en provenance de plus d'une dizaine de pays, disponibles en dosettes, café moulu ou en grains. Machines café moulu ou machines à dosettes.

- ✦ CAFÉS
- ✦ RESTAURANTS
- ✦ HÔTELS
- ✦ BUREAUX
- ✦ SHOWROOMS
- ✦ PARTICULIERS



+855 (0) 93 885 479
coffee@confluences.asia

Confluences Office
 Aquation Office Park
 #540 Koh Pich Street | 120101 Phnom Penh
 Kingdom of Cambodia

Industrie textile

Le secteur textile et de la chaussure représente un pilier économique au Cambodge, dépassant même l'agriculture et est le plus grand employeur formel du pays, en particulier pour les jeunes femmes cambodgiennes âgées de 18 à 25 ans. Avec plus de 750 000 travailleurs, majoritairement des femmes, répartis dans plus de 1 100 usines dans tout le pays, le secteur est également le principal contributeur aux exportations cambodgiennes, représentant environ 70% des exportations totales en 2019. Les États-Unis et l'Union européenne sont les plus grands marchés pour les produits textiles cambodgiens, suivis par la Chine, avec des marques telles que Nike, H&M, Adidas et Decathlon qui produisent au Cambodge.

En 2021, les exportations de produits vestimentaires ont atteint une valeur totale de 11,389 milliards de dollars US, soit une augmentation de 15% par rapport à 2019 et 2020. Cependant, le secteur a été durement touché par la pandémie de COVID-19 ainsi que par la suppression d'une partie des préférences tarifaires TSA (tout sauf les armes) accordées aux pays les moins développés, qui a conduit à une diminution des exportations vers l'UE. Au cours des neuf premiers mois de 2020, les exportations vers l'UE ont chuté d'environ un milliard de dollars US, entraînant la fermeture d'au moins 110 usines.

Malgré la concurrence des pays environnants en termes de coûts, l'industrie cambodgienne du textile, traditionnellement spécialisée dans la production de textiles simples, présente des signes de reprise avec une augmentation des exportations vers les États-Unis (+5% pour les vêtements, +8% pour les chaussures au cours des neuf premiers mois de 2020) et l'enregistrement de plus de 60 nouvelles usines. Des investissements importants ont également été réalisés pour améliorer la qualité et la technologie des produits.

Les principaux atouts de cette industrie sont le faible coût de la main-d'œuvre et son niveau de productivité élevé, ce qui attire de nombreux investisseurs.



Cependant, environ 44% des revenus générés par les exportations de l'industrie textile sont utilisés pour l'achat de matières premières, la majorité des intrants étant importés. Les coûts élevés de l'électricité et la compétitivité des tissus importés freinent l'émergence d'une industrie locale de tissus. Pour encourager le développement de cette filière gourmande en électricité, le Gouvernement cambodgien a exprimé sa volonté de réduire les coûts de l'énergie, comme en témoigne la réduction de 25% des factures d'électricité pour les secteurs prioritaires tels que le textile, décidée par le comité national de lutte contre la Covid-19 du Cambodge en 2020 pour promouvoir les activités économiques.

Le secteur textile est le seul à appliquer un salaire mensuel minimum, qui sert de référence implicite pour les autres industries. Depuis le 1er janvier 2023, ce salaire est passé progressivement de 80 USD en 2013 à 200 USD.

Bien que les conditions de travail puissent être améliorées, le programme "Better factories Cambodia" de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) contribue à cette amélioration, tout comme de nombreuses ONG qui œuvrent pour améliorer les conditions de vie et de travail des ouvrières, notamment par la création de crèches dans les usines.

Le Cambodge s'efforce de préserver les savoir-faire artisanaux traditionnels. Artisans d'Angkor, une entreprise sociale cambodgienne spécialisée dans l'artisanat d'art et la soierie, est ainsi devenue le premier employeur de la région de Siem Reap. Malgré la baisse d'activité due à la pandémie de Covid-19, des efforts considérables sont déployés pour former les artisans et perpétuer les techniques de confection qu'ils pourront transmettre aux générations futures. Certains artisans ont également adapté leur mode de vente en utilisant les réseaux sociaux depuis la pandémie afin d'éviter une baisse d'activité trop importante.



Industrie automobile



Le secteur automobile est en expansion au Cambodge, soutenu par le développement des flottes d'entreprises, l'augmentation des salaires et la croissance du nombre de véhicules, en particulier les voitures. Bien que le marché soit dominé par les voitures d'occasion, qui représentent 72 % du marché fin 2021, la montée de la classe moyenne cambodgienne réduit la part de marché du marché gris. Cette tendance stimule également la demande de voitures neuves, qui croît d'environ 15 % par an, en parallèle avec l'évolution de l'économie du pays.

En 2019, les importations de motos, de vélos et de voitures ont respectivement atteint près de 512 000, 466 000 et 95 000 unités, pour des valeurs de 278 millions, 10 millions et 827 millions de dollars US. Malgré l'impact négatif de la pandémie sur le secteur, les ventes d'automobiles ont connu une croissance remarquable de près de 24 % durant les neuf premiers mois de 2021, d'après la CAIF. En 2021, selon un rapport du ministère des travaux publics et des transports, le nombre de voitures nouvellement enregistrées a atteint 920 000, tandis que celui de motos a dépassé les 5,2 millions.

Parmi les trente marques officielles présentes au Cambodge, Toyota, Ford, Mazda et Hyundai sont les plus populaires, distribuées par le groupe TH depuis 2018. Peugeot, qui s'est implanté sur le marché cambodgien, gagne progressivement en popularité. Les marques de luxe telles que Lamborghini, Bentley, Mercedes et Maybach de même que Rolls Royce sont populaires auprès de l'élite du pays, notamment les clients chinois et bénéficient de la promotion des hôtels de luxe et casinos qui mettent leurs véhicules à disposition. La marque haut de gamme Maserati s'est récemment implantée au Cambodge en s'associant avec le groupe HGB, qui importe et distribue déjà la plupart des marques européennes et étrangères dans le pays.

Le marché automobile, dominé par les pick-ups, les SUV et les vans, présente des opportunités prometteuses. Les facteurs tels que la stabilité économique, la croissance démographique et l'augmentation du pouvoir d'achat contribuent à cette croissance rapide. Cependant, cette croissance rapide pose également des défis pour les acteurs publics et privés, notamment en matière

de sécurité routière, de protection et de sécurité des consommateurs, de contrôle des importations de véhicules d'occasion et de marché parallèle.

D'après la CAIF, le cumul des droits de douane, de la taxe spéciale et de la TVA peut atteindre entre 120% et 145% de la valeur d'achat ou du prix de référence du véhicule, en fonction de la taille de son moteur. Les camionnettes et les véhicules familiaux sont soumis aux taux les plus bas, tandis que les véhicules haut de gamme sont soumis aux taux les plus élevés. Les voitures électriques sont taxées à 40%. Pour les véhicules de moyenne gamme, la taxe à l'importation est appliquée de la même manière que pour les véhicules de luxe, mais des avantages fiscaux peuvent être accordés en fonction des accords de libre-échange conclus par le Gouvernement cambodgien, tels que l' « ASEAN Trade in Goods Agreement » (ATIGA), l' « ASEAN Japan Comprehensive Economic Partnership » (AJCEP) ou l' « ASEAN China Free Trade Area » (ACFTA).

Le marché cambodgien n'étant pas suffisamment mature pour justifier l'installation d'une industrie automobile locale, plusieurs équipementiers et entreprises de réparation automobile ont néanmoins investi dans la région. En octobre 2018, le Gouvernement a signé un sous-décret permettant aux PME du secteur automobile de bénéficier d'avantages fiscaux pour faciliter leur implantation locale. Plusieurs fabricants japonais de pièces détachées pour automobiles et motos, tel que Denso Cambodia, ont également installé des usines locales. Récemment (2021), le comité des zones économiques spéciales du Cambodge a approuvé un projet de construction d'une usine de production de pneus dans la zone économique de Bavet, pour un investissement de 15 M USD.

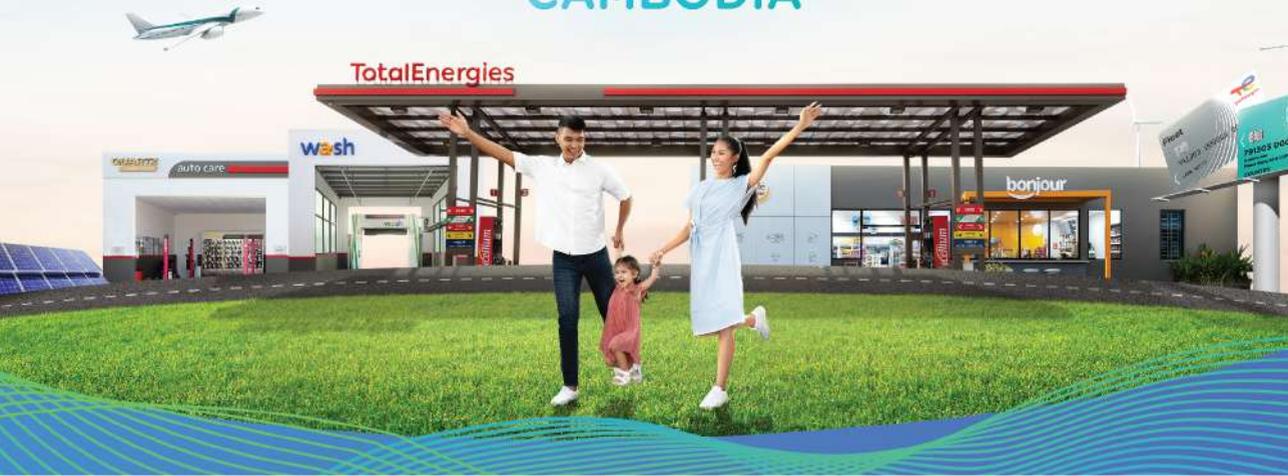
Le marché de l'électrique est en plein essor en Asie et au Cambodge, comme en témoigne l'augmentation de 800 % du nombre de véhicules électriques au cours des cinq premiers mois de l'année 2022, selon le MPWT. Le Gouvernement a donc réduit les droits d'importation sur les véhicules électriques en 2021, afin d'encourager leur adoption par les consommateurs. Le Gouvernement collabore également avec des stations-service telles que Caltex, Total, PTT, Sokimex et Tela pour installer des bornes de recharge pour véhicules électriques le long des principales routes nationales, notamment sur l'autoroute Phnom Penh-Sihanoukville. Enfin,

les scooters et les vélos électriques émergent également au Cambodge, en particulier dans les villes où la pollution est élevée et les trajets courts. Des entreprises françaises comme Green e-Bike à Siem Reap et Voltra Motors proposent ainsi des scooters électriques à la location à des prix abordables par rapport aux marques concurrentes comme Honda, Yamaha et Peugeot.



30 YEARS

CAMBODIA



TotalEnergies Energizing the future

We are committed to sustainable developments that are ever more affordable, cleaner, more reliable and accessible to the well-being of people.

TotalEnergies Marketing Cambodia celebrates 30 years of friendship in Cambodia.



TotalEnergies

☎ 1800-20-3333 (Free)

f TotalEnergies

🌐 kh.totalenergies.com

📱 Services - TotalEnergies App

Infrastructures & logistique



Le développement des échanges internationaux a été un facteur clé de la croissance économique du Cambodge et le Gouvernement s'engage à investir considérablement dans les infrastructures logistiques et de transport pour soutenir la hausse du nombre de partenaires commerciaux du pays (34 pays supplémentaires entre 2015 et 2018). En 2019 et 2020, le ministère des travaux publics et des transports a bénéficié d'un budget en hausse de 7,5%, passant de 738 à 794 millions de dollars US, ce qui en fait le poste budgétaire le plus important des ministères économiques. Ce budget a cependant diminué en 2022 pour atteindre 622 millions de dollars US.

La stratégie d'investissement du Cambodge dans le secteur des infrastructures de transport suit le plan directeur adopté par le Gouvernement en janvier 2020. Ce plan est basé sur plusieurs constats, notamment la nécessité de relier l'ensemble des régions du pays aux corridors économiques de Phnom Penh - Sihanoukville, Phnom Penh - Ho Chi Minh Ville et Phnom Penh - Bangkok pour soutenir la croissance économique continue. De plus, les échanges commerciaux vont s'accroître tout en se diversifiant, ce qui nécessite une augmentation considérable de la capacité des ports et des frontières terrestres, ainsi qu'une amélioration

de l'efficacité du contrôle des frontières. Enfin, les besoins logistiques et les biens sont de plus en plus diversifiés, ce qui nécessite de nouveaux modes de transport pour répondre à cette demande. Au Cambodge, certaines entreprises françaises sont présentes pour répondre aux besoins de logistiques tels que Bolloré Logistics ou CMA CGM.

Ce plan directeur, qui s'étend sur trois phases sur une période de 7 ans, a été préparé par le ministère des travaux publics et des transports avec le soutien de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

Le Gouvernement cambodgien se prépare à gérer l'afflux croissant de marchandises en construisant un complexe logistique à Phnom Penh (PPLC) grâce à un partenariat avec le groupe YCH. Le PPLC est un élément clé du plan directeur du système de transport intermodal 2022-2030, qui représente un investissement de 48,6 milliards de dollars couvrant 332 projets de logistique, routes, rails, voies navigables, ports, voies aériennes et intermodalité. La construction du PPLC devrait être terminée d'ici 2027 et fera du Cambodge un centre logistique à fort potentiel pour le commerce régional.



TOGETHER, LET US ACHIEVE INCREASINGLY AMBITIOUS DESIGN-BUILD PROJECTS ALL OVER THE WORLD

VINCI Construction Grands Projets, following in the footsteps of great builders who have associated their names with major references in France and abroad, designs and builds highly complex civil engineering structures throughout the world.

In particular, we are active in four main areas of activity: transport infrastructure, buildings and functional structures, hydraulics and environment, and energy.

Le réseau routier est en pleine expansion comme en témoigne la nouvelle voie rapide entre la capitale et la ville portuaire de Sihanoukville.

Ce projet de partenariat public-privé, financé par China Road and Bridge Corporation (CRBC) ainsi que les gouvernements cambodgien et chinois, a nécessité un investissement de 2 milliards de dollars et a été achevé fin 2022. Cette autoroute de 190 km permet de réduire de moitié le temps de trajet entre les deux villes, passant de 5 heures à 2 heures 30 minutes.

L'Agence française de développement (AFD) mène actuellement un projet de réhabilitation des routes rurales dans neuf provinces, qui s'étend de 2015 à 2035 et est financé à hauteur de 35 millions d'euros pour 1130 km de routes. En fin 2020, l'AFD, la Banque allemande de développement (KfW) et l'Union européenne ont contribué conjointement au projet RID4CAM, qui a mobilisé un investissement de 115 millions de dollars pour améliorer le réseau routier dans certaines provinces et désenclaver les zones les plus reculées.

Le projet de développement de la ville de Siem Reap a commencé fin novembre 2020 et s'est achevé en janvier 2022. Les travaux ont consisté à installer de nouveaux équipements tels que l'éclairage public, les caméras de sécurité, le réseau de drainage et d'égouts, les feux de circulation et les lampadaires. En outre, 3 125 arbres ont été plantés pour embellir la ville.

Cependant, les routes cambodgiennes présentent encore des disparités de qualité. Les constructions récentes sont de bonne facture, mais les plus anciennes ne peuvent pas supporter la croissance du trafic, notamment les poids lourds surchargés. L'alternance entre les fortes pluies et l'ensoleillement nécessite une multitude de projets de construction ou de rénovation des routes. Les mesures prises depuis l'instauration du code de la route en 2010, telles que le renforcement de la signalisation routière (limitation de vitesse, feux de signalisation) et l'enregistrement systématique des véhicules, ont permis de nettes améliorations.

Le Cambodge possède deux ports principaux situés à Phnom Penh et à Sihanoukville. En 2020, le port autonome de Sihanoukville a enregistré un trafic de 560 000 EVP, soit une augmentation de 100 000 EVP en trois ans. Bien que plusieurs lignes de transport maritime reliant le Cambodge à d'autres ports

asiatiques tels que Singapour, Ho Chi Minh, Bangkok et Hong Kong, le trafic de conteneurs demeure en deçà de son potentiel, malgré la position géographique centrale du pays au sein de l'ASEAN.

Le Gouvernement, avec l'aide de l'Agence japonaise JICA, prévoit d'augmenter la capacité du port autonome de Sihanoukville grâce à la construction d'un nouveau port en eau profonde capable d'accueillir des navires de 60 000 tonnes. Les travaux ont débuté en 2022 et devraient durer trois ans, avec pour objectif d'améliorer l'environnement logistique du Cambodge.

Cette extension permettra au port de Sihanoukville d'accueillir jusqu'à 14,5 millions de cargaisons de haute-mer et jusqu'à 350 000 EVP supplémentaires pour le port de Phnom Penh. Actuellement, dix compagnies maritimes opèrent au port autonome de Sihanoukville.

Le Cambodge dispose également de trois aéroports internationaux situés à Phnom Penh, Siem Reap et Sihanoukville, tous gérés par Cambodia Airports, dont VINCI Airports est l'actionnaire majoritaire. Ces aéroports ont connu des développements importants ces dernières années. Bien qu'il n'y ait pas de liaison directe entre Phnom Penh et Paris, les aéroports cambodgiens sont reliés à tous les hubs régionaux importants (dont Singapour, Bangkok, Saïgon, mais aussi Séoul et Doha - que Qatar Airways desservira à nouveau depuis Phnom Penh à partir d'octobre 2023).



Avant la pandémie de Covid-19, plus de 50 compagnies aériennes opéraient plus de 60 destinations directes, densifiant le réseau aérien cambodgien grâce à l'ouverture régulière de nouvelles lignes internationales. Le pays était connecté directement à 9 des 10 pays de l'ASEAN. Toutefois, à cause de la pandémie, le trafic aérien en 2022 s'est établi à un niveau nettement inférieur à celui d'avant la crise, avec 2,3 millions de passagers enregistrés dans les trois aéroports internationaux.

Selon le ministère du tourisme cambodgien, le nombre de touristes a augmenté de manière significative en 2022, passant de 196 500 en 2021 à 2,28 millions en 2022, soit une hausse de 91,2%. Pour 2023, le Gouvernement cambodgien prévoit d'accueillir environ 4 millions de touristes, soit une augmentation de 75,44% par rapport à 2022.

Le Gouvernement a lancé plusieurs projets de construction de nouveaux aéroports. Le premier projet concerne la construction d'un nouvel aéroport à Phnom Penh. Le projet est toujours en cours de construction et son ouverture est prévue à partir de 2025. La mise en service du second projet, à Siem Reap, est programmée fin 2023. Le nouvel opérateur chinois de l'aéroport, Angkor International Airport Investment (AIAI), annonce une capacité d'accueil initiale de sept millions de passagers par an et une capacité annuelle de fret de l'ordre de 60 000 tonnes d'ici 2050.

Deux lignes ferroviaires historiques, reliant Phnom Penh à Poipet (386 km, construite sous le protectorat français) et Phnom Penh à Sihanoukville (256 km, construite en 1960), ont été détruites pendant la guerre civile et la période des Khmers rouges. Depuis les années 1990, le Gouvernement cambodgien s'attache à restaurer ces lignes, avec des succès tels que la liaison Phnom Penh-Sihanoukville pour le fret et les passagers, ainsi que la liaison Poipet-Aranya Pratet en Thaïlande. Le Gouvernement envisage également la création d'une ligne ferroviaire de Phnom Penh à Bavet, point de contrôle de la frontière internationale entre le Cambodge et le Vietnam.

Des locomotives desservent actuellement Phnom Penh, Kampot et Sihanoukville chaque week-end, tandis que des trains de fret transportant de 25 à 83 wagons circulent sur la ligne sud (vitesse

moyenne : 70 km/h) et certains segments de la ligne ouest (Phnom Penh-Poipet, vitesse moyenne: 60 km/h). En janvier 2023, le Gouvernement a annoncé un projet de construction d'un TGV (Train à Grande Vitesse) entre Phnom Penh et Poipet. D'une longueur totale de 382 km, la construction de ce grand projet sera confiée à la société CRBC et devrait coûter environ 4 Mds USD pour une durée d'environ quatre ans.

Le Gouvernement cambodgien présente en 2023 un rapport sur le développement de ses infrastructures logistiques et de transport, qui inclut la construction de routes (principalement à Phnom Penh et Sihanoukville), de ponts, d'un monorail à Phnom Penh et d'usines de traitement des eaux usées en collaboration avec la Chine, le Japon et la Corée. Le secteur de la logistique est particulièrement en demande, avec l'expansion des activités portuaires et aéroportuaires qui devraient faire émerger la demande de personnel spécialisé et d'instituts de formation.

Les technologies modernes, automatisées et numériques de gestion logistique sont également nécessaires pour répondre à l'augmentation du trafic aérien et portuaire, tant pour le fret que pour les passagers. Les systèmes logistiques tels que l'International Vendor Management Inventory (IVMI) et Less Container Load (LCL) devraient être plus répandus pour réduire le coût de la logistique dans le pays. Les besoins en logistique, notamment liés au développement du e-commerce, devraient également augmenter, notamment en matière de gestion de la chaîne du froid, de logistique du dernier kilomètre et de numérisation des processus.

La CCIFC tient à remercier Bolloré Logistics et son directeur général au Cambodge Sandro Batista ainsi que Cambodia Airport pour leur aide pour la rédaction de ce chapitre.

Banques & finance



Le secteur bancaire et financier cambodgien est en expansion depuis 2010, avec une réglementation renforcée par la Banque Nationale du Cambodge pour accompagner cette croissance dans un marché ouvert aux investissements étrangers et caractérisé par une forte dollarisation de l'économie. Les "Fintechs" émergentes, la jeunesse de la population et la connectivité accrue sont des tendances marquantes du secteur. Malgré la crise sanitaire, les actifs totaux ont augmenté de 16% en 2021, tandis que la Banque centrale a accordé des reports d'échéances aux débiteurs touchés par la crise.

En raison de la forte dollarisation de l'économie, la Banque Nationale du Cambodge (BNC) encourage l'utilisation de la monnaie locale, le riel (KHR), en incitant les banques à octroyer des prêts en riel. Elle a également lancé une campagne d'éducation auprès de la population pour promouvoir l'utilisation des services financiers et la monnaie locale.

En octobre 2020, la BNC a lancé une plate-forme de paiement mobile interbancaire basée sur une technologie de blockchain, dénommée "Bakong", afin de faciliter les paiements et les transferts, y compris transfrontaliers, tout en améliorant l'inclusion financière.

Un secteur en pleine croissance

Malgré la pandémie et la baisse de l'économie, le secteur bancaire et financier cambodgien est en pleine croissance, comptant un grand nombre d'établissements bancaires et financiers. Le nombre d'accès à des services financiers formels a augmenté en 2022 pour atteindre 67% de la population, contre 59% en 2021. En 2022, les encours de prêts ont augmenté de 21,7% pour atteindre 56 Mds USD et les dépôts de 15,3% à 45 Mds USD, tandis que les actifs courants du système bancaire se sont élevés à 80 Mds USD (+15,9%). Les technologies financières ont également connu un développement important avec 17,9 millions de comptes de portefeuille électroniques enregistrés fin décembre 2022.

Le Cambodge dispose d'un grand nombre d'institutions de microfinance (IMF), créées dans les années 2000 par des ONG pour stimuler l'activité économique et améliorer les conditions de vie de la population. Malgré une augmentation des fonds propres requis à 30 M USD et un plafonnement des taux d'intérêt à 18%, ce secteur a connu une croissance considérable ces dernières années, avec des encours de crédit de microfinance atteignant 8,5 Mds USD en décembre 2021 (+25,6% en un an),

représentant environ 34% du PIB et avec 2 millions de clients pour une population de 16 millions d'habitants. Les crédits sont alloués à divers secteurs, dont la consommation, le commerce, l'agriculture, les services, les transports, la construction et l'industrie.

Enfin, le Cambodge compte 80 compagnies d'assurance avec un total d'actifs de 846 M USD en 2021, représentant 1,1% du PIB cambodgien. Les assurances dommages et vie ont augmenté respectivement de 7,4% (123 M USD) et 11% (170 M USD).

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme – liste grise GAFI

La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBC/FT) est une des priorités de la BNC. Or, depuis février 2019, le Cambodge figurait sur la liste « grise » du GAFI des pays considérés comme hautement vulnérables et faisant l'objet d'une surveillance renforcée. Le pays était considéré comme présentant des carences stratégiques dans ses dispositifs LBC/FT. Le Royaume a donc élaboré un plan d'action avec le GAFI pour sortir de cette liste. Les efforts ont fini par payer :

le GAFI a finalement retiré le pays de sa liste « grise » en février 2023, après avoir constaté l'accomplissement de l'intégralité de ses plans d'action.

Banque française au Cambodge

BRED Bank Cambodia est la seule banque européenne du Royaume. Elle offre à ses clients des normes internationales de sûreté et de sécurité les plus élevées.

La banque (qui est une filiale à 100% de la BRED-Banque Populaire, le deuxième groupe bancaire français) vise à être la meilleure banque d'affaires au Cambodge. Elle fournit une gamme complète de produits et services bancaires adaptés pour répondre aux besoins spécifiques des start-ups, des entreprises en croissance et des entreprises établies.

En activité dans le Royaume depuis 2017, BRED Bank Cambodia dispose d'un réseau de 15 agences dans des endroits clés à Phnom Penh, Siem Reap, Battambang et Kampong Cham. Le solide modèle de gestion des clients de la BRED s'appuie sur des systèmes bancaires numériques de pointe. De nombreux chargés d'affaires de la banque parlent également français.



BANQUE D'AFFAIRES



J'ai dit: 'En affaires, il peut être difficile de savoir à qui vous pouvez faire confiance.'

La BRED a répondu: 'Vous pouvez compter sur nous.'

Pour une approche plus pertinente des services bancaires dédiés aux entreprises, consultez la meilleure banque d'affaires du Cambodge.

Trouver un partenaire sur lequel vous pouvez compter peut s'avérer difficile. BRED Bank Cambodia peut vous aider. Notre groupe a gagné la confiance de sociétés et de particuliers dans le monde entier depuis plus de 100 ans. Pourquoi ne pas rencontrer l'un de nos chargés d'affaires dès aujourd'hui ?

Pour plus de détails, consultez bredcambodia.com ou appelez le **1800 20 1234** (appel gratuit)

BRED
BANK

CAMBODIA

The smarter way to bank.

Numérique & startup



Avec une population de moins de 30 ans représentant 70% de sa démographie (âge médian de 25 ans) et une croissance économique moyenne de plus de 7% au cours des 20 dernières années, le Cambodge offre un potentiel de marché idéal dans le secteur du numérique. Le pays bénéficie d'une couverture 4G sur 80% de son territoire et dispose d'infrastructures de télécommunications solides avec une bonne couverture du réseau. Le taux de pénétration des smartphones est également élevé, atteignant plus de 91% en milieu urbain et 60% à l'échelle nationale. Les principaux opérateurs de télécommunications ont lancé des essais 5G et GSMA Intelligence prévoit jusqu'à 1,6 million de connexions 5G d'ici 2025. En outre, la présence importante des utilisateurs khmers sur les réseaux sociaux, Facebook étant le plus utilisé avec 11,5 millions d'utilisateurs, offre des opportunités considérables pour les entreprises souhaitant se développer sur le marché cambodgien.

Au Cambodge, les infrastructures numériques ont connu une forte évolution ces dernières années. Cette croissance a favorisé des avancées significatives dans différents domaines, notamment dans les systèmes bancaires et les Fintech, grâce à l'adoption de paiements mobiles et sans contact via Bakong. Depuis 2020, les paiements via QR Code sont

également possibles au Cambodge, offrant ainsi une technologie de paiement révolutionnaire qui place le pays en avance sur l'Europe, qui n'a pas encore adopté cette méthode de paiement.

Au Cambodge, les initiatives gouvernementales pour soutenir l'évolution du paysage technologique sont de plus en plus sophistiquées et variées. L'initiative Khmer Enterprise est un exemple éloquent, qui propose des programmes de partenariat tels que le centre de ressources numériques MSME, en collaboration avec SHE Investments, ainsi que le programme d'incubation Bluetribe, soutenu par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le Techo Startup Center offre également des plateformes d'accélération, d'incubation et de R&D pour les jeunes talents et entrepreneurs locaux. Cette institution financée par le Gouvernement travaille dans un objectif commun visant à créer des startups technologiques innovantes et à les transformer en entreprises prospères.

Le Gouvernement cambodgien a mis en place des programmes éducatifs visant à former une génération de fonctionnaires hautement qualifiés, dotés de compétences technologiques et financières avancées. Ces programmes sont dispensés par des institutions telles que l'Institut national du ministère des Postes et

des télécommunications (NIPTIC), le Techo Start-up Center et la BNC. Cette initiative a permis de créer une nouvelle génération de dirigeants et d'employés du secteur public qui sont désormais plus ouverts aux entrepreneurs du numérique, aux nouvelles technologies et aux initiatives du secteur privé.

Le secteur numérique est considéré par le Gouvernement comme un modèle de croissance économique innovant, capable de faire face aux changements de structure économique et aux défis du commerce international. Le Gouvernement cambodgien cherche à soutenir activement l'industrie numérique en renforçant le cadre réglementaire et en fournissant de nouvelles ressources, dans le cadre de sa stratégie Industrie 4.0. Cette stratégie s'inscrit dans le plan d'action rectangulaire du Gouvernement pour la croissance, l'emploi, l'équité et l'efficacité, visant à stimuler l'économie post-covid grâce à l'innovation numérique.

Le Cambodge développe la 5G en parallèle de la 4G pour renforcer la fiabilité et la confiance numériques. Le président du régulateur des télécommunications a souligné l'importance de ce programme pour la nation numérique cambodgienne. Les licences commerciales pour la 5G seront délivrées dans les années à venir et les principaux opérateurs mondiaux et nationaux sont encouragés à participer au développement des services 5G. Le Cambodge soutient la division unifiée du spectre 5G à l'échelle mondiale et la formulation de normes internationales de sécurité initiées par l'UIT et la GSMA. Bien que le pays encourage un développement sain des services 5G, il estime que des normes de sécurité internationales doivent être adoptées pour protéger l'économie numérique. Le Network Equipment Security Assurance Scheme (NESAS), qui couvre les exigences de sécurité et d'évaluation de la qualité et des caractéristiques des équipements de télécommunication, est une méthode de certification de la sécurité utilisée depuis trente ans.

Le ministère du Commerce a récemment lancé une stratégie de commerce électronique visant à accroître la productivité et la compétitivité des entreprises cambodgiennes, tout en stimulant les exportations. Cette initiative a été développée avec le soutien du Cadre intégré renforcé (CIR) et s'inscrit dans le programme gouvernemental du Cambodge visant à rattraper la révolution industrielle 4.0. La finalisation de cette stratégie fait suite à l'adoption d'une nouvelle loi sur le commerce électronique en 2019, qui établit

des modèles types de documents pour les transactions en ligne et renforce la confiance des consommateurs dans l'industrie. Cette loi sert également de base juridique importante pour attirer des investisseurs nationaux et internationaux dans le domaine du commerce électronique. Enfin, en 2020, le Cambodge a ratifié l'Accord de commerce électronique de l'ASEAN.

Le secteur numérique bénéficie de diverses aides, notamment une aide financière de 400 000 USD octroyée en 2020 par le Fonds de développement de l'entrepreneuriat (EDF) à 27 entreprises via Khmer Enterprise. Des fonds de capital-risque et des accélérateurs internationaux tels que 500 Startups sont également actifs au Cambodge. En collaboration avec Khmer Enterprise, 500 Startups a mis en place un programme de 2 ans appelé « Angkor 500 » visant à aider les entrepreneurs à créer des startups axées sur la technologie et à se préparer à l'expansion régionale. Selon le Secrétaire d'État permanent du ministère cambodgien de l'Économie et des Finances, ce programme vise à favoriser la compétitivité des PME et des startups innovantes lors de leur transition vers l'économie numérique. En 2022, le Gouvernement a adopté une politique visant à promouvoir les startups numériques. Le ministère de la Poste et des Télécommunications (MPTC) a été chargé de sa mise en œuvre. Cette politique se compose de trois volets :

- Un volet commercial, qui fournit des services commerciaux et juridiques aux startups numériques ;
- Un volet d'innovation et de technologie, qui comprend le lancement de programmes d'innovation et le soutien technologique aux startups numériques, ainsi que le renforcement des liens entre les universités, les chercheurs, les partenaires industriels et les investisseurs pour favoriser l'émergence de nouvelles startups ;
- Un volet de support des talents, qui vise à aider à l'encadrement d'entreprises, à développer un réseau de mentors et à faciliter l'accès aux talents.

En collaboration avec l'UNESCO, le MPTC a finalisé en juin 2022 le cadre national de compétences en matière de médias, d'information et de culture numérique (MIDL). Ce cadre vise à renforcer les capacités des citoyens cambodgiens à maîtriser les médias, l'information et le numérique, dans

tous les secteurs de la société. Le Gouvernement cambodgien souhaite bâtir une économie et une société numériques dynamiques grâce à son cadre stratégique pour l'économie et la société numériques 2021-2035. Le MIDL est au cœur de cette stratégie pour promouvoir l'adoption et la transformation numériques chez tous les acteurs sociaux, y compris l'État, les citoyens et les entreprises. L'élaboration du cadre MIDL est un élément clé du projet de l'UNESCO "Renforcer le développement des médias et la liberté d'expression au Cambodge", financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA). Selon le sous-secrétaire d'État au MPTC, le MIDL est essentiel pour atteindre l'objectif de construire une société qui maîtrise les médias, l'information et le numérique et pour renforcer le potentiel du Cambodge à construire une économie et une société numériques dynamiques.

Le Cambodge attire également des investisseurs institutionnels locaux et des fonds de capital-risque. Mekong Strategic Partners, une société de gestion d'investissements cambodgienne, a créé un fonds de capital-risque de 5 millions de dollars appelé Smart Axiata Digital Innovation Fund (SADIF) pour stimuler l'écosystème numérique au Cambodge. Le portefeuille de SADIF comprend des entreprises et des startups numériques cambodgiennes dans des secteurs tels que le commerce électronique, le SaaS (Software-as-a-Service) et l'AgTech.

Dans ce secteur, plusieurs initiatives françaises sont également présentes, telles que des plateformes de livraison de repas, des chatbots, des plateformes de commerce électronique, des fintechs et des studios de jeux vidéo. Ces entreprises peuvent bénéficier du soutien de la French Tech Cambodge, labellisée communauté French Tech depuis 2019, basée à Phnom Penh.

La CCIFC tient à remercier Clevereen et son CEO Cedric Ly pour son aide pour la rédaction de ce chapitre.

Move by LM CAR

The First Quality Ride-hailing Platform

We make people move forward to quality lifestyle in SEA

REAL-TIME BOOKING RESERVATION AIRPORT TRANSFER RENTAL SERVICE INTERCITY CAR RENTAL

+855 18 777 6666 / +855 96 596 5968 Move by LM CAR

Immobilier & construction

Le secteur de la construction est un véritable moteur de la croissance économique du Cambodge et il est essentiel à la reconstruction du pays.

Avant la pandémie de la Covid 19, ce secteur était principalement porté par des projets d'infrastructures et des développements résidentiels mais également par le dynamisme du secteur du tourisme et de l'hôtellerie à Phnom Penh, Siem Reap et Sihanoukville.

Si les constructions dans le secteur résidentiel demeurent également un moteur pour l'économie (lotissement et immeuble en copropriété), les constructions ne cessent de se diversifier avec de nouveaux projets de centres commerciaux et des lieux de divertissement, des immeubles de bureaux, des hôpitaux ainsi que des usines. On voit également

se développer des projets en périphérie des villes et la création de villes satellites et de zones économiques spéciales. L'organisation des SEA Games et des Para Games en mai et juin 2023 a également entraîné la construction de nombreux ouvrages pour accueillir les sportifs et les touristes tels que le stade Morodok Techo à Phnom Penh et dont la capacité d'accueil est de 60.000 personnes.

Désormais, les constructions deviennent de plus en plus complexes ce qui nécessite une plus grande expertise et le recours à de nombreux experts étrangers. Les enjeux de sécurité et environnementaux contribuent également à la croissance d'entreprises étrangères. En effet, si la majorité des entreprises dans le secteur de la construction sont cambodgi-

legrand®

Improving lives by transforming the spaces where people live, work and meet, with electrical and digital infrastructures and connected solutions that are simple, innovative and sustainable

#LegrandImprovingLives

Koh Pich, Tonle Bassac, Chamkarmon, Phnom Penh
Phone: 016 647 737/016 647 780

Legrand Cambodia



ennes, les entreprises étrangères sont également présentes et notamment des entreprises chinoises, singapouriennes, japonaises, coréennes, vietnamiennes et thaïlandaises. Les entreprises françaises jouent également un rôle important telles que Vinci Construction Grands Projets, Vinci Construction Terrassement ou encore Menard. On note également de nombreuses entreprises locales ou régionales ayant des actionnaires ou dirigeants français (Archetype, LBL international, DBD Engineering PLC, Bloom Architecture, etc.) qui couvrent de nombreux métiers du secteur de la construction (architecte, assistant maître d'ouvrage, constructeur, etc.).

Les matériaux de construction proviennent principalement d'Asie et en particulier de Chine, Thaïlande et Vietnam mais les matériaux et équipements français et européens sont également très appréciés au Cambodge tels que Hafele, Schneider Electric, Legrand, Gerflor, Romus et Clestra Hauserman.

Compte tenu de l'importance de ce secteur, la réglementation juridique évolue également très rapidement pour mieux promouvoir et contrôler cette industrie et apporter plus de sécurité et de confort aux investisseurs. Le 2 novembre 2019, le Cambodge a adopté la loi sur la construction et depuis de nombreux décrets d'application ont été publiés.

Le Gouvernement travaille également actuellement sur un projet de loi sur l'urbanisme et sur la création de standards et labels cambodgiens. Ces nouvelles réglementations représentent un avantage certain pour les entreprises et entrepreneurs français qui sont habitués à respecter des normes très strictes en matière de construction et de sécurité.

Ce secteur connaît également une transformation numérique avec l'émergence d'une application mobile iTenure qui permet d'accéder à toutes les réglementations adoptées au Cambodge mais également à tous les permis de construire délivrés ainsi que de nombreuses autorisations.

Le secteur de l'immobilier connaît également un véritable essor du fait du rôle prépondérant joué par le secteur de la construction. Les activités d'agences immobilières ont le vent en poupe et les groupes internationaux jouent un rôle majeur comme CBRE, Century 21, Knight Frank, etc.

L'activité de "property et asset manager" se développe également de manière importante depuis 5 ans du fait du nombre importants d'actifs construits au Cambodge et de l'absence de syndic de copropriété.

Concernant le secteur de l'hôtellerie, on note également un véritable changement avec l'arrivée de nombreux opérateurs internationaux en marge des hôtels boutiques.

Le groupe Accor est aujourd'hui le leader au Cambodge avec ses marques Sofitel, Raffles, Ibis, Tribe et Novotel. Les groupes IHG, Marriott, Hyatt, Hilton, Shangri-La, Frasers et Pan Pacific poursuivent également leur implantation dans le pays.

Le secteur de la logistique et de l'industrie se développe également avec des usines de plus en plus sophistiquées construites par des géants tels que Toyota et Ford, équipées des dernières technologies.

Ces grands projets et ce dynamisme des secteurs de l'immobilier et de la construction représentent de nouvelles opportunités pour l'ensemble des acteurs de ces secteurs. A ce titre, on voit récemment apparaître de nouveaux métiers tels que certificateur et géomètre expert qui vont jouer un rôle important à l'avenir. Le secteur de l'assurance construction offre également de nombreuses opportunités.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter Charles Amar du Cabinet d'avocat Lim, Ann & Saim, spécialiste des questions juridiques concernant ces secteurs (amar@limannsaim.com).



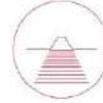
Your local Foundation and Ground Improvement Specialist since 2019



Consolidation
(Preloading +
Vertical Drains)



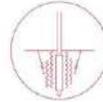
Menard Vacuum
Consolidation



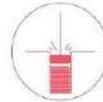
Rapid Impact
Compaction



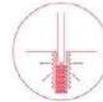
Dynamic
Compaction



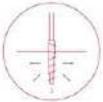
Vibrocompaction



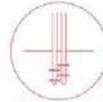
Dynamic
Replacement



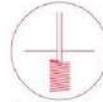
Stone Column



Controlled
Modulus
Column



Soil Mixing



Jet Grouting

We solve soil and ground problems

The need to treat the ground arises when the existing ground is unable to adequately sustain the load that is to be applied as assessed by the design criteria:

Bearing capacity & stability

Settlement & rate of settlement

Liquefaction potential

MGS Soil Treatment Co., Ltd

Aquation Building - #540, Koh Pich Street, Sangkat Tonle Bassac, Khan Chamkarmon, Phnom Penh
cambodia@menard-asia.com | +855 98 516 106



Santé

u care pharmacy

DEPUIS 2004

VOS PHARMACIES DE RÉFÉRENCE AU CAMBODGE

UNE GAMME DE SERVICES COMPLÈTE

PHARMACIE PARAPHARMACIE COSMÉTIQUE TÉLÉ-CONSULTE BILAN DE SANTÉ LIVRAISON

SUIVEZ-NOUS SUR

Telegram 095 888 532 23 pharmacies au Cambodge

Au cours des trois dernières décennies, le Cambodge a réalisé d'importants progrès en matière de santé publique, témoignés par l'augmentation de l'espérance de vie des Cambodgiens, passant de 54 ans en 1990 à 76 ans en 2022, la plus forte hausse constatée dans la région.

Le dernier plan stratégique du Gouvernement cambodgien pour la santé publique, couvrant la période de 2016 à 2020, définissait trois enjeux prioritaires : la lutte contre les troubles épidémiologiques, l'amélioration de la qualité des services de santé et la formation des professionnels de la santé.

Cependant, le système de santé publique présente des lacunes importantes, telles que le nombre significatif de Cambodgiens préférant se faire soigner à l'étranger en raison du manque de personnel formé, du manque d'hygiène des centres de soins et des coûts élevés pratiqués. Le système de santé au Cambodge accuse un retard par rapport aux pays occidentaux et même à certains pays voisins, avec de nombreuses spécialités hospitalières peu ou pas disponibles au Cambodge, telles que la neurochirurgie et la chirurgie réparatrice de la main.

Les pharmacies constituent souvent le premier point d'accès à la santé pour de nombreux Cambodgiens en l'absence de médecins, mais la qualité des soins dispensés par ces cabinets est difficile à contrôler.

Le pays compte environ 1000 établissements de soins publics et 8000 établissements ou prestataires de soins privés, mais la qualité des soins dispensés est difficile à évaluer. Des besoins importants en médecins spécialistes se font sentir, notamment en cardiologie, neurologie, ophtalmologie, allergologie et gynécologie, ainsi qu'en équipements tels que la tomodensitométrie, les machines à rayons X et ultrasons pour améliorer les diagnostics et proposer des soins de meilleure qualité.

Bien que la France et d'autres pays leaders dans le domaine de la santé apportent leur expertise et accueillent des étudiants dans leurs établissements, les spécialistes font état d'un manque d'infirmiers et de sages-femmes. Plus d'une cinquantaine de professionnels de santé français exercent au Cambodge, certains se sont regroupés pour former des centres médicaux pluridisciplinaires, mais le manque d'infirmiers et de sages-femmes reste un défi.

Les pharmacies modernes avec une chaîne d'approvisionnement contrôlée font l'objet d'une demande croissante, avec plus de 3000 pharmacies dans le pays, dont une majorité d'acteurs indépendants et quelques chaînes modernes créées par des pharmaciens français comme « UCare » (22 pharmacies réparties dans les principaux centres urbains) ou la pharmacie de la Gare. Cependant, l'industrie pharmaceutique locale reste peu développée, ce qui rend le pays dépendant des importations et les Cambodgiens se méfient des produits Made in Cambodia. Une grande partie de la production locale de médicaments est exportée vers d'autres pays, notamment en Afrique.

Le secteur pharmaceutique cambodgien fait face à plusieurs défis majeurs. Le recrutement et la rétention de pharmaciens qualifiés demeurent un défi, avec en moyenne trois pharmaciens par pharmacie. L'approvisionnement régulier en produits, notamment en médicaments, est également difficile à maintenir, tout comme les coûts élevés des locations immobilières. Un problème récurrent au Cambodge est l'utilisation inadaptée et excessive de cocktails de médicaments, en particulier de corticoïdes et d'antibiotiques, qui peuvent entraîner des conséquences graves à long terme.

Certaines pharmacies, comme Ucare Pharmacy, ainsi que d'autres entreprises dans le domaine de la santé, telles que les distributeurs majeurs (DKSH, ZUELLIG Pharma) et l'Institut Pasteur, travaillent ensemble pour améliorer la qualité de la situation. Avec la pandémie, de plus en plus de Cambodgiens ont pris conscience de l'importance de la qualité des médicaments qu'ils utilisent pour prendre soin de leur santé. Les pharmacies modernes offrent un accès à des médicaments de qualité, ce qui est particulièrement apprécié par les classes moyennes exigeantes en matière de qualité des soins.

En 2020, le marché pharmaceutique du Cambodge s'évalue à 430 M USD. Selon l'ambassade de France au Cambodge et Eurocham Cambodia, les importations de produits pharmaceutiques toutes provenances confondues s'élevaient à 231 M USD en 2019, dont 16,7% provenaient de France, représentant une valeur de 38,6 M USD (plus de la moitié des exportations européennes). En 2020, les produits pharmaceutiques représentaient 33,1% des exportations françaises vers le Cambodge,

avec un montant de 45 M USD. Les importations de médicaments au Cambodge sont en hausse, en grande partie grâce à la vingtaine d'entreprises pharmaceutiques enregistrées sur le territoire. Ces entreprises bénéficient de l'efficacité des réseaux de distribution des laboratoires français (Sanofi, Servier, Pierre Fabre et Bailly Creat), qui restent compétitifs face à la concurrence croissante des génériques asiatiques et à la menace persistante des contrefaçons.

Selon un rapport de Mordor Intelligence publié en 2020, le marché pharmaceutique cambodgien devrait connaître une croissance annuelle composée (CAGR) de 7,5% entre 2020 et 2025. Cette croissance sera stimulée par l'augmentation de la demande de produits pharmaceutiques due à la croissance démographique et aux maladies chroniques, ainsi que par les initiatives gouvernementales visant à renforcer le système de santé et à encourager les investissements dans le secteur pharmaceutique.

Le marché des compléments alimentaires et de la beauté dans les pharmacies, en particulier les produits naturels et à base de composants bio, présente un fort potentiel de croissance. La parapharmacie, en particulier la distribution de produits haut de gamme tels que les pansements techniques et les produits pour bébé, connaît également une demande croissante.



Le secteur hospitalier au Cambodge attire des investissements privés considérables d'origine asiatique, notamment de Thaïlande, du Japon, de Singapour et de Corée. Des hôpitaux conformes aux normes internationales, tels que le "Royal Angkor International Hospital" et le "Royal Phnom Penh Hospital" opérés par "Bangkok Dusit Medical Services Public", sont présents sur le marché. Toutefois, malgré l'ouverture de ces nouveaux établissements, les insuffisances de formation du personnel médical sont toujours préoccupantes, comme en témoigne le grand nombre de Cambodgiens qui ont dû se rendre à l'étranger pour des raisons médicales avant la pandémie.

Les populations rurales de certaines provinces cambodgiennes doivent souvent parcourir de longues distances pour accéder aux services de santé, car ces zones sont peu couvertes. Les fournisseurs internationaux, notamment français et allemands, dominent le marché du matériel et des équipements médicaux, avec l'importateur/distributeur DKSH occupant une place centrale et le distributeur Zuellig ayant racheté le groupe français Alliance Pharma. L'importation de dispositifs médicaux est soumise à la législation du ministère de la Santé, qui autorise leur diffusion par la délivrance d'un visa d'autorisation. Avant la pandémie, le Cambodge attirait de nombreux étrangers pour le tourisme dentaire en raison de frais médicaux plus abordables qu'ailleurs. Des cabinets de chirurgie esthétique et de grands hôpitaux de luxe ont également vu le jour pour offrir des soins de qualité aux touristes.

La jeunesse cambodgienne est confrontée à des maladies non-transmissibles telles que le diabète, l'asthme, les cancers et les maladies cardiovasculaires, notamment l'hypertension, qui est la première cause de mortalité au Cambodge, représentant 39% des décès. Ces maladies, plus proches des maladies occidentales que des maux tropicaux, sont liées à la pollution, aux conséquences du réchauffement climatique, à la malnutrition, ainsi qu'à la consommation d'alcool et de cigarettes.

La résistance aux antibiotiques engendre de nombreux problèmes, notamment l'automédication des patients et la posologie inadaptée, qui contribuent à aggraver la résistance aux traitements selon l'Institut Pasteur. Les abus d'antibiotiques résultent d'un facteur culturel (en khmer, "antibiotique" se traduit par « médicament qui guérit tout »), d'un manque de médecins et de sensibilisation, ainsi que de la présence de résidus médicamenteux dans l'eau. Certaines pharmacies cherchent à remédier à cette situation en éduquant la population à l'automédication responsable, en offrant des conseils gratuits sur les médicaments.

La traçabilité des médicaments délivrés aux patients reste un enjeu majeur de santé publique. Les experts du secteur notent que le marché n'est pas suffisamment régulé pour assurer un service adapté aux patients. Les problèmes comprennent la vente de médicaments contrefaits, le trafic de médicaments périmés et l'importation parallèle de médicaments de marque. Cependant, les



moyens du Gouvernement pour lutter contre les médicaments contrefaits demeurent limités.

Le marché cambodgien est confronté à un taux élevé de médicaments contrefaits ou « sub-standards », estimé à 30%, ce qui est encore pire en province en raison du manque de contrôles. L'importation parallèle de médicaments aggrave cette situation en ne respectant pas les normes de conservation, ce qui peut compromettre la qualité. La variété de présentations pour un même produit complique davantage la détection de faux médicaments. Il est essentiel d'éduquer le public, en particulier les étudiants en médecine et pharmacie, pour changer les comportements. Le Gouvernement peut également intervenir en révisant la loi sur le médicament pour faciliter les enregistrements et les importations officielles, limitant ainsi le risque d'importation parallèle et de contrefaçons.

Le Cambodge a mis en place le Fonds National de Sécurité Sociale (NSSF) en 2008 pour gérer les prestations de sécurité sociale pour les travailleurs et les employeurs du secteur formel. Le NSSF est financé par les cotisations des travailleurs et des employeurs, prélevées sur les salaires des travailleurs et offre une couverture complète, y compris l'assurance maladie, l'assurance invalidité, l'assurance maternité, l'assurance accident du travail et l'assurance vieillesse. En collaboration avec le ministère du Travail et de la Formation professionnelle, le NSSF surveille et réglemente le système de sécurité sociale au Cambodge, tandis que le Gouvernement met en place des réformes pour étendre la couverture de sécurité sociale à tous les travailleurs, y compris ceux du secteur informel.

La CCIFC tient à remercier U care Pharmacy et son CEO Pascal Catry pour son aide pour la rédaction de ce chapitre.



- 124, Boulevard Preah Monivong, Sangkat Sras Chhork - Tel : 092 711 771
- 3, Street 240 – Sangkat Chatumouk - Tel : 098 822 771
- 250, Street 63 – (corner 398) BKK1 - Tel : 011 618 258
- 446A, Street Claster - Sangkat Niroth – Borey Peng Huoth Boeng Snor - Tel : 085 817 771
- NR1 – Sangkat Niroth – Khan Chbar Ampov – Thay Huot Market - Tel : 098 922 771



Info & Delivery: 092 711 771 - 093 271 771
Online : info@pharmacie-delagare.com





AEMC
Advance European Medicare Center

General Physicians and Specialists
Consultation – Teleconsultation – Visit at home



- 3, Street 240 – Sangkat Chatumouk - Google Map : [AEMC Phnom Penh](#)


012 634 115 - 011 811 175 – Info@european-medicare.com
- 446-446A Street Claster – Sangkat Niroth – Borey Peng Huoth Boeng Snor


012 333 468 medical@european-medicare.com

Online booking : www.european-medicare.com



Environnement & énergie



Bien que les secteurs de l'énergie, de l'eau et des énergies renouvelables bénéficient d'investissements considérables, le Cambodge doit relever plusieurs défis complexes, tels que la collecte et le traitement des déchets, le traitement des eaux usées municipales et des effluents industriels, le réseau de drainage des eaux de pluie, la distribution d'eau en zone rurale, la surveillance de la qualité de l'air, la production d'énergie propre, ainsi que la résilience et l'adaptation au changement climatique.

Avec la collaboration de l'AFD, Suez Consulting et Vinci Construction Grands Projets qui ont travaillé en partenariat avec la régie des eaux de Phnom Penh (PPWSA) pendant plus de 20 ans, Phnom Penh se hisse à la deuxième place des villes d'Asie du Sud-Est en termes de performance de son réseau d'eau potable, juste après Singapour.

Bien que l'agriculture reste le secteur le plus consommateur d'eau, la croissance rapide de la construction et du tourisme accroît les besoins en eau potable des villes. Actuellement, l'AFD finance la construction du projet "Bakheng", qui sera la plus grande station de traitement des eaux du Cambodge une fois achevée en 2023. Cette initiative vise à

étendre le réseau d'eau potable de Phnom Penh, à améliorer la qualité de l'eau et à augmenter la capacité de production de la ville. Les installations de production d'eau de Bakheng permettront de presque doubler la capacité de production d'eau de Phnom Penh, passant ainsi de 0,6 à 1 million de m³ par jour. La PPWSA a pour objectif de maintenir sa couverture de la demande en eau et d'étendre sa zone de service à 100 % de la ville d'ici 2025, avec le soutien conjoint de l'AFD, de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de l'Union européenne (UE).

Le Gouvernement a une opinion positive de l'offre française dans le secteur de l'eau en raison de sa compétitivité, notamment des prix compétitifs par rapport aux concurrents asiatiques, ainsi que de sa bonne réputation. Bien que Phnom Penh soit un modèle dans ce domaine, les besoins en infrastructures restent élevés dans les villes secondaires telles que Siem Reap, Kampot, Kep et Battambang. Aucune ville n'a un réseau d'assainissement efficace, hormis Phnom Penh, qui bénéficie du soutien financier de JICA, un bailleur de fonds japonais, dans ce domaine. De plus, la faiblesse des installations individuelles entraîne un besoin récurrent de travaux. Par conséquent, il y a une forte demande pour les

services de réparation et d'ingénierie des réseaux d'eau individuels.

Le Cambodge est un pays émergent qui doit relever des défis importants dans la gestion et la valorisation des déchets. Les villes les plus concernées sont Phnom Penh, Sihanoukville et Siem Reap, qui produisent respectivement 3000, 700 et 380 tonnes de déchets par jour.

Au Cambodge, la production quotidienne de déchets solides s'élève à environ 10 000 tonnes, avec une augmentation annuelle de 10 à 15 %. Seulement 64 % de ces déchets sont déversés dans des décharges, tandis que les 36 % restants sont jetés dans des lieux publics ou dans les cours d'eau. La majorité des déchets (environ 70%) sont organiques, tandis que plus de 20 % sont en plastique et le reste est composé d'autres types de déchets solides.

En mai 2021, la municipalité de Phnom Penh a divisé la ville en trois zones pour la collecte des déchets, chacune étant gérée par une entreprise différente :

- **Zone 1** (de Sen Sok à Chroy Changvar) a été attribuée à l'entreprise singapourienne 800 Super Waste Management Pte Ltd, qui a sous-traité avec l'entreprise locale GAEA, financée par un fonds d'investissement dirigé par des Français.
- **Zone 2** (Daun Penh et Pram Pi Makara) est gérée par une entreprise chinoise.
- **Zone 3** (Chamkarom, Chbar Ampov et Boeung Keng Kang districts) est attribuée à l'entreprise locale Cintri.

Seules les villes de Phnom Penh, Siem Reap et Sihanoukville disposent d'un système organisé de collecte des ordures ménagères.

Il n'y a actuellement pas de prise en charge publique du recyclage et de la valorisation des déchets au Cambodge. Les déchets sont incinérés ou stockés dans des décharges peu réglementées, ou bien recyclés via un réseau informel de collecteurs. Néanmoins, des opportunités commerciales existent pour les entreprises souhaitant conclure un partenariat avec les

autorités publiques, qui sont des acteurs clés pour réussir sur ce marché (décharge, tri sélectif, incinération, etc.). Certaines entreprises développent des projets de recyclage, notamment en mettant en place du compost à partir des déchets provenant des marchés et des restaurants, ainsi que sur le recyclage des bouteilles et films plastiques. D'autres, recyclent les déchets plastiques en les broyant et en les faisant fondre pour mouler de nouveaux objets.

La circulation et les embouteillages à Phnom Penh représentent actuellement des défis majeurs. Bien que certains projets de transport urbain aient été mis en place (tels que le réseau de bus et la ligne ferroviaire reliant la gare à l'aéroport), ils font face à des obstacles tels que l'absence fréquente de trottoirs et la concurrence des transports individuels. Cependant, plusieurs projets sont en cours d'étude à Phnom Penh, notamment le projet d'Automated Guideway Transit (AGT) en collaboration avec le Japon. Ce projet vise à construire un monorail autonome traversant toute la ville de Phnom Penh.

La qualité de l'air est une préoccupation majeure pour les autorités cambodgiennes, car en 2019, le Cambodge s'est classé au 41^e rang des pays les plus pollués au monde, selon l'ONG suisse Iqair. Les raisons de cette pollution sont multiples, notamment la circulation des scooters et des voitures d'occasion, les constructions en cours dans tout le pays, le développement des centrales à charbon et les feux de poubelles. Les experts du secteur soulignent régulièrement la nécessité de lutter contre les embouteillages et de réguler les importations de véhicules d'occasion. Depuis février 2021, les autorités cambodgiennes ont mis en place des incitations fiscales pour encourager l'importation de véhicules électriques. Le gouvernement construit également des stations de recharge électriques à Phnom Penh et dans certaines stations-service pour développer le marché de l'électrique.

Focus : l'énergie

En 2022, le mix énergétique cambodgien se compose de 54% d'énergie hydraulique, 36% de charbon, 7% d'énergies renouvelables (solaire et biomasse) et 3% de fioul lourd. Le secteur de l'énergie et plus spécifiquement celui de l'électricité, est en plein essor au Cambodge. En seulement 10 ans, la capacité de production électrique installée a été multipliée par six, la demande par cinq (avec des augmentations annuelles variant entre 15 et 20%) et plus de 80% des ménages sont désormais connectés au réseau, contre seulement 23% en 2010. Cette expansion est sans précédent en termes d'infrastructures, comparée à d'autres secteurs tels que l'approvisionnement en eau, qui ne concerne que 29% de la population.

Bien que l'Électricité du Cambodge (EDC) soit l'acteur principal du secteur de l'énergie en tant que fournisseur d'accès public, propriété de l'Etat et ayant un mandat quasi-monopolistique sur le marché, sa responsabilité dans l'électrification totale n'est que de 40% (principalement dans les zones urbaines) et sa part dans la production d'électricité est inférieure à 1%. En effet, la production d'électricité est principalement assurée par des producteurs indépendants privés, dont EDC achète l'électricité pour la revendre à plus de 463 opérateurs privés qui sont chargés de l'électrification des villages ruraux dans leur zone de licence.

Selon un rapport de l'« Electricity Authority of Cambodia » (EAC) publié en février 2023 sur la production et la consommation électrique au Cambodge en 2021, plus de 3 000 MW ont été produits localement. Cette production a été principalement générée par des barrages hydroélectriques et des centrales au charbon. Le Cambodge dispose de sept barrages construits par la Chine, d'une capacité totale de plus de 1 300 MW, ainsi que de trois centrales à charbon d'une capacité combinée de 675 MW. Les sources d'énergie restantes, totalisant 1 030 MW, proviennent de centrales au diesel, solaires et à biomasse. En novembre 2021, le pays s'est engagé à ne plus investir dans les centrales à charbon, à l'exception des projets déjà approuvés.

Actuellement, plusieurs projets de construction de centrales électriques sont en cours de réalisation,

notamment dans la province de Pursat, afin de répondre à la demande croissante. Le Cambodge importe également de l'électricité de ses pays voisins, tels que la Thaïlande, le Laos et le Vietnam. Presque toutes les régions du pays sont couvertes par le réseau électrique, avec 98% des villages et 88% des ménages connectés à celui-ci à la fin de l'année 2022. Le Gouvernement s'est engagé à atteindre un taux d'accès universel à l'électricité, avec l'objectif de connecter la presque totalité des ménages au réseau national d'ici 2030.

La France est un partenaire de développement engagé envers le Cambodge et par l'intermédiaire de l'AFD, soutient activement la modernisation du réseau de transmission et de distribution d'électricité du pays. En 2024, l'objectif est de numériser complètement EDC. En mai 2022, l'AFD et EDC ont inauguré de nouvelles lignes de transmission et de distribution d'électricité à haute tension dans trois provinces cambodgiennes - Koh Kong, Kampong Cham et Kratie - afin d'accroître l'accès à l'électricité dans le pays. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du soutien continu de l'AFD au Gouvernement Royal du Cambodge dans sa transition vers une économie à faible émission de carbone, en favorisant l'intégration des énergies renouvelables et en investissant dans des infrastructures de qualité, essentielles pour moderniser le secteur électrique national. L'amélioration de la capacité du réseau national aidera le pays à atteindre son objectif ambitieux de 60% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici 2040.

Le solaire est un secteur en pleine croissance au Cambodge, avec un fort potentiel de développement grâce notamment à la mise en place de fermes solaires. Actuellement, le pays dispose de plusieurs fermes solaires en activité, offrant une capacité totale de 432 MW avec un objectif de 1.000 MW annoncé pour 2030.

En septembre 2022, le Cambodge s'est engagé à stimuler le développement des énergies renouvelables afin de répondre à sa demande énergétique. Pour tenir cette promesse, le pays a collaboré avec des partenaires pour mettre en place plusieurs initiatives clés, notamment le plan directeur de

développement de l'électricité du Cambodge jusqu'en 2040, la politique nationale d'efficacité énergétique, la feuille de route pour la transition de l'énergie propre vers la neutralité carbone et la politique de développement de l'énergie solaire.

Le Gouvernement soutient le développement de l'efficacité énergétique au Cambodge, en collaboration avec des acteurs internationaux tels que l'UE, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), les agences de développement suédoise et danoise via l'Alliance sur les changements climatiques au Cambodge (CCCA). L'AFD et la Banque Asiatique de Développement (BAD) fournissent des financements pour les projets d'efficacité énergétique et soutiennent les ministères dans la mise en œuvre des politiques.

Plusieurs entreprises privées proposent des solutions pour améliorer l'efficacité énergétique au Cambodge. Les incubateurs Energy Lab et Impact

Hub encouragent les entrepreneurs qui souhaitent développer des technologies propres innovantes. Des PME locales, comme Sevea, fournissent des services et un accompagnement stratégique pour les projets dans ce secteur. Sevea organise chaque année depuis 2021 un concours d'efficacité énergétique reconnu d'utilité publique par le Ministère de l'Environnement et le Ministère des Mines et de l'Energie. Des initiatives sectorielles telles que le programme SWITCH to Garment du Geres visent à améliorer les pratiques énergétiques des usines textiles en déployant des énergies renouvelables et en promouvant des mesures d'efficacité énergétique.

En tant que distributeurs, installateurs d'équipements électriques ou opérateurs de maintenance, des entreprises telles que ATS, Comin Khmere, Green Yellow, Legrand, Schneider Electric sont également actives dans ce secteur. CCIFC tient à remercier Sevea consult.



Artelia, with over 100 years of experiences, is an international multidisciplinary consultancy, engineering and project management group specializing in Project & Construction management, mobility, water, energy, building and industry.

With over 7,300 employees and turnover of \$900 million in 2022, the group is present in over 40 countries in Asia-Pacific, Africa, the Middle East, Europe and the Americas.

As a result of all those years of practice, Artelia has developed a fully complete comprehensive knowledge and best practice in project management, and from lesson learned, has developed a state-of-the-art scientific project management approach, based on methods, processes, rigor and zero tolerance policy on safety and ethics.

Artelia has developed a global approach in a local market and thrive to be part of Cambodia development to a prosperous, climate, friendly world

Born in 2006, Artelia southeast Asia has Established Artelia Cambodia since 2012.

ARTELIA Cambodia has continuously maintained a sustainable growth through our Client's trust in our services, and our multicultural organization. ARTELIA Cambodia is the Emerging Management, Engineering & Consultancy firm on the Cambodia market, with more than 40 staffs, and developing.;

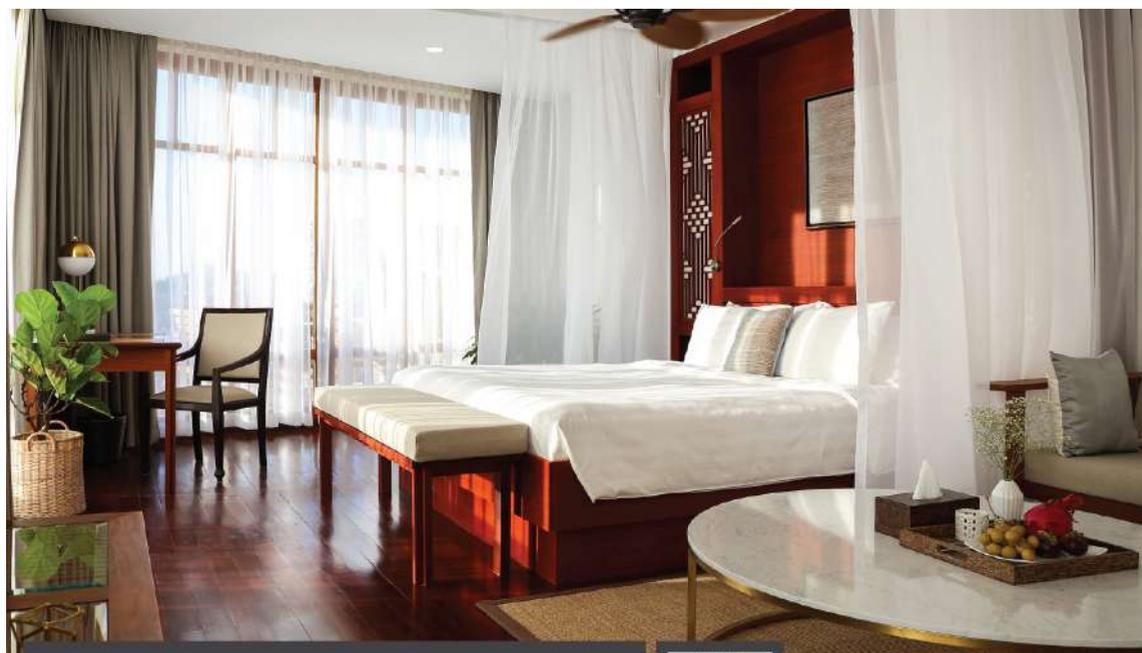
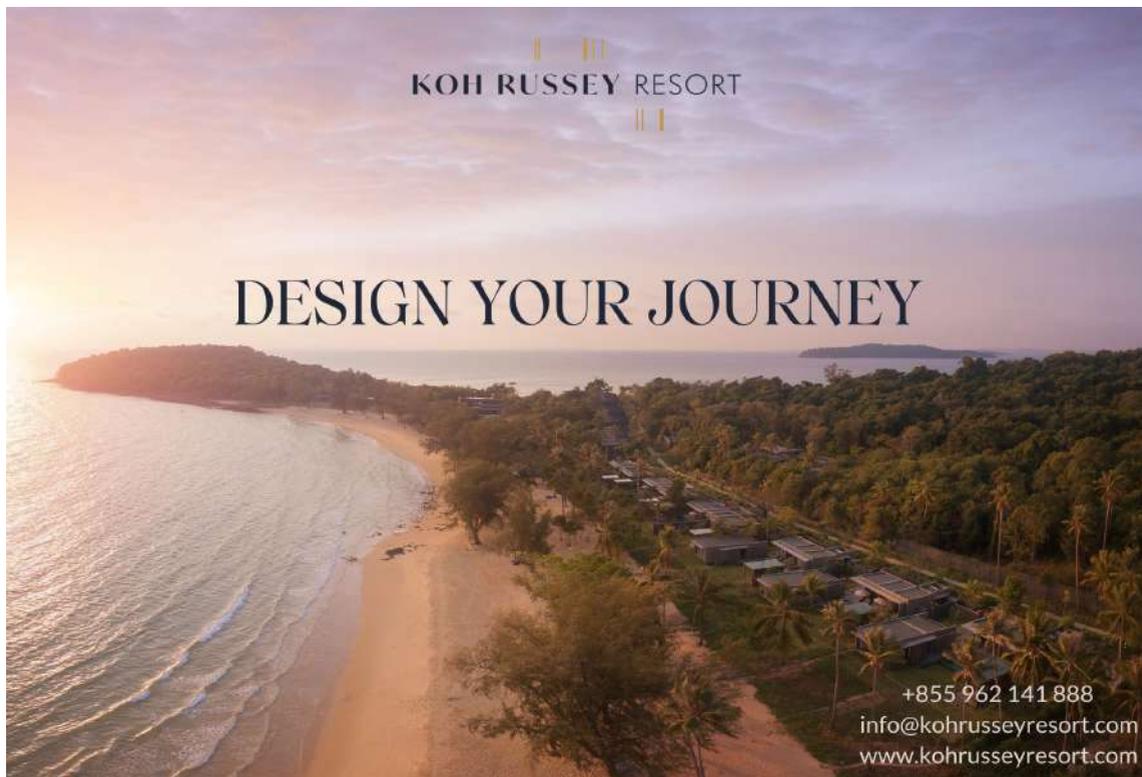
Artelia Cambodia has prestigious references in hospital sector like Central Hospital, Khema Polyclinic, Phnom Penh General Hospital, In hospitality like Koh Russey Allila Villa-Sihanouk Ville, Phum Baitong -Siem Reap; commercial like PHeco Mall, Decathlon Store, and Solar farm in Battambang, and others.



ARTELIA Cambodia Co., Ltd

📍 Residence 208/1st Floor, #36 St 208, Boeung Raing, Daun Penh, Phnom Penh - Cambodia
 🌐 www.arteliagroup.com

☎ +855 (0) 70 777 871 / +84 (0) 838 001 689
 📞 +84 (0) 838 001 689
 📞 +855 (0) 70 777 871
 ✉ bruno.darcangues@arteliagroup.com



Tel: +855 (0)81 559 748
reservation@amanjaya-pancam-hotel.com
1, Street 154 Phnom Penh, Cambodia

Tourisme



Le Cambodge possède un patrimoine historique remarquable et mondialement connu, notamment avec les temples d'Angkor, ainsi que des plages qui longent le golfe de Thaïlande, des îles tropicales comme Koh Rong, des jungles atypiques, des massifs montagneux et une grande biodiversité. Ces atouts font du Cambodge une destination de rêve pour les touristes. Le secteur du tourisme est un pilier de l'économie cambodgienne, qui a connu une forte croissance ces dernières années, bien que la pandémie ait eu des conséquences importantes sur ce secteur.

En 2019, le Cambodge a accueilli plus de 6,6 millions de touristes, soit une augmentation de 6,6% par rapport à 2018. Les touristes proviennent principalement de Chine (35,7%), du Vietnam (13,7%), de la Thaïlande (7,1%), du Laos (5,5%), de la Corée (3,9%), des États-Unis (3,8%), du Japon (3,1%), de la Malaisie (3,1%), de la France (2,5%) et du Royaume-Uni (2,5%). Ces 10 pays représentent 80,8% du total des arrivées de touristes, qui ont augmenté de 8,4% pour atteindre un peu plus de 5,3 millions de visiteurs en 2019.

Le tourisme au Cambodge est saisonnier, avec une saison haute de novembre à avril et une saison basse de mai à octobre, ce qui doit être pris en compte dans l'élaboration d'un plan d'affaires pour traverser cette saison creuse. Les destinations phares du Cambodge sont Phnom Penh et Siem Reap, qui ont accueilli respectivement 3,9 et 1,9 million de visiteurs étrangers entre janvier et novembre 2019. Elles sont suivies par Sihanoukville, qui a accueilli 1,2 million de visiteurs étrangers pour la même période et qui est très orientée vers le tourisme chinois. La croissance des arrivées de touristes internationaux était de 8,7% en 2019, contre 10,7% en 2018.

Les arrivées via l'aéroport international de Phnom Penh ont augmenté de 7,7% pour atteindre 2 071 907 visiteurs en 2019. Les temples d'Angkor et Siem Reap restent les destinations les plus populaires pour les touristes. Le Gouvernement a investi dans le



développement des infrastructures routières et voies rapides pour relier les centres touristiques du pays, y compris l'autoroute de 187 km qui relie Phnom Penh au port de Sihanoukville. Cette infrastructure, achevée en septembre 2022, permet d'arriver à destination en 2h30, contre cinq heures auparavant.

Certains touristes occidentaux recherchent un service haut-de-gamme et respectueux de l'environnement, ce qui est pris en compte par de nouveaux entrants sur le marché tels que le Shinta Mani Wild près du Parc national de Kirirom ou le Six Senses. De grands groupes hôteliers, tels que Accor avec les chaînes Sofitel et Raffles et Rosewood Hotels & Resorts, sont également présents à Siem Reap et Phnom Penh. Le Hyatt Regency Phnom Penh a ouvert ses portes en janvier 2021, tandis que le Shangri-La et le Novotel sont en cours de construction dans la capitale. Par ailleurs, plusieurs hôtels à succès ont été créés par des entrepreneurs français.

L'amélioration des infrastructures routières, des correspondances aériennes domestiques et internationales et de l'offre touristique sont les principaux moteurs de l'essor touristique du Cambodge. Toutefois, pour stimuler davantage la croissance, il est impératif d'enrichir l'offre touristique au-delà des temples d'Angkor, ce qui représente un défi majeur pour le pays. Des possibilités de développement existent pour les activités touristiques, notamment avec des offres telles que « Urban Tales » (parcours de découverte de la capitale) ou « Phnom Penh Heritage Tour » (visite guidée des sites historiques), à la fois en ville et en province, où l'offre touristique est moins développée.

La pandémie a fortement impacté l'industrie du tourisme, cependant depuis la sortie de la crise sanitaire, le secteur du tourisme a commencé à se redresser progressivement. Le Cambodge a enregistré plus de 1,9 million de visiteurs internationaux au cours des 11 premiers mois de 2022, soit une croissance de 12 fois par rapport à l'année précédente. Cette performance encourageante est attribuée à la gestion efficace de la pandémie et à l'adoption précoce de l'approche «Vivre avec le Covid».

La réouverture de la plupart des aéroports internationaux et l'assouplissement des mesures sanitaires ont également contribué à la reprise rapide du secteur. Selon les statistiques du ministère du Tourisme, le Cambodge a accueilli plus de 2,2 millions de visiteurs internationaux en 2022, soit une baisse de 65,56 % par rapport au record de 6,6 millions en 2019, mais une augmentation de 11,59 % par rapport à 2021.

Enfin, depuis le 8 janvier 2023, la Chine autorise désormais ses citoyens à voyager à l'étranger, offrant ainsi une opportunité pour le Cambodge d'attirer 1 million de touristes chinois en 2023 et davantage dans les années à venir.

Le ministère du Tourisme a mis en place plusieurs plans et stratégies pour relancer le secteur du tourisme, notamment la feuille de route sur la réhabilitation et la promotion du secteur touristique cambodgien (2020-2025), les plans directeurs pour le développement du tourisme dans les provinces de Siem Reap, Kep et Mondulhiri (2020-2035), ainsi que le plan stratégique de développement du tourisme (2021-2030).

UBIQUEST
enjoy & play

**TEAM BUILDING & ACTIVITÉS ORIGINALES SCÉNARISÉES
POUR ENTREPRISES & PARTICULIERS**
PORTUGAL - CAMBODGE - VIETNAM

QR code:

social media icons: Facebook, Instagram, Twitter, YouTube, LinkedIn

Ubiquestcambodia

www.ubi-quest.com

+855 (0)77 577 937

**ALL DREAMS
CAMBODIA**

Votre DMC et Agence de Voyages au Cambodge

+855 (0)15 753 111 info@alldreamscambodia.com

AllDreamsCambodia @all_dreams_cambodia

AllDreamsawayoflife Jacques Guichandut

www.alldreamscambodia.asia

ILS NOUS FONT CONFIANCE
+180 AGENCES DE VOYAGE EN PROVENANCE DE 38 PAYS
+185 000 CLIENTS SATISFAITS

QR code:

Focus : Siem Reap et les temples d'Angkor

La province de Siem Reap, d'une superficie de 10 299 km², est localisée au nord-ouest du Cambodge, avec une partie sud composée d'une plaine humide fertile pour l'agriculture et une partie nord couverte de forêts verdoyantes.

Le nom de la ville signifie littéralement « Siamois vaincu », en référence à la victoire de l'Empire khmer sur l'armée du royaume thaïlandais au XVII^e siècle.

Sa capitale éponyme, située au sud de la province, au bord du lac Tonlé Sap, est la plus grande réserve d'eau douce d'Asie du Sud-Est. Siem Reap est également renommée pour être la ville touristique centrale du Cambodge, en étant la plus proche du complexe des temples d'Angkor, qui se trouvent au nord de la ville. Siem Reap est une ville sûre, accueillante et agréable. Le visiteur dispose d'un large choix de lieux d'hébergement et de restauration et d'une multitude d'activités.

Angkor, situé en Asie du Sud-Est, est un important site archéologique de 400 km² recouvert en partie par la forêt et comprenant plus de 200 temples. Il renferme les vestiges des capitales de l'Empire khmer qui ont prospéré entre les IX^e et XV^e siècles, dont les célèbres temples d'Angkor Vat et du Bayon à Angkor Thom. L'ensemble d'Angkor représente les valeurs culturelles, religieuses et symboliques khmères et possède une grande importance architecturale, archéologique et artistique.

En 1993, le Comité international de coordination pour la sauvegarde et le développement du site historique d'Angkor a été créé pour coordonner les projets de restauration et de conservation du Gouvernement cambodgien et de ses partenaires internationaux. APSARA, créée en 1995, protège et gère la région d'Angkor. Ces deux entités ont contribué à la réussite de la conservation d'Angkor, classé patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1992.





ROSE APPLE
PRIVATE VILLAS

CRÉEZ VOTRE MOMENT SUR-MESURE À SIEM REAP

Location de villa privée avec concierge pour
des vacances uniques en familles
ou entre amis

www.roseapplegroup.com



CRÉONS VOTRE ÉVÉNEMENT SUR-MESURE

séminaire d'entreprise,
anniversaire, excursion
privée, gala

@roseapplevillas & @roseappleevents



téléphone : +85517247514



ROSE APPLE
TAILOR MADE EVENTS

CHAPITRE V

CONSEILS AUX ENTREPRENEURS



Identifier les besoins



Avant de débiter, il est essentiel de réaliser une étude de marché pour évaluer le potentiel du projet. Outre les ressources présentées dans ce guide, de nombreux rapports en ligne sont disponibles pour approfondir l'analyse. Parmi les sources crédibles, on peut citer des organisations internationales telles que le Fonds Monétaire International (FMI), l'Organisation des Nations Unies et le Secrétariat de l'ASEAN, ainsi que des institutions financières comme l'Agence française de développement, la JICA, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement. Les entrepreneurs peuvent également solliciter le soutien des représentations diplomatiques, des organisations non gouvernementales et des Think Tanks.

De plus, il est primordial de prendre en compte les priorités du Gouvernement cambodgien en matière d'industrialisation et de développement. Les entrepreneurs ciblant ces secteurs ont de meilleures chances de bénéficier de soutiens gouvernementaux et financiers.

Priorités industrielles

La Politique de développement industriel du Cambodge 2015-2025, disponible sur le site d'EuroCham, définit les priorités gouvernementales actuelles. Elle vise à réaliser trois objectifs clés : augmenter la contribution de l'industrie au PIB, diversifier les exportations industrielles au-delà du textile et soutenir les PME industrielles. Ce plan souligne également l'importance des investissements directs étrangers pour étendre les marchés à l'exportation et favoriser les transferts de technologies. De plus, la Politique de développement industriel du Cambodge identifie plusieurs secteurs prioritaires tels que la mécanique, l'électronique, l'énergie, le traitement des ressources naturelles, les dispositifs médicaux, le matériel de construction, l'agroalimentaire, ainsi que les secteurs de soutien pour l'agriculture, le tourisme et le textile. Les projets qui s'intègrent dans la chaîne de production régionale, ainsi que ceux jugés stratégiques pour l'avenir, tels que les technologies de l'information, les télécommunications, l'énergie, l'industrie lourde et les technologies écologiques, sont également encouragés.

Aide au développement

En 2016, la Banque Mondiale a réaffecté le Cambodge en tant que pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure), grâce aux améliorations significatives de la gouvernance et de l'éradication de la pauvreté. Toutefois, le Cambodge doit relever divers défis pour maintenir sa croissance économique, notamment en réduisant le taux de pauvreté, en augmentant la compétitivité du pays, en améliorant la qualité et l'accessibilité des services publics et de la formation professionnelle. Les besoins comprennent des investissements dans les infrastructures urbaines et rurales, la diversification et la modernisation de l'économie, ainsi que le développement de nouvelles compétences pour répondre aux exigences des entreprises.

En Thaïlande et au Vietnam, l'aide au développement diminue tandis que le Cambodge, en tant que Pays Moins Avancé (PMA), continue de recevoir un soutien financier important de la part de ses partenaires étatiques. Ce chapitre présente les programmes de développement des agences occidentales qui visent à relever les défis actuels du Cambodge. Les entreprises françaises peuvent répondre à ces appels d'offres, accessibles en ligne et régulièrement mis à jour,

et constituent une porte d'entrée idéale pour les nouveaux arrivants au Cambodge. Depuis 1993, l'Agence française de développement a financé 92 projets pour un montant total de 927 millions d'euros. Au cours des cinq dernières années, le portefeuille sectoriel de l'AFD s'est concentré sur l'eau et l'assainissement (44 %), l'agriculture (40 %), l'énergie (10 %) et l'enseignement et la formation techniques et professionnels (9 %). Dans le cadre de la 6e réunion annuelle qui vise à débattre des orientations stratégiques de l'AFD au Cambodge et à travers un accord signé à cette occasion, l'AFD a réitéré son engagement à accompagner la transition du Royaume, en s'engageant à financer jusqu'à 400 millions d'euros de projets en 2023-2024, en priorité dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, de l'agriculture, de l'énergie et de la formation professionnelle.

En 2018, la Banque mondiale a lancé une série de projets destinés à soutenir le développement du Cambodge. Ces projets, financés à hauteur de 420 M USD jusqu'en 2025, visent à améliorer la nutrition, la distribution de l'eau et de l'assainissement, la diversification du secteur agricole, le système de santé, l'état des routes ainsi que la qualité de l'enseignement supérieur.



Lancer son activité



Choisir un partenaire

Pour réussir son intégration sur le marché cambodgien, il est recommandé de s'associer à un partenaire local déjà intégré dans la communauté d'affaires, qu'il soit actionnaire, agent ou distributeur. Ce type de partenariat permet de bénéficier de son réseau professionnel et de développer des relations commerciales avec de potentiels clients et partenaires locaux. Le partenaire, qui possède une connaissance fine des particularités culturelles locales, peut éclairer les entrepreneurs dans leurs choix stratégiques et faciliter les négociations.

Intégrer un réseau

Avec 119 chambres réparties dans 94 pays et plus de 33 000 entreprises adhérentes, le réseau des CCI France International est le premier réseau privé d'entreprises françaises dans le monde.

En rejoignant la Chambre de Commerce et d'Industrie France Cambodge, vous intégrez une communauté d'affaires comprenant plus de 170

entreprises françaises et internationales et vous bénéficiez automatiquement d'une adhésion à l'Eurocham (+ 300 membres). La CCI France Cambodge avec le support de EuroCham Cambodia vous apporte une aide précieuse pour le réseautage, le lobbying, la communication ou encore l'information. Les chambres de commerce représentent des points d'appui essentiels pour les entrepreneurs qui souhaitent rencontrer des prospects et des partenaires lors de networking réguliers, obtenir des informations de première main ou encore dialoguer avec le Gouvernement en tant que fédération professionnelle.

Bénéficier d'un accompagnement

De nombreux acteurs offrent leur expertise pour faciliter l'accès au marché cambodgien pour les entrepreneurs français. EuroCham propose une gamme complète de services d'accompagnement, allant de la prospection initiale (rencontres de prospects et de partenaires) au soutien continu à l'activité sur place (ressources humaines, traduction, communication...) ainsi que l'hébergement.

En outre, plusieurs membres de la CCIFC offrent également des services d'accompagnement spécialisés dans les domaines juridique, logistique et distribution. Vous pouvez consulter la liste complète de ces membres via ce lien (<http://www.eurocham-cambodia.org/members-directory>) en filtrant French Chapter (CCIFC). Cette liste est une excellente base de prospection, permettant d'entrer en contact avec les entreprises membres pour démarrer son activité au Cambodge.



Financer son activité

Les entrepreneurs peuvent choisir parmi une grande variété de banques commerciales disponibles au Cambodge. Cependant, malgré une augmentation de l'utilisation des services bancaires et financiers, les activités de prêts et de placements restent relativement faibles en raison d'un manque de confiance et de taux d'intérêt commerciaux très élevés. Les prêts peuvent être contractés en USD et en KHR, mais le dollar américain est la monnaie la plus utilisée dans le milieu des affaires.

BRED Bank Cambodia est la seule banque européenne du Royaume. Elle offre à ses clients des normes internationales de sûreté et de sécurité les plus élevées.

La banque (qui est une filiale à 100% de la BRED Banque Populaire, le deuxième groupe bancaire français) vise à être la meilleure banque d'affaires au Cambodge. Elle fournit une gamme complète de produits et services bancaires adaptés pour répondre aux besoins spécifiques des start-ups, des entreprises en croissance et des entreprises établies.

En activité dans le Royaume depuis 2017, BRED Bank Cambodia dispose d'un réseau de 15 agences dans des endroits clés à Phnom Penh, Siem Reap, Battambang et Kampong Cham. Le solide modèle de gestion des clients de la BRED s'appuie sur des systèmes bancaires numériques de pointe. De nombreux chargés d'affaires de la banque parlent également français.

Pour plus d'informations, veuillez visiter leur site internet bredcambodia.com

BRED Bank Cambodia PLC, 30 Preah Norodom Boulevard, Sangkat Phsar Thmey 3, Khan Daun Penh, Phnom Penh.

Recruter

Les entreprises font face à un taux de roulement élevé des employés, qui ne restent généralement pas plus de six mois, considérée comme une durée suffisante pour justifier de l'expérience. Pour fidéliser les employés, les entreprises doivent proposer des salaires compétitifs, de la formation et des avantages tels que des assurances et des congés. Pour recruter, les entreprises peuvent s'adresser à différents interlocuteurs, tels que les universités qui forment un nombre croissant d'étudiants chaque année. L'ONG Pour un Sourire d'Enfants dispose d'un institut de formation professionnel qui en fait un excellent vivier pour du recrutement dans divers secteurs d'activités. Les interlocuteurs proposant des contrats spéciaux, tels que le Volontariat de solidarité internationale (VSI),

le service civique et le Volontariat international en entreprise (VIE), peuvent également être sollicités. Le réseau France Alumni, qui regroupe des cambodgiens anciennement diplômés en France, peut également être une ressource utile.

Différents sites spécialisés sont disponibles pour la diffusion d'offres d'emploi. La CCIFC met à disposition des entreprises une CVthèque ainsi qu'un Job Board sur son site internet pour stocker et diffuser les offres d'emploi sur les réseaux sociaux. EuroCham propose également un Job Board pour les chercheurs d'emploi, accessible sur demande. L'Agence Universitaire de la Francophonie diffuse exclusivement des offres destinées aux francophones. D'autres sites tels que Bongthom, Topjob Cambodia ou CamRH permettent la mise en relation entre employeurs et employés.



Jobs Advertising

Easy & Effective

We take care so that you take benefit



BongThom.com

 **+855 (0)17 333885**

 **job@bongthom.com**

The web site was the first of it's kind when it was established back in 2000. Since that time it has become the most popular and professional job announcements and classified advertising portal in Cambodia that offers the most legitimate service available in the country.

Lors de sa création en 2000, le site web était le premier en son genre. Depuis, il est devenu le portail d'annonces d'emploi et de petites annonces le plus populaire et le plus professionnel du Cambodge, offrant le service le plus légitime disponible dans le pays.

Rencontrer sa clientèle



Distribution physique

La distribution traditionnelle reste prédominante pour les achats au Cambodge, surtout dans les zones rurales où la distribution moderne n'a pas encore été mise en place. Toutefois, le développement des circuits de distribution modernes se concentre actuellement dans les principales zones urbaines telles que Phnom Penh et Siem Reap. On observe une augmentation de chaînes de magasins et de supermarchés modernes dans la capitale, notamment Super Duper, Thai Huot, Chip Mong Retail, Kiwi Mart, Aeon Maxvalu et Smile. Plusieurs centres commerciaux récents, tels que Aeon Mall 1,2 et 3 proposent des boutiques, des restaurants de marques, des food courts, des distributions spécialisées (électroménagers) et des supermarchés proposant des produits frais tels que des poissons, des fruits de mer, de la viande et des légumes. En outre, l'offre d'espaces commerciaux se diversifie. Bien que les produits cambodgiens soient généralement moins chers, leur disponibilité est limitée en raison de la capacité de production réduite.

Au Cambodge, le faible niveau de taxes sur l'importation de vins et spiritueux, comparé au Vietnam ou à la Thaïlande, facilite la disponibilité des boissons alcoolisées dans les hôtels, restaurants et moyennes surfaces spécialisées tel que S-Liquor. Les importateurs/distributeurs tels que Celliers d'Asie, Auskhmer, Winetime, PWE Asia, proposent plus de 200 références de vins et champagnes français, dont de nombreuses AOC.

L'ouverture de la tour The Peak de 55 étages est prévue pour le dernier trimestre 2023. The Peak est une oasis de luxe et rassemble un ensemble de résidences, de boutiques, de restaurants, de bureaux et du prestigieux hôtel Shangri-La. La tour Vattanac offre également ce service en regroupant des marques de luxe telles que MontClair, Jimmy Choo, Dolce Gabbana ou encore Versace, ainsi que la chaîne d'hôtel 5 étoiles Rosewood.

La distribution spécialisée se développe également dans le secteur de la cosmétique et de la pharmacie, avec des marques telles que The Body Shop et Clarins proposant des produits cosmétiques,

Commerce électronique

Le commerce électronique s'est considérablement développé au Cambodge au cours des dix dernières années en raison de l'accessibilité accrue à internet, des prix abordables et de l'adoption croissante de la technologie par la population.

Les boutiques en ligne telles que Delishop, Nham 24 et Foodpanda ont permis le développement du commerce en ligne, tout comme la plateforme de vente en ligne lancée par Decathlon. Plusieurs sites de référence ont également émergé, tels que Smile Shop, Khmer 24 (équivalent de Le Bon Coin), ou encore Bookme Bus (réservation de minibus en ligne).

La loi de 2019 sur le commerce électronique et la loi sur la protection des consommateurs témoignent de la volonté du Gouvernement de créer un cadre de confiance pour encourager ces nouvelles relations commerciales en ligne.

Afin de stimuler la croissance économique, le Cambodge a adopté une stratégie de promotion du commerce électronique. En décembre 2020, le ministère du Commerce, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Cadre Intégré Renforcé (CIR) ont uni leurs forces pour encourager le commerce en ligne en offrant des subventions et des formations aux petites et moyennes entreprises. Cette initiative fait partie intégrante de Go4eCam, un projet de 2,5 millions de dollars visant à accélérer le commerce électronique au Cambodge et à développer une plateforme gouvernementale dédiée aux transactions inter-entreprises et aux transactions entre entreprises et consommateurs.



Mode de paiement

Afin de favoriser l'inclusion bancaire, le Cambodge a misé sur la blockchain. Créée par la Banque Nationale du Cambodge, la plateforme de paiement Bakong, a aussi pour but de réduire le recours au dollar.

L'infrastructure du système de paiement Bakong permet l'interopérabilité entre les différentes institutions financières et permet aux clients d'effectuer des paiements et des transferts entre plates-formes avec d'autres institutions financières sur le réseau. Bakong apporte des avantages mutuels à tous les acteurs sur une plateforme commune et interopérable via des transactions de pair à pair et basées sur des portefeuilles, en temps réel et à toute heure du jour et de la nuit.

Pouvoir d'achat

Bien que la pauvreté ait diminué, les inégalités économiques restent importantes au Cambodge. Par conséquent, la majorité de la population est très attentive aux prix des produits et services proposés, ce qui explique la popularité des marchés locaux offrant des prix bas et des quantités limitées. Les enseignes modernes sont considérées comme étant plus chères et sont principalement fréquentées par les classes moyennes et hautes, ainsi que par les expatriés.

En comparaison avec les pays voisins, les supermarchés au Cambodge pratiquent des prix plus élevés en raison de coûts logistiques importants, de l'utilisation du dollar américain, de la concurrence limitée dans le secteur de la distribution et d'une production locale insuffisante qui nécessite une importation systématique.

Il ne faut cependant pas négliger le pouvoir d'achat des plus aisés, comme en témoigne l'essor des quartiers résidentiels de luxe en périphérie de la capitale et la présence de nombreuses marques de voitures haut de gamme. Les Cambodgiens sont également des consommateurs importants dans les grands magasins des pays voisins.

Bien que les produits français soient souvent considérés comme chers, la marque "France" est toujours associée à des valeurs de qualité et d'exclusivité.

Communiquer efficacement



Réseaux sociaux

Au début de l'année 2023 le Cambodge comptait 11,37 millions d'internautes, 10,95 millions d'utilisateurs de médias sociaux et au total, 22,16 millions de connexions mobiles cellulaires actives. Facebook est le réseau social le plus utilisé au Cambodge, avec 10,45 millions d'utilisateurs en janvier 2023. Cette plateforme est la principale source d'accès au web et son contenu est très populaire pour interagir avec les publications, notamment en partageant, likant et commentant. Instagram, avec 1,75 millions d'utilisateurs, est le deuxième réseau social le plus utilisé.

Télévision

La télévision est le deuxième média le plus populaire au Cambodge, après les réseaux sociaux. Selon

l'étude KAS/Kantar, 48% des cambodgiens regardent la télévision, avec un choix de vingt chaînes privées telles que Hang Meas HDTV, Bayon Television, Cambodian Television Network, SEATV et CCTV. Ces chaînes diffusent des programmes d'information, de divertissement et des productions majoritairement étrangères, mais de plus en plus locales. Les chaînes les plus populaires sont CTN, MyTV et Bayon TV. En comparaison avec les pays voisins, la publicité télévisuelle reste abordable au Cambodge.

Radio

La radio est le troisième média le plus utilisé au Cambodge, avec un taux d'utilisation de 16% de la population, selon l'étude KAS/Kantar. Le pays compte environ 40 stations de radio privées, parmi lesquelles ABS Kampuchea, Radio Free Asia, FM 105 et Bayon Radio sont les plus populaires.

Presse

Seulement 2% de la population cambodgienne lit la presse, d'après l'étude KAS/Kantar. Après la fermeture Cambodia Daily en 2017, il ne reste que deux publications anglophones imprimées dans le pays : le Phnom Penh Post, récemment racheté par un groupe malaisien et le Khmer Times. La presse francophone est représentée par Le Cambodge Mag, Le Petit Journal et le site officiel du Gouvernement cambodgien, Agence Kampuchéa Presse (akp.org.kh). La plupart des journaux en langue khmère sont disponibles uniquement en ligne, avec une liberté éditoriale limitée et un lectorat restreint. Parmi eux, on peut citer Nokorwat News Daily, AKP, Thmeythmey, Kampuchea Thmey Daily, TNM TV online, Cambo Globe et certains sont liés à des chaînes de télévision.



Simili Consulting

Le fournisseur incontournable de services linguistiques au Cambodge

Traduction (toutes langues asiatiques et tous types de documents)

Traductions agréées par l'ambassade de France au Cambodge

Mise en page / PAO (tous formats)

Sous-titrage professionnel

Contact : pascal.medeville@similiconsulting.com / +855 (0)81 621 572

Retrouvez-nous aussi sur LinkedIn, Facebook et Youtube !

CHAPITRE VI

CADRE JURIDIQUE



Introduction

« Le Cambodge a pris des mesures encourageantes pour réduire la corruption sectorielle, par exemple en matière de petite corruption. La perception de recettes fiscales et douanières se déroule mieux grâce à plusieurs réformes visant à améliorer les services publics de base et à améliorer la gestion des finances publiques », a déclaré Vong Socheata, présidente du conseil d'administration de Transparency International Cambodia, en 2019.

Les réformes visant à renforcer et numériser la collecte des impôts sont encourageantes et améliorent la transparence du système fiscal, réduisant ainsi les risques de corruption. Malgré des réformes efficaces dans l'éducation, la collecte des recettes fiscales et la gestion des registres fonciers, la corruption persiste au Cambodge. En 2022, Transparency International classe le Cambodge à la 150ème place sur 180 en termes de perception de la corruption, marquant une amélioration par rapport à la 160ème place en 2020, mais des efforts supplémentaires sont encore nécessaires.

De nombreuses entreprises rencontrent des difficultés pratiques, telles que des coûts et des délais supplémentaires, lors du passage en douane, de l'obtention d'autorisations et de licences spéciales, ainsi que de l'acquisition de terrains. Le Cambodge figure toujours parmi les pays où le commerce et l'investissement font face à des obstacles sérieux. Selon le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale, qui classe le Cambodge au 144ème rang sur 190 pays, le pays obtient une note particulièrement basse dans la catégorie "respect de l'exécution des contrats". Le cadre juridique du Cambodge est encore en construction et présente des lacunes dans la pratique. Les lois en vigueur manquent de précision et leur interprétation peut varier d'un tribunal à l'autre, ce qui nécessite une

anticipation de toutes les situations possibles à travers des contrats et la conformité aux autorités compétentes afin d'éviter les problèmes imprévus.

Ces dernières années, l'utilisation de l'arbitrage a connu une augmentation notable depuis que le Centre National d'Arbitrage Commercial est pleinement opérationnel. Pour les investissements financiers importants, l'arbitrage est préféré en raison de sa flexibilité, permettant aux parties de choisir la loi et la langue applicables à leurs contrats et d'exécuter la décision arbitrale dans les 156 pays signataires de la Convention de New York, y compris le Cambodge. Depuis le 31 décembre 2020, le ministre de la Justice a décidé de publier les décisions relatives aux litiges civils afin d'uniformiser l'application du droit et de renforcer la légitimité des tribunaux. Cela témoigne de l'introduction progressive de la jurisprudence dans le système juridique cambodgien et le Gouvernement a récemment exprimé son souhait de publier l'ensemble des décisions judiciaires dans les années à venir.

En plus de la lutte contre la corruption, le Cambodge met en place de nouveaux mécanismes pour combattre la contrefaçon dans des secteurs tels que l'industrie textile et pharmaceutique. Le comité anti-contrefaçon signale plusieurs saisies de médicaments, vêtements et alcools contrefaits, souvent réalisées avec le soutien du secteur privé.

Le Ministère du Commerce (MOC) a entrepris de nombreuses réformes visant à réduire les pratiques anticoncurrentielles, notamment en ce qui concerne l'enregistrement commercial et les règles d'origine. Par exemple, la loi sur la protection des consommateurs a été adoptée fin 2020 dans le but de promouvoir l'intégrité de la concurrence et du commerce, tout en réduisant les pratiques commerciales déloyales au Cambodge.

Droits des sociétés et enregistrement

Pour pouvoir exercer légalement au Cambodge, toute société doit être enregistrée auprès du Ministère du Commerce (MOC) et du département général des taxes (GDT). L'enregistrement au MOC doit être effectué au moins 15 jours avant le début de l'activité.

Avant de soumettre une demande d'enregistrement au MOC, la société doit d'abord réserver son nom. Si le nom choisi est disponible (c'est-à-dire s'il n'est pas similaire à un nom de société existant ou déjà utilisé), il peut être réservé moyennant le paiement des frais correspondants. Une fois réservé, le nom devient indisponible pour d'autres pendant une période de 3 mois.

Une société est officiellement créée dès la réception du certificat d'immatriculation en khmer et en anglais délivré par le Ministère du Commerce (MOC). Ce certificat contient les informations essentielles de la société, telles que son numéro d'immatriculation, ses activités, son siège social, sa forme juridique, son capital, ainsi que les noms des administrateurs et actionnaires. Depuis le 1er janvier 2016, il est possible d'enregistrer une société directement en ligne sur le site officiel du MOC (<https://www.businessregistration.moc.gov.kh/>).

Grâce à cette nouvelle procédure, l'enregistrement fiscal d'une entreprise peut être finalisé en 8 jours ouvrables, incluant l'obtention des licences et certificats numériques et cela à un coût considérablement réduit par rapport à la procédure précédente (réduction d'environ 50%). Cette nouvelle procédure

évite également la redondance des informations fournies. Cependant, pour l'enregistrement d'une entreprise relevant d'un projet d'investissement qualifié (QIP), la procédure peut être plus longue. Après avoir été enregistrée auprès du Ministère du Commerce (MOC), la société doit notifier cet enregistrement au département général des taxes (GDT) dans un délai de 15 jours à compter de la réception du certificat d'immatriculation. Lors de cette notification, la société doit informer le GDT des activités commerciales qu'elle souhaite exercer au Cambodge. Il n'est pas obligatoire d'inclure toutes les activités relevant de l'objet social dès le dépôt des statuts. En effet, il est possible d'ajouter ultérieurement de nouvelles activités moyennant le paiement de frais supplémentaires auprès du MOC. Cependant, une taxe appelée "taxe d'enregistrement" ou "patent tax" doit être payée pour chaque activité commerciale déclarée, dont le montant varie en fonction de l'activité. Une fois enregistrée auprès du GDT, la société reçoit un numéro de TVA et doit s'acquitter des taxes mensuelles et annuelles obligatoires.

Les entreprises doivent s'enregistrer auprès du ministère du Travail (MLVT) pour recruter des employés. Si l'administrateur principal réside au Cambodge, il sera considéré comme employé par la société et devra être déclaré et s'il est étranger, il devra obtenir un permis de travail. Si l'entreprise n'a pas d'employé, elle n'est pas obligée de s'enregistrer au MLVT. Les documents suivants doivent être inclus dans le dossier d'enregistrement (liste non exhaustive) :



- Les statuts de la société en khmer (une version en anglais ou français peut accompagner la version khmère) contenant entre autres :
dénomination sociale, forme juridique, adresse du siège social, apports de chaque actionnaire, montant du capital social (minimum requis de 1000 USD), objet (énoncé sommaire des activités et opérations de la société) et durée de vie de la société ;
- Titre foncier ou contrat de location du bail commercial ;
- Des photos d'identité en couleur des dirigeants de la société (4x6) ;
- Une copie de la carte d'identité ou copie du passeport du ou des dirigeants et actionnaires de la société s'ils sont étrangers ;
- Une déclaration sur l'honneur du dirigeant attestant qu'il n'a jamais fait l'objet de condamnation par une juridiction civile, commerciale ou pénale et qu'il n'est pas fonctionnaire lors de l'exercice de ses fonctions de dirigeant ;

Si l'actionnaire est une personne morale :

- Lettre d'autorisation de la société mère ;
- Certificat de la société mère ;
- Statuts de la société mère ;
- Lettre d'autorisation si la personne qui remplit la demande est le représentant de l'entreprise.

Les documents requis pour enregistrer une succursale, une entreprise individuelle ou un bureau de représentation sont identiques à ceux exigés pour l'enregistrement d'une société privée à responsabilité limitée, à l'exception des statuts de la société. Ils doivent être remplacés par une copie du procès-verbal de la décision de création de la succursale ou du bureau de représentation, ainsi que la nomination d'un dirigeant pour la succursale ou le bureau de représentation.

LES DIFFÉRENTS TYPES DE SOCIÉTÉS

Ce chapitre aborde les principales formes de sociétés au Cambodge, ainsi que les procédures d'enregistrement associées :

- La société privée à responsabilité limitée (2 types possibles : le modèle privé qui est une société à responsabilité limitée et le modèle public qui est une société anonyme) ;
- L'entreprise individuelle qui est une entité détenue par une personne unique, propriétaire de la totalité du capital social et responsable des dettes, expliquant ainsi l'absence de distinction juridique entre le propriétaire et son activité ;
- L'entreprise étrangère (succursale, bureau de représentation et filiale).

Société à responsabilité limitée (SARL)

La société à responsabilité limitée est la forme de société la plus courante au Cambodge. Si l'objectif est d'avoir une participation étrangère à 100 % ou mixte, il n'est pas nécessaire d'avoir un partenaire local [voir Chapitre Régime foncier]. Les actionnaires sont responsables uniquement du nombre d'actions qu'ils ont achetées. Cette structure juridique permet aux actionnaires d'établir différentes catégories d'actions avec des droits et des obligations spécifiques. Toutes ces caractéristiques doivent être précisées dans les statuts de la société.

Il existe différents types de SARL :

- SARL privée (équivalent SARL) : elle est composée au minimum d'un associé et d'un gérant. Ce dernier n'est pas tenu d'être associé de la société. Le maximum est de 30 associés.
- SARL publique (équivalent à une société anonyme ou SA) : autorisée à émettre des titres publics. Seuls les établissements bancaires, financiers et ceux inscrits à la bourse du Cambodge sont autorisés à former une société à responsabilité limitée publique. Elle est composée d'au minimum 3 administrateurs et peut avoir plus de 30 actionnaires.

Entreprise individuelle

En revanche, l'absence de constitution d'une entité légale réduit les exigences initiales et dispense l'entrepreneur individuel de libérer un capital social de départ. L'enregistrement peut se faire en ligne sur le site du MOC.

L'entreprise individuelle ou sole proprietorship est un statut peu courant au Cambodge. Ce type d'entreprise appartient à un seul propriétaire et n'a pas de personnalité morale distincte. Le principal risque de l'entreprise individuelle est que le patrimoine personnel et professionnel ne soit pas séparé. L'entrepreneur individuel assume une responsabilité illimitée, ce qui peut être très risqué. En revanche, l'absence de constitution d'une entité légale réduit les exigences initiales et dispense l'entrepreneur individuel de libérer un capital social de départ. L'enregistrement peut se faire en ligne sur le site du MOC.

Les documents suivants doivent être soumis en ligne (liste non exhaustive) :

- Un nom à réserver avec la transcription phonétique en khmer ;
- Un justificatif de domiciliation (contrat de bail, facture d'électricité) ;
- La copie d'une pièce d'identité ;
- Une attestation bancaire d'ouverture de compte.

Société étrangère

Selon la loi de 2005 sur les entreprises commerciales (Law on Commercial Enterprises – LCE), une entreprise étrangère est une personne morale constituée en vertu des lois d'un pays étranger où elle possède un établissement et fait des affaires au Cambodge.

La loi LCE (articles 270 et 271), définit les trois principales formes d'entreprises étrangères :

- le bureau de représentation
- la succursale
- la filiale

Le bureau de représentation commerciale et la succursale étrangère n'ont pas de personnalité juridique distincte de leur société mère. Comme dans le cas d'une filiale, elle est constituée sous la forme d'une société de personnes ou d'une société de capitaux.

Bureau de représentation

Certains investisseurs peuvent ne pas juger nécessaire, à court terme, de créer une filiale ou une succursale de leur société offshore. À la place, ils peuvent opter pour une forme plus adaptée, comme un bureau de représentation. Ce type de bureau est principalement conçu pour faciliter l'approvisionnement en biens et services locaux, ainsi que pour recueillir des informations au profit de la société mère.

Le bureau de représentation n'est pas une entité juridiquement distincte de la société mère et n'a pas de personnalité morale indépendante. Cependant, il doit être enregistré auprès du MOC. Le bureau de représentation n'est pas autorisé à générer de revenus par ses propres activités. Il est soumis aux obligations fiscales, notamment en ce qui concerne la retenue à la source sur les salaires et la taxe professionnelle.

Le bureau de représentation a pour seules autorisations de contacter des clients potentiels et de les mettre en relation avec la société mère, de fournir des informations commerciales et de mener des études de marché pour le compte de la société mère, de promouvoir les produits et services de la société mère lors de salons et autres événements commerciaux. Il est également autorisé à constituer et gérer un stock de marchandises nécessaire aux salons et manifestations commerciales, à négocier des contrats commerciaux au nom de la société mère (mais la conclusion de ces contrats est réservée à la société mère), ainsi qu'à louer un bureau et employer du personnel.

Un bureau de représentation n'a pas l'autorisation de fournir des services ou de s'engager dans des

activités de construction ou de production. Cependant, il peut négocier des contrats commerciaux au nom de la société mère, qui est la seule entité autorisée à les conclure. Étant donné que le bureau de représentation ne peut pas entreprendre d'activités soumises à taxation, il n'est pas assujéti à des impôts spécifiques.

Succursale

Une succursale est une entité légale créée par la société mère pour mener des activités commerciales spécifiques au Cambodge. Elle doit porter le même nom que la société mère et cette dernière est responsable des pertes et des dettes de sa succursale, qui n'a pas de personnalité juridique distincte. Les succursales ne peuvent pas bénéficier du statut de projet d'investissement qualifié (QIP). Sa procédure d'enregistrement est similaire à celle d'une société privée à responsabilité limitée. Son champ d'activités est plus large que celui d'un bureau de représentation : elle peut mener toutes les activités du bureau de représentation tout en exerçant des activités commerciales lucratives dans tous les secteurs ouverts aux investissements étrangers. Elle doit également se conformer aux obligations fiscales locales. De plus, son enregistrement commercial est traité par le MOC.

Filiale

Une filiale est une société enregistrée au Cambodge, dont au moins 51 % du capital social est détenu par une société étrangère. Elle peut être enregistrée en tant que SARL ou partenariat. La filiale possède sa propre personnalité juridique distincte de celle de la société mère et peut exercer toutes les activités ouvertes aux investissements étrangers. Elle est soumise à la procédure d'enregistrement auprès du ministère du Commerce. La filiale peut être constituée sous forme de partenariat ou de SARL et peut mener les mêmes activités qu'une société locale, à l'exception des activités interdites aux personnes physiques ou morales étrangères selon les lois cambodgiennes (articles 283 à 286 de la loi sur les entreprises commerciales de 2005).

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le Cambodge est devenu membre de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle en 1995. Plus récemment, le pays a également rejoint le système de La Haye pour l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, qui est entré en vigueur le 25 février 2017.

Brevets

Doté d'un mécanisme interne de traitement des demandes de brevet relativement récent, le MOC a reconnu le premier brevet en 2015.

Une invention peut faire l'objet d'un brevet dès lors qu'elle est nouvelle, innovante et susceptible d'être industrialisée. Le brevet, détenu par l'inventeur et transmissible aux héritiers, confère une exploitation exclusive pour l'inventeur d'une durée de 20 ans. Le dépôt de brevets répond à la règle "premier arrivé, premier servi" et doit donc être faite avant la mise en vente des produits ou services sur le marché cambodgien.

Le coût de l'enregistrement d'un brevet est de 80 USD. À cela s'ajoutent les frais de délivrance d'un certificat et de publication (180 USD). Des frais d'avocat peuvent être nécessaires pour les entreprises qui ne sont pas présentes au Cambodge.

Une fois le brevet enregistré et le certificat délivré, le titulaire devra verser chaque année une somme allant de 20 USD la 2ème et 3ème année à 890 USD pour la 20ème année de protection (montants progressifs).

Le Cambodge a été le premier pays asiatique à reconnaître les brevets européens sur son territoire en 2017. Les titulaires de brevets de l'UE peuvent demander la protection de leur brevet au

Cambodge sans la contrainte de déposer un brevet dans le pays.

Il est cependant important de noter que les brevets européens pour les produits pharmaceutiques ne sont pas valides au Cambodge. Le pays bénéficie actuellement de la dérogation de l'OMC qui permet aux pays les moins avancés (PMA), d'éviter d'accorder et de faire respecter les droits de propriété intellectuelle sur les produits pharmaceutiques jusqu'en 2033.

Marques

Le nombre de demandes d'enregistrement de marques a considérablement augmenté au Cambodge ces dernières années. Les demandes doivent être déposées auprès du ministère du Commerce (MOC) et ont une durée de validité de 10 ans, renouvelable. Les propriétaires de marques doivent fournir une déclaration d'utilisation ou de non-utilisation de la marque après la 6e année.

Une fois que la demande d'enregistrement nationale est approuvée, un certificat d'enregistrement est délivré et la marque est publiée dans le journal officiel des marques du ministère de la Justice. Par la suite, le demandeur peut soumettre une demande internationale auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) pour l'inscription de sa marque dans le registre international et sa publication dans la Gazette des marques internationales de l'OMPI. Le coût de cette demande d'enregistrement de marque est de 105 USD (pour une seule marque) et sa validité est de 10 ans, après quoi le renouvellement de la marque déposée est requis.

L'enregistrement d'une marque est néanmoins un processus qui n'est pas toujours simple : outre les délais très longs (en moyenne de 6 à 9 mois), les demandes de dépôt de marque sont fréquemment



rejetées pour de multiples raisons. Pour maximiser ses chances de déposer une marque avec succès, il est recommandé de faire appel à un cabinet d'avocats.

Droits d'auteur

Les droits d'auteur protègent les œuvres des auteurs, artistes, producteurs de musique, opérateurs de radiodiffusion et télédiffusion. Ils sont enregistrés auprès du ministère de la Culture et des Beaux-Arts (MCFA) qui délivre un certificat d'enregistrement.

La loi relative à la protection des droits d'auteur est entrée en vigueur en 2003. Le MCFA peut autoriser, sur demande, la mise en place d'une gestion collective des droits d'auteur d'une œuvre et des droits connexes détenus par d'autres personnes.

Indications géographiques (IG)

Les IG permettent de protéger l'origine et l'identité de produits particuliers. Elles ne concernent que certains produits : agricoles, alimentaires et artisanaux. La loi relative aux IG, entrée en vigueur en janvier 2014, a mis en place un régime

juridique pour l'enregistrement et la protection des IG. Le demandeur doit déposer un dossier définissant le cahier des charges du produit à protéger (description du produit, de la zone géographique et du savoir-faire employé) auprès du département de la propriété intellectuelle du MOC.

Contrefaçons

La lutte contre les contrefaçons est soutenue par le Gouvernement cambodgien. Le comité de lutte contre la contrefaçon fait état de plusieurs descentes dans des entrepôts de production de contrefaçons dans des secteurs variés : médicaments, vêtements et chaussures, alcool, cosmétiques... Cette lutte bénéficie de l'appui du secteur privé (on note même le développement d'entreprises spécialisées dans le soutien aux entreprises concernées par ce problème) et de l'aide étrangère. Malgré ces efforts, la contrefaçon demeure très présente au Cambodge notamment sur les marchés et parfois dans les centres commerciaux modernes.

Fiscalité

On distingue 3 catégories de contribuables : les petits (small taxpayers), les moyens (medium taxpayers) et les grands (large taxpayers).

Catégorie de structure/investissement	Chiffre d'affaires annuel imposable
Petits contribuables	
<p>Entreprises individuelles concernées par la tranche de chiffre d'affaires imposable ci-à-côté</p>	<p>250 M KHR (62 000 USD) à</p>
<p>Entreprises atteignant, au cours de toute période de trois mois civils consécutifs au cours d'une même année fiscale, un chiffre d'affaires imposable supérieur à 60 M de KHR (15 000 USD)</p>	<p>700 M KHR (173 500 USD)</p>
Moyens contribuables	
<p>Entreprises concernées par la tranche de chiffre d'affaires imposable ci-à-côté</p>	
<p>Institution, association ou organisation non gouvernementale nationale et infranationale</p>	<p>de 700 M KHR à 4 Mds KHR (1 M USD)</p>
<p>Mission diplomatique et consulaire étrangère, organisation internationale et autres agences gouvernementales de coopération technique</p>	
Grands contribuables	
<p>Entreprises concernées par la tranche de chiffre d'affaires imposable ci-à-côté</p>	<p>Supérieur à 4 Mds KHR</p>
<p>Filiale d'une société multinationale, succursale étrangère et projet d'investissement qualifié (ou QIP)*</p>	

À compter de son enregistrement au GDT, toute société est soumise aux taxes et impôts suivants.

Taxes annuelles

A la fin de chaque année fiscale, les moyens et grands contribuables doivent régler soit l'impôt sur les bénéfices soit la taxe minimum. Avant le 31 mars de l'année suivante, toute société doit procéder au paiement d'une de ces deux obligations : celle dont le montant est le plus élevé.

Impôt sur les bénéfices

Catégorie de société	Taux d'imposition sur le revenu des sociétés
Moyens et grands contribuables	20%
Petits contribuables	Taux progressifs (Entre 0 et 20%)

Impôt sur les bénéfices

En règle générale, les dépenses sont déductibles si elles sont payées ou si elles sont encourues au cours d'une année fiscale. La régulation fiscale précise que les dépenses dues à une mauvaise gestion, celles qui bénéficient à un tiers, celles qui couvrent des besoins personnels ou les dépenses somptuaires ne sont pas déductibles de l'impôt.

Dépenses non déductibles

Les dépenses non déductibles sont (liste non-exhaustive):

- toute dépense liée aux loisirs ;
- amendes ou pénalités ;
- pré-paiement de l'impôt sur les bénéfices, taxe minimum ou impôt sur les bénéfices ;
- dépenses personnelles et frais de subsistance ;
- dons, subventions ou aides financières ;
- prélèvement à la source ou taxe sur salaire supportés par l'entreprise.

Dépenses non liées à l'activité

La dépréciation fiscale est basée sur les méthodes de dépréciation suivantes :

Catégorie de société	Méthode	Taux
Biens intangibles		
Ayant une durée de vie spécifique	amortissement linéaire	varie sur la base du temps estimé d'utilisation
N'ayant aucune durée de vie spécifique	amortissement linéaire	10%
Biens tangibles		
Classe 1 : bâtiments, structures et leurs composants de base	amortissement linéaire	5%
Classe 2 : ordinateurs, logiciels et équipements de traitement de données	amortissement dégressif	50%
Classe 3 : véhicules, camions et fournitures de bureaux et équipements	amortissement dégressif	25%
Classe 4 : tout autre bien tangible	amortissement dégressif	20%

Impôt minimum

L'obligation de payer l'impôt minimum incombe aux sociétés qui ne tiennent pas correctement leur comptabilité (conformément aux exigences du GDT), celles qui ne peuvent présenter de factures pour les transactions commerciales comme indiqué dans les articles 77 et 98 de la loi sur les taxes (Law on Taxation ou « LOT »), celles qui commettent de sérieuses négligences (article 126 LOT), celles qui pratiquent l'évasion fiscale (article 127 LOT) et celles qui ne peuvent présenter un rapport d'audit financier effectué par un auditeur indépendant si leur chiffre d'affaires annuel est supérieur à 2 Mds de KHR (environ 500 000 USD).

L'impôt minimum est distinct de l'impôt sur les bénéfices. Il équivaut à 1% du chiffre d'affaires annuel incluant toute taxe due sauf la TVA.

Droit de timbre (Patent tax)

Tous les contribuables opérant au Cambodge sont tenus de s'enregistrer et de payer un droit de timbre connu sous le nom de « patent tax » avant le 31 mars de chaque année pour chaque activité commerciale exercée.

Dans le cas d'une succursale, d'un entrepôt, d'une usine, d'un atelier avec le même objet social et le même lieu, un seul droit de timbre est à régler.

Type de contribuable	Montant de la patent tax en KHR	Équivalent USD
Petit contribuable	400 000 KHR	100 USD
Moyen contribuable	1,2 M KHR	300 USD
Grand contribuable	3 M ou 5 M KHR	750 ou 1 250 USD

Audit des comptes

Toutes les entreprises au Cambodge (personnes physiques et morales), cambodgiennes ou étrangères, qui entrent dans deux des trois catégories ci-dessous, sont tenues de soumettre leurs états financiers pour l'exercice financier concerné, à des vérificateurs indépendants enregistrés auprès de l'Institut des experts comptables et des commissaires aux comptes du Kampuchéa (KICPAA) :

- Entreprises présentant un chiffre d'affaires annuel de plus de 4 Mds KHR ;
- Entreprises dont le total des actifs dépasse 3 Mds KHR en vertu d'un prix moyen des actifs disponibles au cours de l'année d'audit requise ;
- Entreprises ayant plus de 100 employés selon un nombre moyen d'employés disponibles dans l'année d'audit requise.

Taxes mensuelles

Le pré-paiement de l'impôt sur les bénéfices, le prélèvement à la source (WHT), les taxes sur salaire et la TVA sont des taxes mensuelles. Elles doivent être payées dans les 20 jours suivant le début du mois.

Pré-paiement de l'impôt sur les bénéfices

Toute entreprise soumise à l'impôt sur les bénéfices, conformément au régime déclaratif, a pour obligation d'effectuer mensuellement le pré-paiement de l'impôt sur les bénéfices à un taux de 1% du chiffre d'affaires mensuel incluant toute taxe sauf TVA réalisées le mois précédent. Le prépaiement sera déduit de l'impôt sur les bénéfices lors de la liquidation annuelle de l'impôt. Certaines exemptions existent notamment pour les sociétés bénéficiant du statut de QIP.



Prélèvement à la source (Withholding Tax – WHT)

Les contribuables exerçant une activité commerciale au Cambodge doivent retenir un certain montant des paiements effectués à des résidents fiscaux ou non. Les montants retenus sont remis au département des taxes.

Les paiements suivants sont soumis à la WHT :

Paiements effectués à des résidents fiscaux

Prestations de service	15% (exception pour les paiements destinés à un contribuable immatriculé et pouvant émettre une facture de TVA)
Intérêts	15% (exception pour les paiements à des banques locales ou des institutions financières)
Redevances	15%
Loyers	10%
Intérêts sur des dépôts fixes versés par des banques locales à des résidents fiscaux et intérêts sur les comptes épargnes versés par des banques locales à des résidents fiscaux	6%

Paiements effectués par des contribuables résidents au Cambodge à des non-résidents

Intérêts	14%
Redevances, loyers ou autres revenus liés à l'utilisation de propriétés	14%
Frais de gestion et techniques	14%
Dividendes	14%

Le prélèvement à la source ne s'applique jamais en cas d'achat de biens. Le Cambodge a signé des conventions d'imposition bilatérales qui peuvent réduire le taux standard de 14% de la WHT sur certaines transactions.

Impôt sur le salaire

Au Cambodge, les particuliers ne sont pas tenus de soumettre leur propre déclaration d'impôts. En effet, c'est à l'employeur de verser mensuellement l'impôt sur le salaire au nom du salarié, dans le cadre de la déclaration d'impôts mensuelle.

Pour déterminer la taxe sur le salaire, les individus sont classés en deux catégories : les contribuables résidents et les non-résidents. Une personne sera considérée comme résidente si elle a sa résidence principale au Cambodge ou si elle y est présente pendant plus de 182 jours par an. En revanche, une personne qui ne remplit pas ces critères sera considérée comme non-résidente.

Les résidents fiscaux sont assujettis à une taxe sur le salaire qui s'applique aux revenus, qu'ils soient d'origine cambodgienne ou étrangère, selon un taux progressif allant de 0% à 20%. Les non-résidents, quant à eux, sont soumis à un taux fixe de 20% sur les revenus de salaire provenant du Cambodge.

La taxe sur le salaire concerne toutes les formes de rémunérations telles que les salaires, les primes, les heures supplémentaires, les indemnités et les avances ou prêts sur salaire accordés par l'employeur.

Il est possible de réduire la base fiscale de l'impôt sur le salaire en bénéficiant d'un remboursement pour chaque enfant à charge et pour un conjoint sans emploi d'un employé résident. Ce remboursement s'élève à 150 000 KHR (environ 37 USD) par enfant à charge et conjoint sans emploi.

Type de contribuable		Équivalent USD
KHR	USD (équivalent)	
0 - 1 500 000	0 - 370	0%
1 500 001 - 2 000 000	370 - 500	5%
2 000 001 - 8 500 000	500 - 2125	10%
8 500 001 - 12 500 000	2125 - 3125	15%
au-delà de 12 500 001	au-delà de 3125	20%

Sont exonérés d'impôts :

- les remboursements des frais professionnels par l'employeur si ces frais ont été engagés dans le cadre du travail, s'ils ne sont pas excessifs et s'ils peuvent être justifiés ;
- les indemnités de licenciement dans les limites requises par la loi ;
- les indemnités de logement et frais de déplacement employés dans le cadre professionnel ;
- les indemnités de départ (fin du contrat ou licenciement).

La Circulaire 011 de 2016 dispose que toutes les indemnités perçues par les employés dans le cadre d'activités professionnelles ne tombent pas dans l'assiette de l'impôt sur le salaire ni de la taxe sur les avantages en nature si des documents justificatifs de ces indemnités sont déposés au GDT.

La Circulaire étend le critère d'éligibilité à cette exemption aux employés et travailleurs de toute usine et entreprise. Les indemnités concernées par la Circulaire 011 sont les suivantes (liste non-exhaustive) :

- indemnités de transport couvrant le transport depuis et jusqu'au domicile de l'employé ;
- indemnités de repas ;
- primes d'assurance santé ou assurance vie ;
- sécurité sociale ;
- allocations de maternité et garderie ;
- indemnités de départ (conclusion du contrat ou licenciement).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

L'enregistrement à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) doit être effectué lors de la création d'une société ou dans les 30 jours suivant le moment où le contribuable devient assujéti. Par la suite, les contribuables doivent déposer des déclarations de TVA et payer la taxe avant le 20 du mois suivant. La TVA s'applique à la fourniture de biens et de services. Les biens sont des objets matériels autres que les biens immobiliers et les fonds monétaires. Les services incluent tout ce qui ne correspond pas à la définition de biens.

Toutes les entreprises doivent appliquer la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux standard de 10% sur tous les biens et services taxables au Cambodge, y compris les biens importés. En revanche, les produits/stocks exportés et les services consommés en dehors du Cambodge sont soumis à un taux de 0%. Les exportations incluent le transport international de passagers ou de marchandises ainsi que les services liés à ce transport. Il existe également des taux spéciaux de TVA pour certains produits spécifiques, tels que les cigarettes (20%).

Les biens non-soumis à la TVA sont (liste non exhaustive) :

- services postaux publics ;
- hôpitaux, cliniques, services médicaux et dentaires, ainsi que la vente d'équipements médicaux et dentaires ;
- services de transport détenus à 100% par l'Etat ;
- services d'assurance ;
- activités non lucratives d'intérêt public reconnues par le ministère de l'Economie et des Finances ;
- services d'éducation ;
- fourniture d'électricité et d'eau potable ;
- matières premières agricoles

Taxes annuelles

Impôt sur le salaire

Les avantages en nature fournis par un employeur à un employé sont soumis à une taxe de 20%. Cette taxe concerne les avantages suivants :

- mise à disposition de véhicules pour usage personnel, logement, services et personnel ;
- formation ;
- prêt à taux réduit ;
- rabais sur les produits ;
- contributions sociales ;
- primes pour souscrire à une assurance vie ou maladie, sauf si elle est accordée à tout salarié ;
- loisirs hors contexte professionnel.

Impôt spécial portant sur certains biens et services

Cette taxe est calculée sur la valeur à l'importation (y compris tous les droits et taxes applicables autres que la TVA), des marchandises importées ou à 90% du prix de vente qui est inscrit sur la facture délivrée aux clients, hors TVA et remises.

Cette imposition concerne uniquement certains biens ou services, parmi lesquels figurent les boissons gazeuses, les cigarettes, les services de divertissement, de vente de billets internationaux et nationaux, ainsi que les services de téléphonie. Ces biens sont assujettis à un taux variant entre 3 et 45%. Plusieurs catégories de biens sont par ailleurs soumises à des taxes d'exportation (caoutchouc naturel, bois transformé et produits forestiers, poissons et crustacés, pierres précieuses non taillées et non transformées). Enfin, une taxe supplémentaire de 3% (tax on public lighting) peut s'appliquer à la vente de boissons alcoolisées et de cigarettes importées ou produites localement.

Taxe de séjour

Une taxe de séjour s'applique aux services fournis par les hôtels. Elle est de 2% sur les frais d'hébergement incluant tout autre frais de service et taxe sauf TVA et taxe de séjour elle-même.



Droit de timbre

Le droit de timbre s'applique sur tout transfert de biens immobiliers, toutes sortes de véhicules et d'actions. Il s'applique également aux contrats de fourniture de biens et de services aux institutions publiques et certains documents légaux relatifs à la création, à la fusion ou dissolution d'entreprises.

Les taux et frais sont les suivants :

Opération	Droit de timbre
Transfert de propriété ou de possession d'un bien immobilier et apport d'un bien immobilier au capital d'une société	4% de la valeur du bien immobilier
Transfert de tout ou d'une partie des actifs d'une société	0.1% de la valeur du titre
Transfert de propriété ou du droit d'usage de véhicules	4% de la valeur du véhicule
Acquisition de propriété ou de droits d'usage dans le cadre d'une concession par le Gouvernement	0.1% du prix de la fourniture de biens et services
Acquisition de propriété ou de droit d'usage sur les biens immobiliers entre membres de la famille	1 M KHR (environ 250 USD)

Taxe sur les biens immeubles

Sont concernés les biens fonciers, maisons, bâtiments et autres constructions. Cette taxe est fixée à 0.1% de la valeur du bien immeuble excédant le seuil de 100 M KHR (soit 25 000 USD). La valeur du bien immeuble est déterminée par le Comité d'évaluation des propriétés immeubles (Immovable Property Assessment Committee) conformément aux prix du marché. La taxe doit être payée avant le 30 septembre de chaque année.

En cas de transfert de titre de bien immobilier, un taux d'imposition de 4 % s'applique à l'enregistrement du bien immobilier qui comprend le transfert de propriété pour les immeubles, les copropriétés et autres améliorations.

Une taxe supplémentaire correspondant à 2% de valeur estimée par le Comité d'évaluation des terrains inoccupés, peut s'appliquer si un terrain n'est pas construit ou si la construction a été abandonnée. Cette taxe doit être payée avant le 30 septembre de chaque année.

Taxe sur les dividendes

La taxe sur les dividendes s'applique sur la distribution de bénéfices qui n'ont pas été précédemment soumis à imposition, au taux plein de 20%, notamment ceux distribués par les sociétés bénéficiant du statut de QIP. Cette taxe s'applique également aux succursales qui transfèrent leurs gains à leur société mère étrangère, qui n'a pas été taxée à la source.

Les profits réalisés par les entreprises exemptées d'impôt sur les bénéfices ne sont pas soumis à cette taxe additionnelle sur les dividendes.

Double imposition

Aucune convention de double imposition n'a été signée entre le Cambodge et la France. Au 31 décembre 2020, le Cambodge a signé des conventions de double imposition avec Singapour, la Chine, la Thaïlande, la Malaisie, le Vietnam, Brunei, la Corée du Sud, Hong Kong et l'Indonésie. Les contribuables qui ont déjà obtenu l'approbation de l'accord de double imposition par le GDT et qui souhaitent le renouveler doivent soumettre une demande au GDT avant le 31 mars de l'année fiscale, afin de le rendre effectif pour toute l'année fiscale.



PHNOM PENH IS MAGNIFIQUE



DÉCOUVREZ CET ÉBLOUISSANT HÔTEL AU
CHARME COLONIAL, MÉLANGEANT TRADITIONS
LOCALES ET ÉLÉGANCE À LA FRANÇAISE



RESTAURANTS, BAR & LOUNGE

En journée ou en soirée, profitez de la magie d'une expérience culinaire que le Sofitel Phnom Penh Phokeethra offre. Des lieux chaleureux et impressionnants, ainsi qu'un service attentif vous attendent lors de votre venue.

- LA COUPOLE** Cuisine asiatique et occidentale avec cuisine ouverte
- DO FORNI** Authentique restaurant italien
- HACHI** Exceptionnel restaurant japonais
- FU LU ZU** Cuisine cantonaise
- LE BAR** Cocktails signatures
- CIGAR CHAMBER** Cigars et spiritueux
- CLUB MILLÉSIME** Exclusivement réservé aux clients résidents en chambre club ou suite

RÉUNIONS ET ÉVÉNEMENTS

Dans sa catégorie, le Sofitel Phnom Penh Phokeethra offre l'une des plus grandes capacités d'accueil de la ville pour des événements privés. À ce titre, nous proposons un large éventail de salons de réception. Que ce soit pour une réunion confidentielle, une présentation à la presse, un dîner de clôture, une soirée entreprise, un séminaire ou encore un mariage, un défilé de mode, une soirée caritative, l'ensemble des événements est rendu possible grâce à la flexibilité unique de nos espaces. De plus le Sofitel Phnom Penh Phokeethra vous accueille au sommet de la ville pour découvrir Phokeethra Sky. Le plus récent espace de réunion de la capitale offre une vue imprenable sur les toits de la ville pour un événement mémorable pour près de 70 personnes.



SOFITEL PHNOM PENH PHOKEETHRA
26 OLD AUGUST SITE - SOTHEAROS BOULEVARD - 12301, PHNOM PENH, CAMBODIA
TEL. +855 (0) 23 999 200 - H6526@SOFITEL.COM
WWW.SOFITEL-PHNOMPENH-PHOKEETHRA.COM

Droit du travail et conformité des entreprises

Contrats de travail

Deux types de contrat de travail sont prévus par la loi cambodgienne : les contrats à durée déterminée et indéterminée.

Les contrats à durée déterminée (CDD)

Les CDD ne peuvent être conclus que pour une période ne dépassant pas deux années maximum, renouvellement inclus. Une période d'essai est prévue et se limite à une durée de 3 mois maximum selon le degré de spécialisation du salarié. Le CDD peut être renouvelé sans limite, à la condition qu'un délai de rupture d'un mois entre chaque CDD soit observé, faute de quoi le CDD sera automatiquement requalifié en CDI.

Les CDD peuvent être résiliés par écrit d'un commun accord, en présence d'un inspecteur du travail, ou sans accord mutuel en cas de faute grave. Les employeurs doivent respecter un préavis s'ils n'ont pas l'intention de renouveler un contrat à son expiration, sous peine de prendre le risque de voir le CDD requalifié en CDI. Que le CDD arrive à expiration, soit rompu ou non-renouvelé, l'employeur se doit d'observer les délais de préavis suivants en fonction de la durée du contrat. Une instruction du MLVT datée du 14 août 2020 rappelle la nécessité d'un préavis écrit de la partie souhaitant mettre fin ou ne pas renouveler le contrat.

Durée du CDD	Délai de préavis
Moins de 6 mois	Non exigé
De 6 à 12 mois	10 jours
De 12 à 24 mois	15 jours

Lorsqu'un CDD prend fin, l'employé a droit à une indemnité de départ d'au moins 5 % de la valeur des salaires perçus.

Les contrats à durée déterminée (CDD)

La résiliation d'un CDI est strictement réglementée. Les motifs de résiliation doivent correspondre à des raisons valables de l'employeur liées notamment à la compétence et au comportement de l'employé.

En cas de rupture d'un CDI, un délai de préavis est exigé en fonction de l'ancienneté du salarié comme suit :

Ancienneté du salarié	Délai de préavis
Moins de 6 mois	7 jours
6 mois-2 ans	15 jours
De 2 à 5 ans	1 mois
De 5 à 10 ans	2 mois
Plus de 10 ans	3 mois

Des primes d'ancienneté sont également prévues pour les salariés. Cette indemnité correspond à 15 (7,5 acquis par semestre) jours de salaires et droit sociaux acquis par an à titre de prime d'ancienneté. La plupart des entreprises ont commencé à payer cette indemnité d'ancienneté à partir de 2022, à l'exception des usines et de l'industrie textile où elle a été mise en place dès le premier trimestre 2021.

Il est également prévu que les salariés bénéficient d'une indemnité rétroactive pour l'ancienneté acquise avant le 1^{er} janvier 2019. Le principe est le même, (15 jours d'indemnité basée sur le salaire par an pour l'industrie textile, 6 jours pour les autres secteurs).

En cas de licenciement, l'employeur devra payer au salarié licencié l'ensemble des indemnités d'ancienneté. Toutefois, en cas de licenciement pour faute grave, ces indemnités ne seront pas dues.



Temps de travail

La durée de travail hebdomadaire des Cambodgiens est limitée à 48 heures. Les heures supplémentaires sont payées à un taux de 150% et de 200% si ces heures sont effectuées la nuit (entre 22 heures et 5 heures du matin). Les heures travaillées la nuit (hors heures supplémentaires) doivent être payées 30% de plus que celles effectuées le jour.

Salaires

Le salaire minimum n'existe que dans certains secteurs. Il y a notamment un salaire plancher dans le textile (200 USD par mois depuis janvier 2023), qui sert de référence pour de nombreux autres domaines d'activités. Ce salaire minimum est révisé régulièrement et change en conséquence chaque année.

Stagiaires

Il n'existe pas de contrat de stage à proprement parler. Dans la pratique, la plupart des stagiaires signent un CDD classique. Les stages peuvent être rémunérés, mais ce n'est pas obligatoire. Si le stagiaire n'est pas rémunéré, il sera considéré comme un volontaire et il n'y aura pas de démarches particulières à entreprendre concernant le permis de travail.

Freelance

Il n'y a pas de statut spécifique pour les travailleurs indépendants (freelance) au Cambodge, ce qui signifie qu'ils doivent suivre la procédure habituelle pour obtenir un contrat de travail et un visa à long

terme. La seule solution légale est de créer une entité juridique qui permet d'obtenir une preuve d'emploi et de facturer les services fournis. Ces entités sont soumises aux taxes mentionnées dans la section "Fiscalité".

Congés

Il existe deux principaux types de congés :

- **Le congé annuel (individuel)** : 1,5 jour de congé annuel acquis par mois complet de service (soit 18 jours par année complète de service). Ce mode de calcul peut changer en fonction de l'ancien neté du travailleur. Les congés maladie ne peuvent pas être déduits du congé annuel. A moins qu'il n'en soit stipulé autrement dans le contrat de travail, le droit aux congés payés ne se déclenche qu'après une année complète de travail.
- **Les jours fériés (collectifs)** : ils doivent être accordés aux salariés et sont définis chaque année dans un Prakas dédié. Hormis certains jours de congé fixes, nombre d'entre eux peuvent changer d'une année sur l'autre. A noter qu'en dépit de la diminution des jours fériés ces dernières années, le Cambodge fait partie des pays qui ont le plus de jours fériés au monde (21 jours), d'autant plus qu'ils ne sont pas comptabilisés comme des congés.

Sécurité sociale

Risques professionnels et frais de santé

Un employeur employant au moins huit personnes doit s'inscrire, ainsi que tous ses employés, auprès de la "National Social Security Fund" (NSSF). Tous les employeurs enregistrés sont tenus de verser à la NSSF une cotisation pour les risques professionnels ("Occupational Risks Contribution" - ORC), pour les soins de santé et pour la pension.

Toute blessure ou accident affectant un salarié sur son lieu de travail, constitue un risque professionnel. La cotisation ORC est égale à 0,8 % du salaire mensuel moyen d'un employé et doit être versée par l'employeur sur le compte bancaire désigné de la NSSF. Si un employé n'est pas inscrit au NSSF, son employeur est potentiellement responsable de tous les coûts en cas d'accident ou de blessure, y compris des accidents qui interviendraient lors du trajet domicile-travail.

La cotisation pour les soins de santé est exigée à la fois des employeurs et des employés à hauteur de 1,3 % (chacun), soit un taux de 2,6% du salaire brut mensuel de l'employé. Toutefois, depuis le 1er janvier 2018, c'est à l'employeur qu'il incombe de payer la cotisation des soins de santé. Dès lors que l'employeur paie des cotisations pour les risques professionnels, il bénéficie automatiquement de la couverture des frais de santé pour ses employés. Les frais de santé comprennent à la fois les frais médicaux ambulatoires et les frais de traitement médical en cas de maladie. Le congé maternité est également couvert à hauteur de 70 % du salaire. Les prestations de sécurité sociale ne bénéficient à l'employé que si l'employeur a contribué pendant au moins 2 mois consécutifs ou au moins 6 mois au cours des 12 derniers mois aux dépenses de santé. Pour être remboursé, le centre de dispense des soins doit être partenaire du NSSF.

Régimes de retraite

Il existe quatre régimes de retraite. Seules les entreprises qui cotisent au NSSF peuvent y prétendre :

- la pension de vieillesse
- la pension d'invalidité
- la pension des survivants (conjoint survivant, enfants et parents du cotisant décédé)
- la pension d'ancienneté

Après avoir cotisé pendant un certain temps (entre 1 et 5 ans selon les pensions) et conformément aux conditions détaillées dans le sous-décret, le salarié pourra bénéficier de ses cotisations lorsqu'il aura 60 ans.

Au cours des cinq premières années de sa mise en œuvre (à partir de 2021), la contribution au régime de pension correspond à 4 % du salaire mensuel brut du travailleur. 2% sont supportés par l'employeur et 2 % par le travailleur. Selon le sous-décret, ce taux sera augmenté tous les cinq ans.

Lorsqu'un employé se retrouve au chômage avant l'âge de 60 ans, mais qu'il souhaite continuer à cotiser au régime de retraite, il peut choisir de cotiser au régime de cotisation volontaire pour le montant qu'il souhaite.

Depuis le 1er octobre 2022, les employeurs doivent payer les cotisations de pension. Le paiement est effectué au plus tard le quinzième jour du mois qui suit. L'employeur doit collecter et verser, mensuellement, les cotisations sur le compte bancaire désigné par la NSSF par le biais d'un service bancaire en ligne ou d'autres services désignés par la NSSF. Il est néanmoins possible d'opter pour un versement annuel des cotisations en demandant à la NSSF de prendre cette disposition et en remplissant les obligations prévues par le Prakas n° 168/22.

Coûts du NSSF et du régime de retraite

	Risques professionnels	Frais de santé	Pensions de retraite	Contribution mensuelle maximale
Employeur	0.8%	2.6%	2%	64 800 KHR / 16USD
Salarié	-	-	2%	24 000 KHR/ 6 USD
Total	7,4% du salaire brut (5,4% à la charge de l'employeur et 2% à la charge du salarié)			

Travailleurs étrangers et respect des quotas

L'embauche de travailleurs étrangers au Cambodge est possible, mais elle est soumise à des restrictions et à l'obtention de documents spécifiques.

Le ministère du Travail et de la Formation professionnelle impose un quota maximum de 10% pour l'emploi de travailleurs étrangers. Ce quota de 10% est réparti en fonction des types d'employés : pour les employés travaillant dans les bureaux de l'entité cambodgienne, le seuil ne peut pas dépasser 3% ; pour les travailleurs qualifiés, le seuil est de 6% ; et pour les travailleurs non qualifiés, le seuil est limité à 1%.

L'entreprise doit soumettre une demande de quota au ministère du Travail (généralement entre octobre et novembre) pour obtenir l'approbation de ses projets d'embauche de travailleurs étrangers pour l'année suivante et ainsi obtenir un permis de quota.

Si l'entreprise dépasse le quota, des motifs spécifiques doivent être fournis, tels que le besoin d'expertise, par exemple. Dans ce cas, une demande de permis de quota supplémentaire doit être soumise, en expliquant les raisons précédemment mentionnées.

Permis de travail

Outre la demande de permis de quota annuel, un permis de travail est également nécessaire pour les ressortissants étrangers à l'embauche. Après avoir reçu le permis de quota annuel, il faut alors demander des permis de travail en ligne via le système de gestion centralisée de la main-d'œuvre étrangère (www.fwcms.mlvt.gov.kh).

Le passeport et le visa du demandeur doivent être en cours de validité lors de la demande de permis de travail. Les frais officiels d'un permis de travail s'élèvent à 130 USD.

Visas

Il est important de noter que l'évolution de la situation sanitaire a fortement impacté toutes les règles relatives aux visas. Nous vous invitons à consulter le site internet de l'ambassade de France au Cambodge pour trouver les informations les plus à jour sur ce sujet.

Au Cambodge, les visas de catégorie E permettent à leurs titulaires d'exercer une activité professionnelle, notamment en qualité de salarié. Lors de la procédure d'obtention de ce visa, le candidat doit fournir une lettre d'embauche de son futur employeur au Cambodge ou son contrat de travail préalablement signé. De manière générale, le demandeur doit être en mesure de présenter son contrat de travail avec l'entreprise cambodgienne (qui doit être une entité légale dûment enregistrée au Cambodge) ou au moins une promesse d'embauche en l'absence de contrat.

Le visa type E est valable pour une durée de trois mois, à compter de sa date de délivrance. Une fois sur le territoire du Cambodge, il est valide pour une durée d'un mois. Il est donc impératif de demander rapidement une extension de son visa type E

(business) après son arrivée. Les extensions peuvent être de 1, 3, 6 ou 12 mois. Le visa peut ensuite être étendu à nouveau pour les mêmes périodes et sans limitation quant au nombre de renouvellements.

Un visa de type A, B ou C (diplomates et personnes travaillant dans des organisations internationales, ONG) permet également de travailler au Cambodge.

Golden visa :

En juillet 2022, le Cambodge a lancé un programme de résidence par investissement, connu sous le nom de "My Second Home" (CM2H). Avec un investissement de 100 000 USD (minimum) dans l'immobilier, les investisseurs peuvent obtenir un visa renouvelable d'une durée de validité de dix ans. Après cinq ans de résidence, il est possible de demander un passeport cambodgien. Il n'y a pas d'obligation de séjour minimum pour conserver le visa. Le Cambodge propose également un programme direct de citoyenneté par l'investissement, qui exige des investisseurs qu'ils fassent un don gouvernemental de 245 000 USD (plus les frais), ou qu'ils investissent un minimum de 305 000 USD dans un projet approuvé par le Gouvernement (Source : <https://www.goldenvisas.com/cambodia> + <https://cm2h.com/>).



Réglementation douanière

Depuis 1993, le Cambodge a intégré les principales organisations internationales et régionales de commerce : AFTA, ASEAN, OMC. Le pays bénéficie d'accords de libre-échange conclus au titre de l'ASEAN avec la Corée du Sud, le Japon, la Chine, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

En octobre 2020, le Cambodge et la Chine ont également signé un accord bilatéral de libre-échange dont l'objectif est d'offrir un meilleur accès au marché pour les biens, les services et les investissements.

Le Cambodge tend à se conformer aux accords de l'OMC qu'il a rejoint en 2004. A ce titre, le pays a ratifié plusieurs accords qui portent sur les tarifs douaniers et le commerce, le commerce et les services, les aspects commerciaux des droits de propriété intellectuelle (adoption des lois sur les brevets, sur les marques déposées et sur le copyright), la valeur en douane (CVA), les règles d'importation sur l'agriculture et les règles anti-dumping.

Le Cambodge a intégré l'ASEAN en 1999, puis l'AEC en 2015. Il reste cependant libre de fixer les taux de taxation à l'importation pour les pays hors ASEAN, l'AEC n'appliquant pas de tarif extérieur commun à la manière de l'UE.

Loi sur les douanes

La réglementation douanière actuelle se base sur une loi adoptée en juin 2007. Cette loi couvre l'imposition et la perception des droits, taxes et frais sur les produits importés et exportés, contrôle et réglementation sur le déplacement, le stockage et le transit de ces produits. La loi sur les douanes prévoit l'exonération des droits de douane et des taxes à l'importation pour certaines marchandises et à certains importateurs qualifiés. Sont exemptés de droits de douane :

- les biens en transit (importés temporairement sur le territoire) ;
- les biens utilisés pour des missions diplomatiques ou consulaires étrangères, des organisations internationales et des agences de coopération technique de Gouvernements étrangers ;
- les biens d'origine cambodgienne ou revenant de l'étranger après dédouanement au Cambodge ;
- les biens donnés à des fins caritatives, de recherche ou importés à des fins scientifiques, ainsi que les biens n'ayant aucune valeur marchande ;
- les biens importés dans le cadre de projets d'investissement approuvés par le Conseil pour le développement du Cambodge (CDC).

Des exonérations partielles des droits et taxes à l'importation peuvent également être accordées pour certains produits (liste non exhaustive) :

- les semences et animaux reproducteurs destinés à l'agriculture ;
- les biens destinés à être réparés, transformés ou testés ;
- les marchandises ré-importées dans le même état ;
- les biens importés par le Gouvernement à des fins publiques ;
- les biens destinés à l'admission temporaire.

Les personnes qui importent des marchandises conformément à cette disposition doivent fournir aux douanes des documents prouvant que les marchandises sont sujettes à une exonération partielle.

Droit de timbre

L'ensemble des procédures douanières et tarifs sont disponibles et mis à jour régulièrement sur le site du département général des Douanes : <http://www.customs.gov.kh>

Plusieurs taxes s'appliquent aux produits importés ou exportés au Cambodge :

Taxe	Taux	
Droits de douane (importation)	De 0 à 35%	
Droits de douane (exportation)	De 0 à 50%	
Taxe spéciale	De 0 à 50%	
Taxe supplémentaire	0.02USD/litre de pétrole, 0.04USD/litre Diesel	
TVA	Grande entreprise	10 %
	Petit contribuable	Pas de TVA mais taxe de 2% sur le chiffre d'affaires annuel

Jusqu'au mois d'août 2020, le Cambodge bénéficiait de l'accord TSA. Aujourd'hui, le royaume peut toujours exporter des produits vers l'UE, mais ces derniers sont soumis aux tarifs généraux applicables à tout autre membre de l'OMC.

Restrictions

Pour protéger la santé, les intérêts des consommateurs, la sécurité nationale et l'environnement, certaines importations sont soumises à des restrictions quantitatives. Un système de licences limitées a été établi à cet effet. La liste nationale des marchandises interdites ou restreintes comprend des produits tels que les stupéfiants, les substances psychotropes, les déchets toxiques, certains produits chimiques, certains pesticides, ainsi que les ordinateurs usagés et les pièces détachées, les déchets ménagers et les déchets dangereux.

Certaines importations, comme les médicaments, les objets d'art et certains produits agricoles, nécessitent des autorisations préalables et sont soumises à des restrictions quantitatives. Les fournisseurs de produits nuisibles à la santé ou à la sécurité publique doivent obtenir une certification de conformité de la part de l'Institut des standards du Cambodge. Cet institut propose des formations et des conseils aux entreprises qui souhaitent enregistrer et certifier leurs produits au Cambodge.

Le Gouvernement a mis en place divers outils qui permettent de bénéficier d'allègements de droits de douanes ou de procédures plus souples :

- le statut de « Best Trader » attribué aux entreprises réunissant certains critères ;
- les projets QIP ;
- les zones économiques spéciales (ZES).



Régime foncier et immobilier



Propriété des étrangers

Selon la loi foncière de 2001 et la Constitution cambodgienne, l'achat de terres au Cambodge est interdit aux étrangers. Cependant, sous certaines conditions, les étrangers peuvent devenir copropriétaires d'un immeuble. De plus, les étrangers ne peuvent pas acquérir de droits de propriété sur des immeubles situés à moins de 30 kilomètres des frontières terrestres du Cambodge. Néanmoins, il existe plusieurs mécanismes permettant d'acquérir un bien immobilier.

Sociétés commerciales

Il est possible de créer une entité juridique pour l'acquisition d'un terrain au Cambodge. Selon la loi foncière, si 51 % ou plus des actions de cette société sont détenues par des Cambodgiens, elle sera considérée comme un citoyen cambodgien. Ainsi, le titre foncier sera enregistré au nom

d'une société privée dont 51 % des actions sont détenues par un ressortissant cambodgien.

Immeuble en copropriété

Sous certaines conditions, il est possible pour les étrangers de posséder un appartement ou une unité privée dans un immeuble en copropriété enregistré sous le régime du "strata title" qui sépare les parties communes. La loi sur l'octroi de droits de propriété aux étrangers dans les immeubles en copropriété, promulguée en 2010, autorise les étrangers à posséder certaines unités privées dans ces immeubles. Cependant, les étrangers ne peuvent acheter et posséder que des unités situées à partir du premier étage de l'immeuble, excluant le rez-de-chaussée et le sous-sol, qui doivent être la propriété de citoyens cambodgiens. De plus, la propriété étrangère dans un immeuble en copropriété ne peut dépasser 70 % de la totalité de l'immeuble.

Concessions foncières

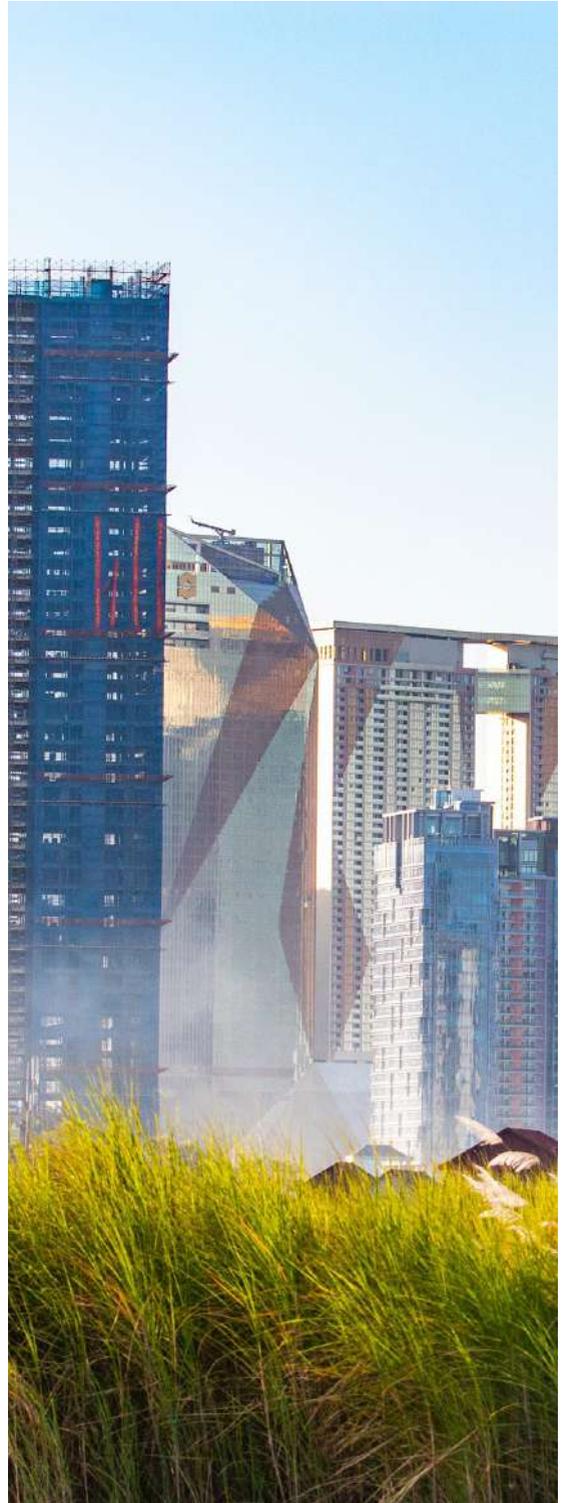
Une concession foncière est un contrat octroyant des droits spécifiques sur un terrain pendant une durée déterminée, permettant ainsi la réalisation d'activités précises. C'est une méthode d'acquisition de terres au Cambodge, conforme à la loi foncière de 2001. Ce contrat légal, délivré par l'autorité compétente, accorde à une personne physique, morale ou un groupe de personnes le droit d'occuper et d'exercer les droits énoncés par cette loi.

Titres de propriété

La propriété privée a été légalisée par l'enregistrement des terres conformément à la loi foncière de 2001. Cependant, de nombreuses propriétés restent non enregistrées à ce jour. La preuve de propriété se fait à travers divers documents, couramment appelés "titres de propriété non contraignants" ou "soft titles", reconnus par les autorités locales (Sangkat) ou infranationales (Khan). Les propriétés détenues avec un titre non contraignant présentent un risque élevé, car des revendications concurrentes de propriété peuvent survenir. Il est donc recommandé d'acheter une propriété uniquement avec un titre contraignant, également appelé "hard title", qui offre une plus grande sécurité et ne peut être contesté par des tiers.

Dans le système d'enregistrement foncier Cambodgien, l'enregistrement d'un "hard title" dans le registre national est une preuve matérielle de propriété et il n'est pas nécessaire de remonter l'historique du titre pour prouver sa validité.

Avant d'acheter un terrain, il est recommandé à l'acheteur de prendre des précautions en vérifiant que le vendeur possède un certificat de titre valide enregistré auprès des autorités compétentes. Il peut être judicieux de faire appel à un avocat pour vérifier l'authenticité du titre.





Bail à court terme ou perpétuel

Il n'y a aucune restriction pour les étrangers souhaitant louer un bien immobilier. Ainsi, les étrangers ont la possibilité de conclure un bail, que ce soit à court ou à long terme. Selon la loi foncière de 2001 et le code civil de 2007, le bail à long terme, similaire à un bail emphytéotique appelé "perpetual lease", a une durée de 15 à 50 ans et peut être renouvelé une fois. Le bail à court terme désigne les locations d'une durée inférieure à 15 ans.

Impôt sur les plus-values immobilières

En avril 2020, le ministère de l'économie et des finances a publié le Prakas 346 concernant l'impôt sur les plus-values. En raison de la crise sanitaire, sa mise en œuvre a été reportée à 2024. Cet impôt s'applique aux personnes physiques résidentes et non-résidentes, ainsi qu'aux personnes morales non-résidentes qui réalisent des bénéfices lors de la vente et du transfert de capitaux. Le taux d'imposition fixe de cet impôt est de 20%. Il doit être déclaré et payé à l'administration fiscale dans un délai maximum de 3 mois après la réalisation de la plus-value.

Pour clarifier ce nouvel impôt, il est important de mentionner deux méthodes de calcul pour déterminer le montant de l'imposition. La première est la déduction réelle basée sur les frais engagés, tandis que la

deuxième est la déduction basée sur une estimation forfaitaire des frais (permettant une réduction de 80%). Si le contribuable choisit la déduction forfaitaire, l'impôt sur les plus-values correspondra à 4% de la valeur du bien vendu.

Loi sur la construction (2019)

La croissance et la prolifération de projets de grande envergure ont incité le Gouvernement à promulguer une nouvelle loi sur la construction entrée en vigueur fin 2019, laquelle définit les responsabilités du propriétaire et du constructeur et vise à rendre les constructions plus sûres.

Depuis 2019, les professionnels du secteur doivent obtenir une licence du ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de la Construction pour leur projet de construction. Il est également obligatoire pour toute entreprise de construction d'obtenir une licence ou un permis délivré par la capitale ou l'administration provinciale, selon le type d'entreprise. En outre, tout professionnel ou entreprise de construction titulaire d'une licence pour réaliser les travaux est normalement tenu de conclure un contrat d'assurance avec une compagnie d'assurance opérant au Cambodge et d'avoir un certificat d'assurance.

La CCIFC tient à remercier le cabinet d'avocat Sok Siphana & Associates pour son aide pour la rédaction de ce chapitre.

Pour être de suite mieux accompagné(s)

Déjà plus de 200 entreprises & projets accompagnés avec succès au Cambodge

www.confluences.asia

contact@confluences.asia

+855 (0)12 537 289



គន្ធារិស្ស
confluences

access trading operations ventures

ements - Growth marketing Stratégie entrée de marché - Mission de prospection - 900 m2 Espace bureau - Soutien administratif et opér
pection - 900 m2 Espace bureau - Soutien administratif et opérationnel - Portage salarial et commercial - Distribution et installation d'é
age salarial et commercial - Distribution et installation de Sols pour professionnels - Voiles architecturales - Growth marketing Stratégie
équipements de construction - Solution Salles de réunion et Cloisons amovibles - Équipements sportifs - Co-investissements - Growth
on et Cloisons amovibles - Équipements sportifs - Co-investissements - Growth marketing Stratégie entrée de marché - Mission de pros

CCI FRANCE CAMBODGE

Étage 3

No. 30 Preah Norodom Blvd,

Khan Daun Penh, Phnom Penh,
Cambodia

Email : ccifc@ccifcambodge.org

ccifcambodge.org

